

RAPPORT ANNUEL

DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI



Exercice 2024

B
R
B



BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI

RAPPORT ANNUEL

Exercice 2024

CONSEIL GENERAL



Irène KABURA MURIHANO
1er Vice-Gouverneur



Edouard Normand BIGENDAKO
Gouverneur



Marie-Goreth NDAYISHIMIYE
2ème Vice-Gouverneur



Annonciate NSHIMIRIMANA
Membre



Annonciate NIYONKURU
Membre



Vincent NGENDAMBIZI
Membre



Alain NDIKUMANA
Membre



Jean MUVAZO
Membre

MISSIONS DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI

- ❖ Définir et mettre en œuvre la politique monétaire ;
- ❖ Définir et mettre en œuvre le régime de change ;
- ❖ Détenir et gérer les réserves officielles de change ;
- ❖ Réglementer et superviser les banques, les établissements financiers et les institutions de microfinance ;
- ❖ Emettre les billets de Banque et les pièces de monnaie ;
- ❖ Promouvoir un système financier stable et solide ;
- ❖ Promouvoir un système de paiement national fiable, efficient et solide ;
- ❖ Agir en qualité de Caissier de l'Etat ;
- ❖ Réaliser toute autre tâche prévue par les statuts qui la régissent ;
- ❖ Réaliser toute tâche que toute autre loi confierait à la Banque, sous réserve de sa compatibilité avec son autonomie.

VISION DE LA BANQUE :

« Etre une Banque Centrale moderne, dotée de compétences techniques capables d'impulser l'innovation et d'assurer la stabilité du système financier pour un développement durable de l'économie burundaise ».

PREFACE



Edouard-Normand BIGENDAKO, Gouverneur

Excellence Monsieur le Président de la République du Burundi,

La soixante-et-unième édition du Rapport Annuel de la Banque de la République du Burundi que j'ai l'honneur de vous présenter, porte sur l'exercice 2024. Ce rapport passe en revue l'évolution de l'activité économique internationale et régionale, de la conjoncture économique et financière du Burundi ainsi que les principales activités relatives aux missions de la Banque, réalisées au cours de l'année 2024.

L'économie mondiale est restée fragile, entravée par les séquelles de la Covid-19 ainsi que les effets de la guerre Russo-Ukrainienne et Israélo-palestinienne. Selon les perspectives de l'économie mondiale du FMI de juillet 2025, la croissance du PIB mondial a reculé à 3,3% en 2024, contre une croissance de 3,5% en 2023. Dans les pays avancés, la croissance du PIB s'est stabilisée à

1,8% en 2024, comme en 2023. Dans les pays émergents et en développement, la croissance a décéléré à 4,3%, après 4,7% l'année précédente.

En Afrique, la croissance de toute la région subsaharienne s'est accélérée à 4,0% en 2024 contre 3,6% en 2023. Cependant, cette croissance est inégalement répartie entre les régions et reste affectée par des facteurs de vulnérabilité notamment les conflits et l'insécurité, les conditions de financement restrictives et les effets du changement climatique. Au niveau de la Communauté Est Africaine, la croissance est restée solide et s'est stabilisée à 5,4% en 2024 comme l'année précédente.

L'année 2024 a été marquée par le repli progressif de l'inflation au niveau mondial (5,7% contre 6,6% en 2023) et par la diminution des pressions sur les prix des produits de base. Ce recul de l'inflation a permis aux banques centrales de commencer à relâcher leurs taux d'intérêts directeurs à partir de la deuxième moitié de l'année 2024.

Au niveau de la conjoncture économique et financière du Burundi, l'activité économique s'est accélérée à 4,1% en 2024 contre 3,3% en 2023, en liaison avec l'accroissement de l'activité dans le secteur tertiaire (6,3% contre 5,3%), notamment l'activité des Banques et Assurances (8,2% contre 7,8%), des Services de Postes, Télécommunication et Internet (6,3% contre 2,7%) et de l'activité des administrations publiques, de l'éducation et santé et action sociale (7,5% contre 6,2%).

L'inflation globale a baissé en 2024, en moyenne annuelle, s'établissant à 20,2% contre 27,1% l'année précédente, suite principalement à la baisse de l'inflation alimentaire (18,4% contre 37,1%) tandis que l'inflation non alimentaire a augmenté (22,1% contre 14,7%).

Concernant le secteur extérieur, la balance des paiements de l'année 2024 s'est soldée par un déficit du compte des transactions courantes de 1 369,2 Mrds de BIF, en amélioration par rapport à 2023 où il est ressorti à 1 614,1 Mrds de BIF. Rapporté au PIB, le déficit du compte courant a ainsi diminué, passant de 14,6% à 10,0% en 2024. Le solde excédentaire du compte de capital a augmenté de 21,3%, se fixant à 437,4 Mrds de BIF contre 360,6 Mrds de BIF en 2023. Le compte de capital est essentiellement composé de dons projets au profit de l'administration publique.

En 2024, les réserves officielles de change ont plus que doublé (+102,8%), s'établissant à 191,3 millions d'USD contre une baisse de 46,4% en 2023. En termes de mois d'importations de biens et services, ces réserves couvrent 1,6 mois à fin décembre 2024, contre 0,8 mois l'année précédente.

Le déficit budgétaire (dons compris) s'est établi à 641,2 Mrds de BIF en 2024, légèrement en dessous de celui de l'année précédente (672,8 Mrds de BIF). Par rapport à l'année 2023, les dépenses et les recettes totales se sont accrues de 10,0% et de 6,6%, respectivement. Les ressources totales de l'Etat se sont établies à 2 459,4 Mrds de BIF au moment où les dépenses totales de l'Etat se sont situées à 3 100,6 Mrds de BIF. Rapporté au PIB, le ratio du déficit global (dons compris)

a diminué, s'établissant à 4,7% contre 6,1% en 2023, le plafond convenu dans les critères de convergence de la CEA étant de 3,0%.

La dette publique a augmenté de 15,1% en 2024, atteignant 7 161,1 Mrds de BIF, après 6 221,5 Mrds de BIF en 2023. Exprimée en pourcentage du PIB, la dette publique totale représente 52,2% contre 56,4% en 2023, demeurant supérieure au plafond de 50% convenue dans les critères de convergence au niveau de la CEA.

Au niveau du secteur monétaire, la BRB a augmenté son taux directeur en mars 2024, de 10% à 12%, et l'a maintenu à ce niveau tout au long de l'année 2024. Le taux de facilité de prêt marginal, qui est indexé au taux directeur par majoration de 2 points de pourcentage, a, par conséquent, augmenté à 14%.

Le taux moyen annuel pondéré des opérations du marché interbancaire a augmenté, s'établissant à 7,76% en 2024 contre 4,41% en 2023.

La croissance de la masse monétaire M3 s'est accélérée en 2024 par rapport à l'année précédente (26,1% contre 17,4%), tirée par la croissance des créances nettes sur l'Etat (28,6% contre 15,1%), les créances sur l'économie ayant décéléré leur rythme de croissance (26,5% contre 30,5%). Quant aux avoirs extérieurs nets, ils se sont détériorés mais à un rythme modéré par rapport à l'année précédente (-33,2% contre -94,9%).

Concernant les principaux indicateurs de solidité du secteur bancaire, les fonds propres de base du secteur se sont accrus de 18,0% à fin décembre 2024, atteignant 985,8 Mrds de BIF contre 835,7 Mrds de BIF à fin décembre 2023. Toutefois, le ratio de solvabilité de base a reculé de 0,7 point de pourcentage, passant de 17,8% à 17,1%. De même, le ratio de solvabilité globale a légèrement baissé à 18,6% contre 19,3% l'année précédente. Néanmoins, le ratio de levier a légèrement augmenté, s'établissant à 10,8% contre 10,6% en 2023, la norme réglementaire plancher étant de 5,0%.

La qualité du portefeuille crédit du secteur bancaire s'est détériorée à fin décembre 2024, le taux de détérioration du portefeuille ayant augmenté à 3,7% contre 3,3% à fin décembre 2023.

D'une année à l'autre, le Produit Net Bancaire et le résultat net se sont accrus de 24,4% et de 26,7% respectivement, atteignant 592,8 Mrds de BIF et 204,6 Mrds de BIF contre 476,6 Mrds de BIF et 161,5 Mrds de BIF à fin décembre 2023.

Edouard Normand BIGENDAKO

 GOUVERNEUR

TABLE DES MATIERES

PREFACE.....	v
TABLE DES MATIERES.....	viii
LISTE DES GRAPHIQUES	x
LISTE DES TABLEAUX	xi
LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES UTILISES.....	xiii
CHAPITRE I: ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	1
I.1. Croissance du PIB mondial	1
I.2. Prix des matières premières et inflation mondiale.....	2
I.3. Politique monétaire	3
CHAPITRE II : ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE AU BURUNDI.....	4
II. 1. Production et prix.....	4
II.1.1. Production.....	4
II.1.2. Demande.....	13
II.1.3. Evolution de l'inflation.....	15
II.2. Balance des paiements.....	16
II.2.1. Compte des transactions courantes.....	18
II.2.2. Compte de capital.....	25
II.2.3. Compte financier.....	26
II.3. Finances publiques.....	27
II.3.1. Recettes et dons.....	28
II.3.2. Dépenses.....	29
II.3.3. Solde global et financement.....	30
II.3.4. Dette publique	30
II.4. Monnaie et crédit.....	34
II.4.1. Situation monétaire.....	34
II.4.2. Crédit.....	39
II.4.3. Taux d'intérêts.....	42

II.5. Activités du secteur bancaire.....	43
II.5.1. Ressources et emplois.....	43
II.5.2. Solidité financière du secteur bancaire.....	44
II.6. Activités du secteur de la microfinance.....	45
II.6.1. Ressources et emplois.....	45
II.6.2. Solidité financière du secteur de la microfinance	46
CHAPITRE III : ACTIVITES RELATIVES AUX MISSIONS DE LA BANQUE.....	48
III.1. Marché monétaire et de change.....	48
III.2. Circulation fiduciaire.....	52
III.3. Systèmes de paiement et de règlement.....	53
III.4. Supervision des établissements de crédit, des institutions de microfinance et de la régie nationale des postes.....	55
III.5. Statistiques, études et recherches.....	56
III.6. Projet de développement du marché financier.....	58
III.7. Intégration régionale et coopération.....	58
CHAPITRE IV: ADMINISTRATION DE LA BANQUE.....	63
IV.1. Conseil général.....	64
IV.2. Comité de direction	65
IV.3. Organes de contrôle.....	65
IV.4. Gestion des risques.....	66
IV.5. Plan stratégique de la banque.....	66
IV.6. Gestion des ressources humaines.....	68
ANNEXES.....	69

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution des prix des matières premières.....	2
Graphique 2 : Répartition sectorielle du PIB aux coûts des facteurs (en %).....	5
Graphique 3 : Evolution du prix moyen de vente du café (en cts/lb).....	8
Graphique 4 : Evolution annuelle du taux d'inflation.....	15
Graphique 5 : Répartition des recettes fiscales (en % du total)	29
Graphique 6 : Structure des dépenses courantes (en % du total).....	30
Graphique 7 : Dette extérieure par secteur économique (en Mrds de BIF).....	32
Graphique 8 : Composition de la masse monétaire M1.....	35
Graphique 9 : Taux d'intérêt moyens débiteurs.....	42
Graphique 10 : Evolution du taux de change du BIF par rapport à l'USD (fin de période).....	50
Graphique 11 : Volume des paiements réglés dans le système ATS.....	53
Graphique 12: Valeur des paiements réglés dans le système ATS (en Mrds BIF).....	53

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Taux de croissance du PIB (en %).....	1
Tableau 2 : Croissance du PIB des pays de la CEA (en %).....	2
Tableau 3 : Evolution de l'inflation dans le monde.....	3
Tableau 4 : Produit Intérieur Brut (en Mrds de BIF).....	4
Tableau 5 : Principales productions vivrières (en T).....	5
Tableau 6 : Evolution de la production de poissons (en T).....	6
Tableau 7 : Evolution de l'effectif du cheptel.....	6
Tableau 8 : Production du café arabica par campagne (en T).....	7
Tableau 9 : Production de coton et superficies exploitées par région.....	8
Tableau 10 : Production du thé (en T).....	9
Tableau 11 : Vente de thé sec.....	10
Tableau 12 : Indice pondéré de la production industrielle.....	10
Tableau 13 : Trafic à l'Aéroport International Melchior NDADAYE.....	13
Tableau 14 : Ressources et Emplois.....	14
Tableau 15 : Ecart entre les ressources et les emplois intérieurs (en % du PIB).....	14
Tableau 16 : Epargne nationale brute (en Mrds de BIF).....	15
Tableau 17 : Taux d'inflation par composante.....	16
Tableau 18 : Balance des paiements (en Mrds de BIF).....	17
Tableau 19 : Evolution des exportations de biens (en Mrds de BIF).....	19
Tableau 20 : Evolution des importations de biens (en Mrds de BIF).....	20
Tableau 21 : Répartition des exportations par zone géographique (en %).....	21
Tableau 22 : Répartition des importations par zone géographique (en %).....	22
Tableau 23 : Exportations des services (en MBIF).....	23
Tableau 24 : Importations des services (en MBIF).....	24
Tableau 25 : Revenus primaires (en MBIF).....	24
Tableau 26 : Revenus secondaires (en MBIF).....	25
Tableau 27 : Compte de capital (en MBIF).....	25
Tableau 28 : Compte financier (en MBIF).....	26
Tableau 29 : Opérations financières de l'Etat (en Mrds de BIF).....	27
Tableau 30 : Recettes et dons (en Mrds de BIF).....	28
Tableau 31 : Structure de la dette publique (en Mrds de BIF).....	31
Tableau 32 : Encours des titres du Trésor (en Mrds de BIF).....	31
Tableau 33 : Dette extérieure (en Mrds de BIF).....	32

Liste des tableaux

Tableau 34 : Service de la dette (en Mrds de BIF).....	33
Tableau 35: Situation monétaire à fin d'année (en Mds de BIF).....	34
Tableau 36 : Dépôts à vue par détenteur à fin d'année (en Mrds de BIF).....	35
Tableau 37 : Dépôts à terme et d'épargne par détenteur à fin d'année (en Mrds de BIF).....	36
Tableau 38 : Dépôts en devises par détenteur à fin d'année (en Mrds de BIF).....	36
Tableau 39 : Avoirs et engagements extérieurs à fin d'année	37
Tableau 40 : Evolution des avoirs intérieurs nets à fin d'année.....	38
Tableau 41 : Composantes de la liquidité de l'économie (en Mrds de BIF).....	39
Tableau 42 : Taux de liquidité de l'économie	39
Tableau 43: Encours des crédits à l'économie (en Mrds de BIF).....	40
Tableau 44 : Crédits par branche d'activité à fin d'année (en MBIF).....	41
Tableau 45 : Evolution des ressources et emplois du secteur bancaire (en MBIF).....	43
Tableau 46 : Principaux indicateurs de solidité financière du secteur bancaire.....	44
Tableau 47 : Ressources et emplois (en MBIF).....	46
Tableau 48 : Chiffres clés du secteur de la microfinance.....	47
Tableau 49 : Cours de change de fin de période du BIF par rapport aux principales monnaies.....	51
Tableau 50 : Cours de change moyen du BIF par rapport aux principales monnaies.....	51
Tableau 51 : Taux de change effectif du BIF (base 2016/2017).....	52
Tableau 52 : Evolution des critères de convergence macroéconomique.....	59

LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES

AACB	: Autorité de l'Aviation Civile du Burundi
ABCA	: Association des Banques Centrales Africaines
<i>ACH</i>	: <i>Automated Clearing House</i>
AFSS	: Afrique Sub-Saharienne
ARCT	: Autorité de Régulation et de Contrôle des Télécommunications
<i>ATS</i>	: <i>Automated Transfer System</i>
BADEA	: Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BCE	: Banque Centrale Européenne
BEI	: Banque Européenne d'Investissement
BIF	: Franc Burundi
BRARUDI	: Brasserie et Limonaderies du Burundi
BRB	: Banque de la République du Burundi
CAF	: Coût, Assurance et Fret
CEA	: Communauté Est Africaine
COGERCO	: Compagnie de Gérance du Coton
COMESA	: <i>Common Market for Eastern and Southern Africa</i>
<i>CSD</i>	: <i>Central Securities Depository</i>
Cts US/lb	: Centimes de Dollar la Livre
DIB	: Dépense Intérieure Brute
DTS	: Droits de Tirages Spéciaux
FMI	: Fonds Monétaire International
GWH	: Giga Watt par Heure
Ha	: Hectare
IMF	: Institutions de Microfinance
INSBU	: Institut National de la Statistique du Burundi

Liste des abréviations et sigles

Kg	: Kilogramme
M2	: Masse Monétaire au sens strict
M3	: Masse Monétaire au sens large
MBIF	: Millions de francs Burundi
Mrds	: Milliards
MFBPE	: Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique
MUSD	: Millions de Dollars Américains
ND	: Non Disponible
OBR	: Office Burundais des Recettes
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economique
ODECA	: Office pour le Développement du Café
OIC	: Organisation Internationale du Café
ONATOUR	: Office National de la Tourbe
OTB	: Office du Thé du Burundi
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNB	: Produit Net Bancaire
PROTHEM	: Promotion du Thé de MWARO
RDC	: République Démocratique du Congo
REGIDESO	: Régie de Distribution de l'eau et de l'électricité
RN	: Route Nationale
RNP	: Régie Nationale des Postes
ROA	: <i>Return On Assets</i>
ROE	: <i>Return On Equity</i>
RTGS	: <i>Real Time Gross Settlement</i>
SIP	: Société Immobilière Publique
T	: Tonnes
USD	: Dollar Américain

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

L'économie mondiale est restée fragile, entravée par les séquelles de la Covid-19 ainsi que les effets de la guerre Russo-Ukrainienne et Israélo-palestinienne. L'année 2024 a été marquée par le repli progressif de l'inflation au niveau mondial et par la diminution des pressions sur les prix des produits de base. Ce recul de l'inflation a permis aux banques centrales de commencer à relâcher leurs taux d'intérêts directeurs, à partir de la deuxième moitié de l'année 2024.

Tableau 1 : Taux de croissance du PIB (en%)

	2020	2021	2022	2023	2024
PIB mondial	-2,7	6,6	3,6	3,5	3,3
Pays avancés	-4,0	6,0	2,9	1,8	1,8
États-Unis	-2,2	6,1	2,5	2,9	2,8
Zone euro	-6,0	6,3	3,5	0,5	0,9
Japon	-4,2	2,7	0,9	1,4	0,2
Pays émergents et pays en développement	-1,7	7,0	4,1	4,7	4,3
Chine	2,2	8,4	3,0	5,4	5,0
Inde	-6,6	9,1	7,2	9,2	6,5
Afrique subsaharienne	-1,5	4,7	4,1	3,6	4,0
Nigeria	-1,8	3,6	3,3	2,9	3,4
Afrique du Sud	-6,4	4,7	1,9	0,8	0,5

Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, juillet 2025

Dans les pays avancés, la croissance américaine est restée la plus forte en 2024 en dépit de son recul par rapport à l'année précédente (2,8% contre 2,9%), tirée par une consommation dynamique. La croissance de la zone euro reste faible, bien qu'elle se soit accélérée à 0,9% contre 0,5% en 2023, en raison de la décroissance de l'économie allemande (-0,2% en 2024) liée aux faiblesses de l'industrie manufacturière.

La croissance japonaise a décéléré d'une année à l'autre, passant de 1,4% à 0,2%, suite à la chute de la consommation privée due à la hausse de l'inflation et à la dépréciation de sa monnaie, le Yen.

I.1. Croissance du PIB mondial

La croissance du PIB mondial a reculé à 3,3% en 2024, après 3,5% enregistré en 2023. La croissance des économies avancées s'est stabilisée au même niveau de 2023 (1,8%), tandis que celle des économies émergentes et en développement a décéléré (4,3% contre 4,7% l'année précédente).

La Chine a vu sa croissance ralentir d'une année à l'autre, passant de 5,4% à 5,0% en 2024, marquée par un marché immobilier en crise et une consommation en berne.

En Afrique subsaharienne, la croissance s'est accélérée à 4,0% en 2024 contre 3,6% en 2023. Cependant, cette croissance est inégalement répartie entre les régions et reste affectée par des facteurs de vulnérabilité notamment les conflits et l'insécurité, les conditions de financement restrictives et les effets du changement climatique.

Au niveau de la Communauté Est Africaine, la croissance¹ devrait rester solide et se stabiliser à 5,4% en 2024 comme l'année précédente.

¹ La croissance de la CEA est calculée pour les cinq premiers pays membres

Tableau 2 : Croissance du PIB des pays de la CEA (en %)

	2020	2021	2022	2023	2024
BURUNDI*	0,3	3,3	2,3	3,3	4,1
RWANDA	-3,4	10,9	8,2	8,3	8,9
OUGANDA	-1,1	5,5	6,2	4,9	6,3
TANZANIE	4,5	4,8	4,7	5,1	5,4
KENYA	-0,3	7,6	4,9	5,6	4,5
RDC	1,7	1,7	9,2	8,5	6,5
SUD SOUDAN	-6,5	5,3	-5,2	2,5	-27,6

Sources : FMI, perspectives économiques régionales, Afrique Subsaharienne, avril 2025

*Les données du Burundi sont tirées du cadrage macroéconomique du Burundi, septembre 2025

I.2. Prix des matières premières et inflation mondiale

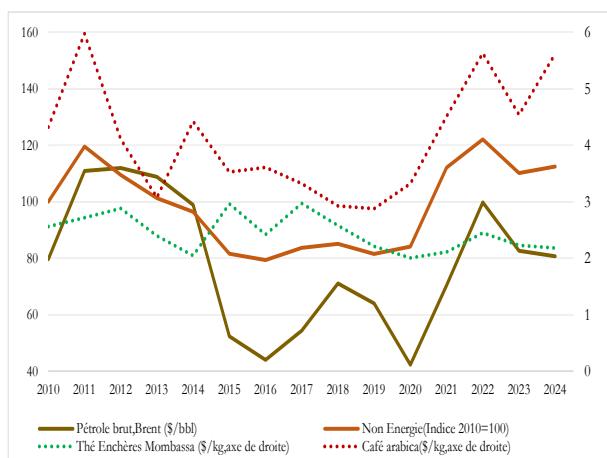
Au cours de l'année 2024, les prix des produits de base énergétiques ont poursuivi la tendance baissière observée depuis 2022, à la suite de la faiblesse de la demande chinoise combinée à une offre abondante de pétrole, surtout en provenance des pays n'appartenant pas à l'OPEP+. Ainsi, le cours du pétrole brut Brent a diminué de 2,3% en 2024, après une diminution de 17,2% en 2023, s'établissant à 80,70 USD/baril contre 82,62 USD/baril en 2023.

En revanche, l'indice des prix des produits non énergétiques a augmenté de 2,1% au cours de l'année 2024 alors qu'il avait diminué de 9,8% en 2023, tiré principalement par les boissons notamment le cacao et le café. Le cours du café arabica a augmenté de 23,8% en 2024 alors qu'il avait baissé de 19,4% en 2023, atteignant 5,62 USD/kg contre 4,54 USD/kg en 2023. Cette augmentation est principalement liée à la multiplication des catastrophes naturelles et à la

hausse de la demande.

Le cours du thé aux enchères de Mombasa a diminué en 2024 mais à un rythme moins prononcé que l'année précédente (-2,3% contre -8,8% en 2023), se situant à 2,18 USD/kg contre 2,23 USD/kg.

Le prix de l'or a poursuivi sa tendance haussière, avec une augmentation de 22,9% en 2024, contre 7,9% en 2023, se fixant à 2 388 USD/troy oz contre 1 943 USD/troy oz² en 2023.

Graphique 1 : Evolution des prix des matières premières

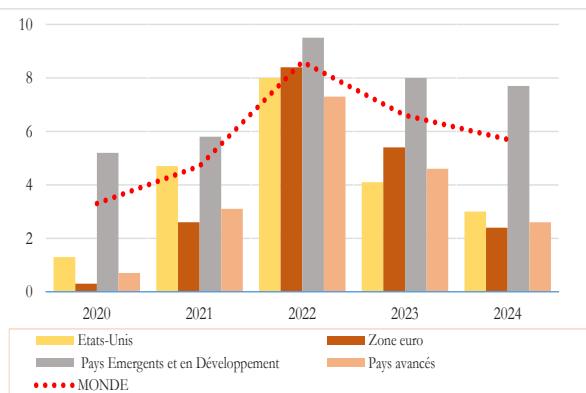
Source : Banque Mondiale, prix des matières premières, mars 2025

En 2024, l'inflation a reculé dans la plupart des pays et s'est rapprochée des cibles des banques centrales, sous l'effet de l'évolution favorable de l'offre mondiale et des effets de la politique monétaire restrictive menée par les banques centrales.

² Un troy oz équivaut à 31,1034768 grammes d'or.

Tableau 3 : Evolution de l'inflation dans le monde

	2020	2021	2022	2023	2024
MONDE	3,3	4,7	8,6	6,6	5,7
Pays avancés	0,7	3,1	7,3	4,6	2,6
Etats-Unis	1,3	4,7	8,0	4,1	3,0
Zone euro	0,3	2,6	8,4	5,4	2,4
dont Allemagne	0,4	3,2	8,7	6,0	2,5
France	0,5	2,1	5,9	5,7	2,7
Japon	0,0	-0,2	2,5	3,3	2,7
Pays Emergents et en développement	5,2	5,8	9,5	8,0	7,7
Chine	2,5	0,9	2,0	0,2	0,2
Inde	6,2	5,5	6,7	5,4	4,7
Afrique subsaharienne	11,2	11,6	15,2	17,6	18,3



Source : Site web du FMI

L'inflation mondiale s'est établie à 5,7% contre 6,6% en 2023. Dans les pays avancés, l'inflation a nettement reculé principalement aux Etats-Unis (3,0% contre 4,1%) et dans la Zone Euro (2,4% contre 5,4%). De même, elle a globalement baissé dans les pays émergents et en développement (7,7% contre 8,0%) tout en gardant une tendance haussière en Afrique subsaharienne (18,3% contre 17,6%).

I.3. Politique monétaire

Le recul de l'inflation aux Etats-Unis et dans la Zone euro a poussé les banques centrales à entamer, à partir de la deuxième moitié de l'année 2024, le relâchement progressif de leurs taux d'intérêts directeurs.

La Réserve Fédérale américaine (FED) a entamé, depuis septembre 2024, la baisse des taux des fonds fédéraux jusqu'à 100 points de base à fin 2024. Cependant, la politique monétaire américaine est demeurée restrictive.

La Banque Centrale Européenne (BCE) a amorcé la baisse des taux à partir de juillet 2024, en réduisant progressivement ses principaux taux de refinancement, avec quatre cycles de baisse de 25 points de base jusqu'à fin 2024.

II. 1. Production et prix

II.1.1. Production

Selon les estimations du cadrage macroéconomique du Burundi de septembre 2025, l'activité économique s'est accélérée en 2024 par rapport à l'année précédente (4,1% contre 3,3%), en liaison avec l'accroissement de l'activité dans le secteur tertiaire (6,3% contre

5,3%), notamment l'activité des Banques et Assurances (8,2% contre 7,8%), des Services de Postes, Télécommunication et Internet (6,3% contre 2,7%) et de l'activité des administrations publiques, de l'éducation et santé et action sociale (7,5% contre 6,2%).

Tableau 4 : Produit Intérieur Brut (en Mrds de BIF)

	2020	2021*	2022*	2023*	2024*
PIB nominal (en Milliards de BIF)					
1. Secteur primaire	2 199,3	2 714,3	3 341,6	3 956,9	5 132,6
2. Secteur secondaire	1 176,1	1 403,3	1 631,5	2 149,2	2 595,9
3. Secteur tertiaire	2 533,4	2 671,6	3 137,8	3 892,1	4 811,2
4. PIB AU COUT DES FACTEURS (1 + 2 + 3)	5 908,8	6 789,1	8 111,0	9 998,2	12 539,6
5. Impôts indirects moins subventions	693,2	798,0	841,7	1 024,4	1 183,0
6. PIB AUX PRIX DU MARCHE (4 + 5)	6 602,0	7 587,2	8 952,7	11 022,6	13 722,6
PIB réel (%)					
1. Secteur primaire	-12,9	3,4	2,1	0,5	2,6
2. Secteur secondaire	0,6	2,6	2,8	2,6	1,6
3. Secteur tertiaire	6,9	4,0	2,6	5,3	6,3
4. PIB AU COUT DES FACTEURS	-0,2	3,6	2,5	3,5	4,4
5. Impôts indirects moins subventions	4,1	0,9	0,3	1,3	1,4
6. PIB AUX PRIX DU MARCHE	0,3	3,3	2,2	3,3	4,1

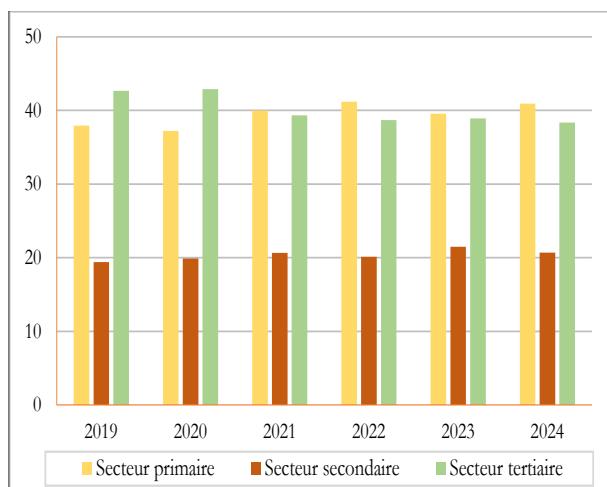
(*) : Données provisoires

Source : Cadrage Macroéconomique, septembre 2025

Au niveau de la contribution sectorielle dans le PIB aux coûts des facteurs, le secteur primaire occupe la première place (40,9% contre 39,6%

en 2023), suivi du secteur tertiaire (38,4% contre 38,9%) et enfin du secteur secondaire (20,7% contre 21,5%).

Graphique 2 : Répartition sectorielle du PIB aux coûts des facteurs (en %)



Source : BBR, à partir des données du cadrage macroéconomique de septembre 2025

II.1.1.1. Secteur primaire

La croissance du secteur primaire s'est établie à 2,6% en 2024, contre 0,5% en 2023. Elle s'est accélérée dans les branches « Agriculture

d'exportation » (9,7% contre 6,0%) plus particulièrement le café (35,0% contre -20,9%), « Agriculture vivrière » (1,4% contre -0,8%) et « forêt » (6,0% contre 5,5%). L'activité a décrit dans la filière « thé » (-17,4% contre une croissance de 62,4% l'année précédente).

a. Agriculture vivrière

La production des principales cultures vivrières a augmenté de 2,0% en 2024, atteignant 7 274 718 tonnes contre 7 129 030 tonnes en 2023, suite principalement à la hausse de la production des bananes (+5,6%) et des céréales (+10,8%), en raison de bonnes conditions climatiques.

Tableau 5 : Principales productions vivrières (en T)

Année/Culture	2020	2021	2022	2023	2024
Bananes	917 297	1 154 733	1 073 758	1 099 953	1 161 758
Tubercules	4 376 239	4 275 067	4 371 633	4 369 377	4 369 988
Céréales	686 305	933 005	1 098 391	939 780	1 040 808
Légumineuses (+Oléagineux)	789 635	757 811	680 409	719 920	702 164
Total	6 769 476	7 120 616	7 224 191	7 129 030	7 274 718

Source : ENAB 2024



Plantation de Riz à Kanga, Kinama

b. Pêche

Pour l'année 2024, les prises de poissons se sont fixées à 26 747 tonnes, en légère diminution de 0,6% par rapport à celles de l'année précédente (26 916 tonnes).

Les prises de poissons ont légèrement diminué dans le lac Tanganyika (22 518 tonnes contre 22 689 tonnes en 2023) tandis qu'elles ont légèrement augmenté dans les lacs du Nord (4 230 tonnes contre 4 227 tonnes).

Tableau 6 : Evolution de la production de poissons (en T)

	2020	2021	2022	2023	2024
Pêche dans le Lac Tanganyika	22 003	22 160	23 219	22 689	22 518
Pêche dans les Lacs du nord	4 236	4 121	4 334	4 227	4 230
TOTAL	26 239	26 281	27 553	26 916	26 747

Source : ENAB 2024

c. Elevage

L'effectif du gros et du petit bétail a augmenté en 2024 par rapport à 2023. Pour les bovins, l'effectif s'est établi à 1 137 847 têtes contre 1 125 762 têtes l'année précédente. Pour le petit bétail, l'effectif s'est fixé à 605 971 têtes contre 517 662 têtes pour les ovins, à 4 115 187 têtes

contre 3 783 403 têtes pour les caprins et 949 344 têtes contre 798 441 têtes pour les lapins. De même, l'effectif pour volailles (2 672 997 têtes contre 2 126 642 têtes) et les porcins (1 314 360 têtes contre 1 184 514 têtes) a augmenté.

Tableau 7 : Evolution de l'effectif du cheptel

Cheptel	2020	2021	2022	2023	2024
Bovins	1 089 507	1 117 598	1 170 181	1 125 762	1 137 847
Ovins	759 687	635 183	665 068	517 662	605 971
Caprins	2 788 052	4 182 683	4 379 474	3 783 403	4 115 187
Porcins	794 974	1 347 582	1 410 985	1 184 514	1 314 360
Lapins	834 798	1 001 242	1 048 350	798 441	949 344
Volailles	2 853 708	2 913 768	2 978 580	2 126 642	2 672 997

Source : ENAB 2024



Elevage des porcs par HARAHAMBAYE Farm Factory à RUMONGE

d. Agriculture d'exportation

- **Café**

La production du café arabica parche a augmenté de 48,1% en 2024 par rapport à l'année précédente, passant de 11 265 tonnes à 16 682 tonnes, suite à la cyclicité du cafétier. Par conséquent, le volume

total du café vert a augmenté, atteignant 9 207 tonnes contre 7 484 tonnes. Toutefois, le taux de rendement³ a fortement baissé, se fixant à 55,2% contre 66,4% de l'année précédente.

Tableau 8 : Production du café arabica par campagne (en T)

Campagne*	Café parche	Café vert	Rendement (en %)
2017 /2018	21 535	15 229	70,7
2018 /2019	30 633	20 074	65,5
2019 /2020	10 366	7 511	72,5
2020 / 2021	18 580	12 262	66,0
2021 /2022	7 952	5 526	69,5
2022 /2023	23 126	17 440	75,4
2023 /2024	11 265	7 484	66,4
2024 /2025	16 682	9 207	55,2

Source : ODECA

* La campagne café débute généralement au mois d'avril de l'année N et se termine au mois de mars de l'année N+1

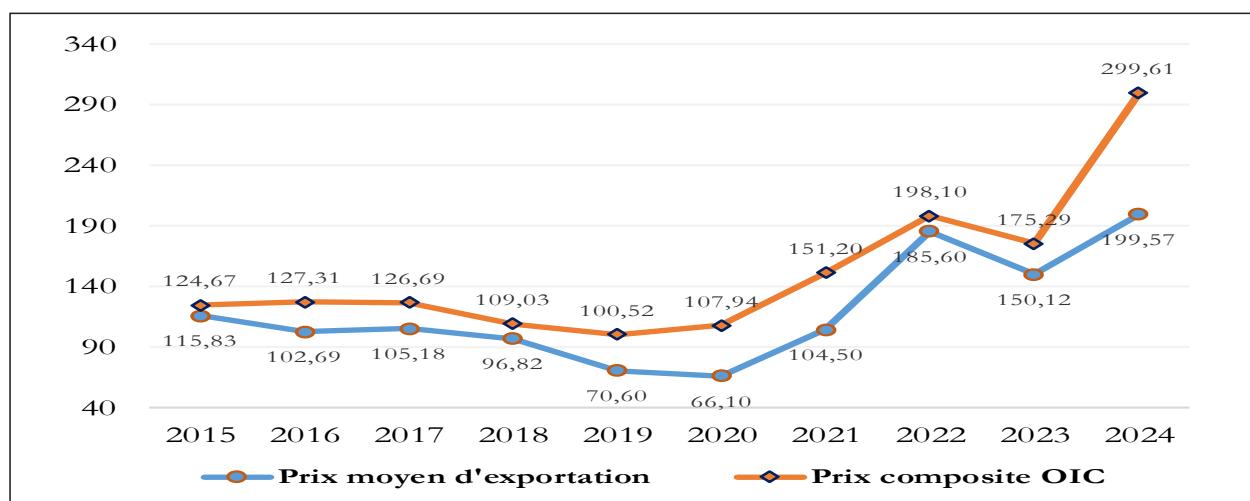
³ Le taux de rendement est le rapport entre la production du café vert et celle du café parche

Activité économique et financière au Burundi

Le volume total du café vendu en 2024 a fortement baissé par rapport à l'année 2023, s'établissant à 5 119,3 tonnes contre 10 190,4 tonnes, une grande partie du stock étant restée invendu. Le prix de vente moyen a augmenté, se fixant à 12 612,2 BIF/kg ou 199,6 USD cts/lb contre 8 210,2 BIF/kg ou 150,1 USD cts/lb). Toutefois, les recettes d'exportations du café ont

baissé de 33,3%, s'établissant à 71 208,8 MBIF contre 106 714,0 MBIF. Le prix moyen sur le marché international calculé par l'Organisation Internationale du Café (OIC) a augmenté, s'établissant à 299,6 USD cts/lb contre 175,3 USD cts/lb, en rapport avec le coût financier des opérations de marché et les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales.

Graphique 3 : Evolution du prix moyen de vente du café (en cts/lb)



Source : BRB, à partir des données de l'ODECA et de l'OIC

- **Coton**

La production du coton au cours de l'année 2024 a augmenté de 21,4% par rapport à celle de l'année précédente, atteignant 2 149 tonnes contre 1 770 tonnes, en liaison principalement avec l'augmentation du rendement par hectare

(677 Kg/ha contre 553 kg/ha). Ainsi, le volume du coton-fibre obtenu après usinage a augmenté, passant de 699 tonnes à 865 tonnes d'une année à l'autre. Toutefois, la superficie exploitée (3 200 ha contre 3 173 ha) a légèrement diminué.

Tableau 9 : Production de coton et superficies exploitées par région

	2020	2021	2022	2023	2024
A. Superficies exploitées (en ha)					
IMBO NORD	1 428	1 812	1 487	2 017	2 134
IMBO SUD	316	280	321	1 129	973
MOSO	67	71	60	54	67
TOTAL	1 811	2 163	1 868	3 200	3 173
B. Production (en tonnes)					
IMBO NORD	616	876	447	1 261	1 651
IMBO SUD	128	115	184	497	482
MOSO	19	19	18	12	16
TOTAL	763	1 010	649	1 770	2 149
Rendement (kg/ha)	421	467	347	553	677
Coton fibre (en tonnes)	302	406	260	699	865

Source : COGERCO

- Thé

La production du thé en feuilles vertes a baissé de 9,6% en 2024, se fixant à 45 382 tonnes contre 50 194 tonnes en 2023. Cette diminution a porté sur la production du thé de l'OTB, en raison du désintérêt des théiculteurs qui ne sont pas satisfaits de la rémunération de leurs efforts. En outre, des problèmes liés au transport ont entravé les activités de collecte des feuilles vertes vers les usines. Toutefois, bien que la part de la production du thé de PROTHEM

reste minime dans la production totale, elle a augmenté de 9,7%, en liaison avec la motivation des théiculteurs par des prix concurrentiels leur offerts.

Ainsi, le volume total de thé sec produit a diminué de 12,2%, passant de 10 559 tonnes à 9 268 tonnes d'une année à l'autre, de même que le rendement moyen à l'usinage (20,4% contre 21,0%).

Tableau 10 : Production du thé (en T)

	2020	2021	2022	2023	2024
Production de l'OTB					
Feuilles vertes	52 097	52 127	50 540	48 279	43 281
Thé sec	10 920	11 109	10 737	10 153	8 808
Production de PROTHEM					
Feuilles vertes	2 713	1 549	933	1 915	2 101
Thé sec	456	317	191	406	460
TOTAL					
Feuilles vertes	54 810	53 676	51 473	50 194	45 382
Thé sec	11 376	11 426	10 928	10 559	9 268
Rendement	20,8	21,3	21,2	21,0	20,4

Source : Rapports OTB et PROTHEM

La quantité totale du thé sec vendue en 2024 a diminué de 16,5% par rapport à l'année précédente, s'établissant à 7 875,6 tonnes contre 9 432,2 tonnes. Par conséquent, les recettes ont diminué de 12,0%, s'établissant à 45 295,3 MBIF contre 51 499,2 MBIF, malgré la hausse de 5% du prix moyen du thé (5 751,3 BIF/kg contre 5 459,9 BIF/Kg).

Concernant la répartition des marchés d'écoulement, la quantité du thé sec vendue au niveau local a augmenté, atteignant 979,4 tonnes contre 654,7 tonnes. Pour les exportations, la quantité vendue aux enchères de Mombassa (2 611,4 tonnes contre 3 660,6 tonnes en 2023) et les ventes directes (4 284,8 tonnes contre 5 116,9 tonnes en 2023) ont baissé.

Tableau 11 : Vente de thé sec

Marché/Année		2020	2021	2022	2023	2024
	Tonnes	632,5	742,0	792,0	654,7	979,4
1. VENTES LOCALES	Prix moyen (BIF/Kg)	3 046,0	3 096,0	3 674,0	6 942,3	5 607,6
	Valeur en MBIF	1 926,5	2 297,0	2 911,0	4 296,7	5 539,9
2. EXPORTATIONS						
Enchères Mombassa	Tonnes	7 543,2	7 279,0	7 278,7	3 660,6	2 611,4
	Prix moyen (BIF/Kg)	4 211,0	3 977,0	3 976,0	4 768,5	5 010,2
	Valeur en MBIF	31 766,4	28 948,0	28 941,1	17 305,7	13 289,5
Ventes directes	Tonnes	2 010,0	2 643,0	2 658,3	5 116,9	4 284,8
	Prix moyen (BIF/Kg)	4 530,0	4 303,0	4 292,5	5 834,7	6 272,5
	Valeur en MBIF	9 107,4	11 374,0	11 410,7	29 896,7	24 190,7
3. TOTAL GENERAL	Tonnes	10 185,7	10 664,0	10 729,0	9 432,2	7 875,6
	Prix moyen (BIF/Kg)	4 202,0	3 996,5	4 032,3	5 459,9	5 751,3
	Valeur en MBIF	42 800,3	42 619,0	43 262,8	51 499,2	45 295,3

Source : OTB

II.1.1.2. Secteur secondaire

La croissance du secteur secondaire a décéléré à 1,6% en 2024 contre 2,6% l'année précédente, en rapport notamment avec la décroissance de la valeur ajouté dans la branche des industries (-3,1% contre 1,3%). Les branches électricité, gaz et eau (1,7% contre 3,8%) et construction (4,3% contre 6,5%) ont décéléré.

L'indice moyen pondéré de la production industrielle a fléchi de 2,9%, passant de 170,7 à 165,8 d'une année à l'autre, en rapport avec le repli de la production des industries alimentaires (-1,7%), en particulier les boissons (-10,4%) et celui de la production des industries chimiques (-8,4%), principalement les savons (-3,8%).

Tableau 12 : Indice pondéré de la production industrielle

	2020	2021	2022	2023	2024
INDUSTRIES ALIMENTAIRES	142,4	137,8	160,3	154,8	151,3
dont : Boissons	95,4	101,0	102,2	105,7	93,9
Sucre	20,1	12,6	19,2	13,6	18,3
INDUSTRIES CHIMIQUES	12,5	14,6	15,5	15,8	14,4
dont: Savons	7,9	8,4	9,6	9,8	8,9
Peinture	3,2	3,9	4,5	4,2	4,2
AUTRES INDUSTRIES	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
dont: Tubes en PVC	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
INDICE PONDÉRE	155,1	152,6	175,9	170,7	165,8

Source : BRB, Complié à partir des données fournies par les entreprises industrielles

La production d'électricité de la REGIDESO s'est accrue de 16,6%, passant de 333,7 GWH à 389,1 GWH d'une année à l'autre. Cette augmentation est principalement liée à la hausse

de la production de la centrale hydroélectrique RUSUMO falls et au démarrage de la centrale hydroélectrique KABU 16.



Barrage Hydro-électrique KABU-16

Selon les statistiques de l'Office National de la Tourbe (ONATOUR), la production de la tourbe a fortement baissé, passant de 10 891,6 tonnes en 2023 à 3 892 tonnes en 2024. Cette baisse est liée à l'insuffisance des engins d'extraction de la tourbe, à l'approvisionnement irrégulier en carburant et à la diminution de la clientèle due à l'émergence des produits de substitution à la tourbe.

Dans la branche de la construction, les activités de l'Office Burundais de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction (OBUHA) ont essentiellement consisté en la construction des buildings administratifs de Gitega, la finalisation de la construction d'une salle de conférence à Rohero, aux éclairages publics (Quartier OUA, Gare routière de Bujumbura) et la réhabilitation de deux (2) gites des gouverneurs (Cankuzo et Ruyigi).



Centre de Conférence International de Bujumbura

L'Agence Routière du Burundi a mené des travaux d'entretien et de réhabilitation des routes d'intégration régionale (RN1, RN2, RN5, RN7, RN8, RN9, RN15, RN12, RN13 et RN14), des routes de la Mairie de Bujumbura ainsi que d'autres routes du réseau routier national,

provincial et local (RN6, RN11, RN16, RP114, RP315, RP118, Pistes Tara-Ndago-Bururi, Piste Nyambuye). Elle a également mené des travaux de réhabilitation des ponts, de bouchage des nids de poule, et d'élargissement de la RN3 (Gitaza-Rumonge et Rumonge-Nyanza Lac).



Route Gitaza-Rumonge

II.1.1.3. Secteur tertiaire

L'activité dans le secteur tertiaire s'est améliorée, la croissance annuelle de ce secteur s'étant établie à 6,3% en 2024 contre 5,3% en 2023. Cette croissance a été principalement tirée par les branches « Services de Postes, Télécommunication et Internet » (6,3% contre 2,7%), « banque et assurance » (8,2% contre 7,8%) et « Administration publique » (7,5% contre 6,2%).

Le tonnage de marchandises ayant transité au port de Bujumbura, a légèrement baissé, passant de 257 294,7 tonnes à 256 634,5 tonnes, en liaison avec la baisse des importations des produits alimentaires, principalement les boissons (2,0 tonnes contre 647,4 tonnes), le sucre (3 435,4 tonnes contre 6 005,0 tonnes) et le sel (11 903,8 tonnes contre 16 088,4 tonnes).



Port de Bujumbura

À l'Aéroport International Melchior NDADAYE, le nombre de passagers a augmenté de 6,8% en 2024, s'établissant à 249 284 contre 233 444 en

2023 et le nombre de vols a augmenté de 2,2%, se situant à 4 688 contre 4 585 l'année précédente.

Tableau 13 : Trafic à l'Aéroport International Melchior NDADAYE

	2020	2021	2022	2023	2024
1. Arrivées					
Passagers	34 636,0	87 860,0	118 708,0	122 809,0	130 564,0
Bagages (en T)	285,0	96,0	0,0	373,0	0,0
Fret (en T)	1 979,1	1 507,3	1 531,9	1 744,2	2 134,9
Poste (en T)	40,0	22,0	22,3	16,2	15,1
Aéronefs	1 244,0	2 125,0	2 434,0	2 294,0	2 344,0
2. Départs					
Passagers	29 820,0	60 846,0	100 955,0	110 635,0	118 720,0
Bagages (en T)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fret (en T)	196,4	319,0	209,4	197,1	257,3
Poste (en T)	7,0	33,6	41,7	40,0	42,4
Aéronefs	1 244,0	2 123,0	2 434,0	2 291,0	2 344,0

Source : AACB

Au niveau des télécommunications, l'ARCT a enregistré un accroissement annuel de facturation des services TIC. Ainsi, son chiffre d'affaires est passé de 149,4 Mrds de BIF à 217,3 Mrds de BIF d'une année à l'autre, soit une augmentation de 45,4%.

Dans le domaine des assurances, le montant des primes perçues a augmenté de 54,4% en 2024, atteignant 138,6 Mrds de BIF contre 89,7 Mrds de BIF en 2023, en raison de l'augmentation des tarifs d'assurance.

Concernant l'administration publique, l'effectif total des employés au 31 décembre 2024 s'est établi

à 102 705, dont 81 847 sous statuts enseignants, 14 719 sous statuts non enseignants et 6 139 sous contrats. Les charges salariales pour ces employés ont été de 505,5 Mrds de BIF.

II.1.2. Demande

En volume, la croissance des emplois a décéléré en 2024 par rapport à l'année précédente (19,0% contre 23,5%), principalement sous l'effet du ralentissement de la croissance des dépenses intérieures (17,3% contre 22,1%), notamment la consommation finale (17,7% contre 22,9% en 2023).

Tableau 14 : Ressources et Emplois

	2020*	2021*	2022*	2023*	2024*
A. Milliards de BIF (à prix courant)					
1. Produit intérieur brut (aux prix du marché)	6 602,0	7 587,2	8 952,7	11 022,6	13 722,6
2. Importations (biens et services)	1 961,0	2 535,9	3 141,6	3 910,8	4 053,4
3. Ressources = Emplois	8 563,0	10 123,1	12 094,2	14 933,4	17 776,0
4. Dépenses intérieures	7 987,7	9 537,2	11 393,8	13 914,5	16 327,1
- Consommation	6 731,7	7 991,4	9 485,3	11 658,6	13 721,0
- Investissements Bruts	1 256,0	1 545,8	1 908,6	2 255,9	2 606,2
5. Exportations (biens et services)	575,3	585,9	700,4	1 018,9	1 448,8
B. Variation (à prix constant)					
1. Produit intérieur brut (aux prix du marché)	0,3	3,3	2,2	3,3	4,1
2. Importations (biens & services)	0,4	2,9	3,8	52,7	0,7
3. Ressources = Emplois	0,3	3,1	2,7	18,5	2,7
4. Dépenses intérieures	0,6	2,9	3,3	19,4	1,3
- Consommation	-6,4	0,2	1,6	9,7	3,8
- Investissements Bruts	34,4	12,0	8,2	47,2	-3,9
5. Exportations (biens et services)	-2,7	6,4	-5,0	4,2	27,3

(*) : Données provisoires à partir de l'année 2021

Source : Cadrage macroéconomique de septembre 2025

En valeur, la demande intérieure a progressé comparativement à l'année 2023 (16 327,1 Mrds de BIF contre 13 914,5 Mrds de BIF), en rapport avec l'augmentation de la consommation finale (13 721,0 Mrds de BIF contre 11 658,6 Mrds de BIF) et des investissements bruts (2 606,2 Mrds de BIF contre 2 255,9 Mrds de BIF).

II.1.2.1. Ecart entre ressources et emplois intérieurs

En 2024, l'écart entre les ressources et les emplois intérieurs a baissé. Exprimé en pourcentage du PIB, il s'est fixé à 19,0% contre 26,2% l'année précédente.

Tableau 15 : Ecart entre les ressources et les emplois intérieurs (en % du PIB)

	2020	2021	2022*	2023*	2024*
1. Emplois intérieurs	121,0	125,7	127,3	126,2	119,0
2. Ressources intérieures = PIB	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
3. Ecart : (1-2) = (4-5)	21,0	25,7	27,3	26,2	19,0
4. Importations de biens et services non facteurs	29,7	33,4	35,1	35,5	29,5
5. Exportations de biens et services non facteurs	8,7	7,7	7,8	9,2	10,6

(*) : Données provisoires

Source : Cadrage macroéconomique de septembre 2025

II.1.2.2. Epargne nationale

D'une année à l'autre, l'épargne nationale brute s'est fortement accrue, s'établissant à 1 460,9 Mrds de BIF contre 659,0 Mrds de BIF en 2023, en liaison avec l'accélération du rythme de croissance de la production intérieure (+24,5%) comparée à celle de la consommation intérieure

(+17,7%). Par conséquent, le besoin net de financement de l'économie a baissé, passant de 1 118,0 Mrds de BIF à 677,1 Mrds de BIF, malgré l'accroissement des investissements bruts (2 606,2 Mrds de BIF contre 2 255,9 Mrds de BIF).

Tableau 16 : Epargne nationale brute (en Mrds de BIF)

	2020	2021	2022*	2023*	2024*
1. Produit intérieur brut (aux prix du marché)	6 602,0	7 587,2	8 952,7	11 022,6	13 722,6
2. Consommation privée et publique	6 731,7	7 991,4	9 485,3	11 658,6	13 721,0
3. Epargne intérieure brute (1-2)	-129,7	-404,2	-532,6	-636,0	1,6
4. Solde des services facteurs et des transferts unilatéraux	896,3	942,7	973,5	1 295,0	1 459,2
5. Epargne nationale brute (3+4)	766,6	538,5	440,9	659,0	1 460,9
6. Transferts de capital nets	290,8	301,1	292,1	478,9	468,2
7. Investissements bruts	1 256,0	1 545,8	1 908,6	2 255,9	2 606,2
8. Besoin (-) ou capacité (+) net de financement (5+6-7)	-198,6	-706,2	-1 175,6	-1 118,0	-677,1

(*): Données provisoires

Source : BRB sur base des données du cadrage macroéconomique de septembre 2025

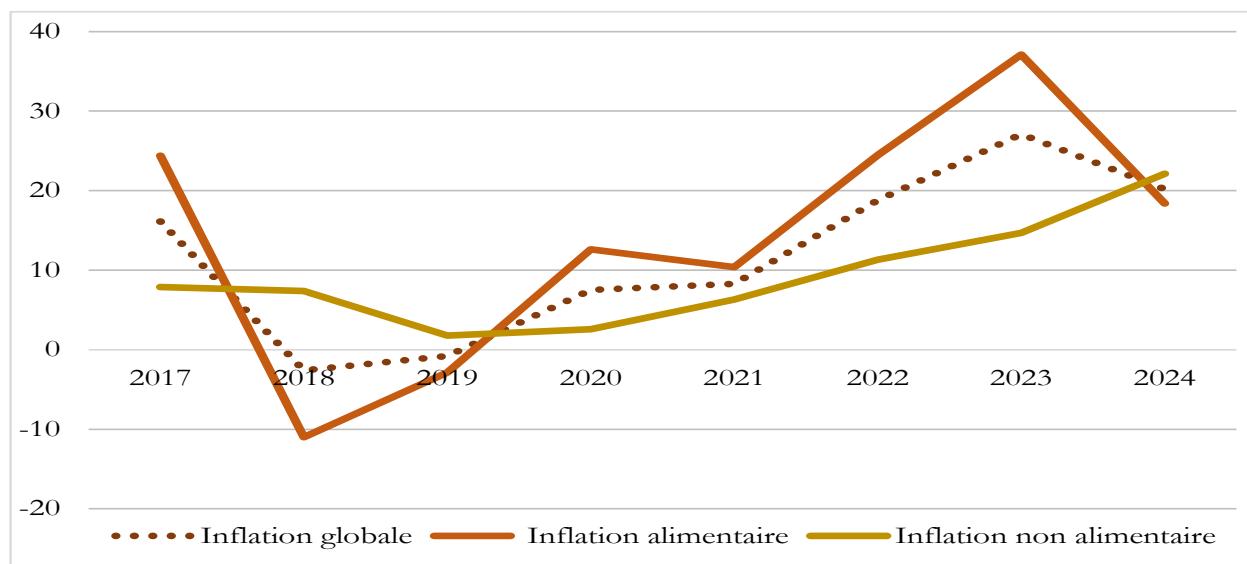
II.1.3. Evolution de l'inflation

En 2024, l'inflation globale a baissé en moyenne annuelle, s'établissant à 20,2% contre 27,1% l'année précédente, suite principalement à la baisse de l'inflation alimentaire (18,4% contre 37,1%) tandis que l'inflation non alimentaire a augmenté (22,1% contre 14,7%).

Le recul de l'inflation alimentaire a notamment porté sur les produits des sous rubriques : « légumes » (14,9% contre 52,8%) et « pains

et céréales » (9,6% contre 32,5%) dont leur pondération est significative dans le panier de l'IPC. Par contre, l'inflation a augmenté pour les produits des sous rubriques : « viande » (42,6% contre 10,1%), « poisson » (47,1% contre 16,0%), « lait, fromage et œufs » (28,5% contre 14,5%), « fruits » (44,0% contre 22,9%), « sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie » (39,3% contre 5,4%), et « produits alimentaires non définies ailleurs » (44,3% contre 7,4%).

Graphique 4 : Evolution annuelle du taux d'inflation



Source : INSBU

Activité économique et financière au Burundi

L'augmentation de l'inflation non alimentaire a principalement porté sur les produits des sous rubriques : « boissons alcoolisées et tabac » (29,8% contre 17,3%) ; « articles d'habillement et articles chaussants » (26,8% contre 13,7%) ; « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (30,4% contre (16,4%) ; «

ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison » (18,4% contre 15,5%); « santé» (10,7% contre 5,5%); « transport» (19,1% contre 13,8%); « hôtellerie, café et restauration » (30,0% contre 20,9%); « communications » (7,4% contre 4,0%) et « autres biens et services » (20,0% contre 9,9%).

Tableau 17 : Taux d'inflation par composante

	2020	2021	2022	2023	2024
Alimentaire	12,6	10,4	24,5	37,1	18,4
-Pains et céréales	11,3	3,6	37,4	32,5	9,6
-Viande	17,1	10,1	20,8	10,1	42,6
- Poisson	4,9	4,6	32,9	16,0	47,1
- Lait,fromage et œufs	5,6	10,9	11,4	14,5	28,5
- Huiles et graisses	1,0	28,9	33,3	23,2	13,5
- Fruits	5,3	25,3	13,0	22,9	44,0
- Légumes	17,4	12,2	19,5	52,8	14,9
- Sucre,confitures,miel,chocolat et confiserie	5,3	-2,9	11,6	5,4	39,3
- Produits alimentaires non définis ailleurs	9,3	1,2	5,0	7,4	44,3
Non alimentaire	2,6	6,3	11,3	14,7	22,1
- Boissons alcoolisées et Tabac	1,8	4,5	6,9	17,3	29,8
- Articles d'habillement et articles chaussants	4,8	5,5	11,5	13,7	26,8
- Logement,eau,électricité, gaz et autres combustibles	5,1	7,8	10,0	16,4	30,4
- Ameublement,équipement ménager et entretien courant de la maison	3,0	5,5	20,1	15,5	18,4
- Santé	2,4	28,8	14,7	5,5	10,7
- Transport	-1,2	1,6	21,0	13,8	19,1
- Communications	-0,3	2,1	11,4	4,0	7,4
- Loisirs et culture	6,4	1,0	12,0	22,6	17,9
- Enseignement, éducation	1,7	5,0	2,0	8,2	8,6
- Hôtellerie,café et restauration	1,7	3,8	9,7	20,9	30,0
- Autres biens et services	3,1	3,3	8,2	9,9	20,0
Globale	7,5	8,3	18,8	27,1	20,2

Source : Calculs établis à partir des données de l'INSBU

II.2. Balance des paiements

Le compte des transactions courantes a enregistré un déficit de 1 369,2 Mrds de BIF en 2024, en amélioration par rapport à 2023 où il est ressorti

à 1 614,1 Mrds de BIF. Rapporté au PIB, le déficit du compte courant a ainsi diminué, passant de 14,6% à 10,0% en 2024.

Le solde excédentaire du compte de capital a augmenté de 21,3%, se fixant à 437,4 Mrds de BIF contre 360,6 Mrds de BIF en 2023. Le compte de capital est essentiellement composé de dons projets au profit de l'administration publique.

Le déficit du compte financier s'est réduit de plus de la moitié, s'établissant à 654,0 Mrds de BIF contre 1 316,2 Mrds de BIF en 2023. Par conséquent, les avoirs de réserve ont augmenté de 279,2 Mrds de BIF en 2024 alors qu'ils avaient baissé de 157,9 Mrds de BIF en 2023.

Tableau 18 : Balance des paiements (en Mrds de BIF)

	2020	2021	2022	2023	2024
COMPTE COURANT	-660,0	-768,8	-1251,9	-1614,1	-1369,2
Crédit	1454,1	1703,9	1799,5	2274,9	2632,1
Débit	2114,1	2472,7	3051,3	3889,0	4001,3
Biens	-1147,7	-1344,2	-1667,2	-2081,4	-2101,6
Exports FOB	354,9	392,4	510,9	667,4	666,1
Imports FOB	1502,7	1736,6	2178,1	2748,8	2767,7
Services	-297,2	-352,7	-529,1	-633,5	-692,5
Crédit	164,8	215,3	181,2	306,2	349,3
Débit	462,0	568,0	710,4	939,7	1041,7
Revenus primaires	-43,7	-58,1	-43,5	-42,5	-35,4
Crédit	55,0	50,3	58,9	77,8	89,7
Débit	98,7	108,4	102,4	120,3	125,1
Revenus secondaires	828,6	986,2	988,0	1143,4	1460,2
Crédit	879,3	1045,9	1048,4	1223,5	1527,0
Débit	50,8	59,7	60,5	80,2	66,7
COMPTE DE CAPITAL	259,2	265,2	341,0	360,6	437,4
Crédit	260,2	265,9	341,7	368,3	437,7
Débit	1,0	0,6	0,7	7,7	0,3
Capacité (+)/ besoin (-) de financement (du compte courant et du compte de capital)	-400,8	-503,6	-910,8	-1253,5	-931,8
COMPTE FINANCIER	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Capacité (+)/ besoin (-) de financement (du compte financier)	-473,5	-588,8	-886,8	-1316,2	-654,0
Investissements directs	-38,5	-42,0	-47,4	-84,8	-71,4
Acquisition nette d'actifs	2,2	2,2	4,0	3,0	24,7
Accroissement net de passifs	40,6	44,2	51,4	87,8	96,1
Investissements de portefeuille	-6,5	-9,4	-14,3	-22,2	-35,4
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	6,5	9,4	14,3	22,2	35,4
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-386,5	-892,5	-637,5	-1051,3	-826,4
Acquisition nette d'actifs financiers	150,2	73,5	126,5	123,2	40,9
Accroissement net de passifs	536,7	966,0	764,0	1174,5	867,3
DROITS DE TIRAGES SPECIAUX (allocations DTS)	0,0	416,0	0,0	0,0	0,0
Avoirs de réserves	-42,0	355,1	-187,5	-157,9	279,2
ERREURS ET OMISSIONS	-72,7	-85,3	24,1	-62,7	277,8
Solde du compte courant en % du PIB	-10,0	-10,1	-14,0	-14,6	-10,0

Source : BRB

II.2.1. Compte des transactions courantes

En 2024, les transactions sur les biens ont dégagé un solde déficitaire de 2 101,6 Mrds de BIF contre 2 081,4 Mrds de BIF en 2023, soit une légère détérioration de 1,0%. Cette situation est liée à une légère progression des importations de biens (+0,7%), combinée à une légère baisse des exportations (-0,2%).

Le déficit du compte des services s'est creusé, se fixant à 692,5 Mrds de BIF contre 633,5 Mrds de BIF en 2023. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des importations de services financiers autres qu'assurances (106,8 Mrds de BIF contre 29,98 Mrds de BIF), de transport (615,6 Mrds de BIF contre 603,5 Mrds de BIF) et de voyage (100,3 Mrds de BIF contre 79,5 Mrds de BIF) notamment le voyage à titre personnel pour but éducatif (38,9 Mrds de BIF contre 21,4 Mrds de BIF), combinée avec la diminution de l'excédent du compte des services fournis ou reçus par les administrations publiques (99,2 Mrds de BIF contre 120,5 Mrds de BIF). Par contre, les importations des services de construction ont diminué de 37,2%, passant de 70,4 Mrds de BIF à 44,2 Mrds de BIF en 2024.

Le déficit des revenus primaires s'est allégé de 16,5%, passant de 42,5 Mrds de BIF à 35,4 Mrds de BIF en 2024, résultant d'une augmentation de l'excédent du poste « Rémunérations des salariés, y compris frontaliers, saisonniers et autres » (68,9 Mrds de BIF contre 59,9 Mrds de BIF).

L'excédent structurel du compte des revenus secondaires s'est inscrit en hausse de 27,7% en 2024, s'établissant à 1 460,2 Mrds de BIF contre 1 143,4 Mrds de BIF une année plus tôt,

consécutivement à l'augmentation de l'excédent du solde des transferts en faveur du secteur privé (1 404,7 Mrds de BIF contre 1 013,9 Mrds de BIF).

II.2.1.1. Balance commerciale

Le déficit commercial s'est légèrement creusé en 2024, atteignant 2 593,9 Mrds de BIF contre 2 523,2 Mrds de BIF en 2023. Cette situation est imputable à l'évolution presque stable des importations CAF (+0,8%), combinée avec la diminution des exportations (-8,5%). Par conséquent, le taux de couverture des importations par les exportations a baissé de 1,7 point de pourcentage par rapport à l'année 2023 pour s'établir à 16,3% en 2024.

II.2.1.1.1. Exportations de biens

Les exportations sont passées de 553,2 Mrds de BIF en 2023 à 506,1 Mrds de BIF en 2024, soit une diminution de 8,5%, sous l'effet notamment de la baisse enregistrée sur les ventes des produits primaires (-18,6%), en dépit de la hausse enregistrée sur les exportations des produits manufacturés (+11,1%).

En 2024, l'or non monétaire s'est maintenu à la première place des produits d'exportation du pays avec une part de 18,4% du total. Les exportations y relatives ont atteint 93,2 Mrds de BIF, après 187,5 Mrds de BIF enregistrées en 2023, soit un recul de 50,3% essentiellement en raison de la diminution de la quantité exportée (-64,9%) de ce métal jaune. Le café marchand occupe la deuxième place dans les exportations, avec une part de 15,6%.

Tableau 19 : Evolution des exportations de biens (en Mrds de BIF)

	2020	2021	2022	2023	2024
1. Produits primaires	212,4	221,9	279,3	364,7	296,8
dont: Café	58,7	56,4	109,0	109,2	78,9
Thé	40,2	48,3	46,1	48,7	42,0
Minéraux de Niobium	12,4	27,1	15,9	11,7	58,7
Or	88,0	80,2	105,6	187,5	93,2
2. Produits manufacturés	100,3	101,5	143,6	188,5	209,3
dont: Farine de blé	17,7	10,8	19,0	26,6	33,7
Bières	8,9	14,6	20,2	25,3	29,7
Cigarettes	13,2	12,7	20,9	27,4	36,1
Savons	0,8	1,0	2,0	14,4	12,0
Bouteilles en verre foncé	5,2	7,8	9,5	15,6	13,1
TOTAL	312,6	323,4	422,9	553,2	506,1

Source : BRB, Statistiques du commerce extérieur

Le recul des exportations des produits primaires a principalement porté sur l'or non monétaire (-50,3%), le café marchand (-27,8%) et le thé (-13,8%). En revanche, l'exportation des minéraux autres que l'or a plus que quadruplé, passant de 11,7 Mrds de BIF à 58,7 Mrds de BIF, en partie liée à la mise en place du nouveau code minier favorisant l'exploitation des minéraux.

Quant aux exportations des produits manufacturés, leur hausse a essentiellement concerné les cigarettes (+31,7%), la farine de blé (+26,6%) et les bières (+17,0%). Par contre, les exportations de bouteilles en verre foncé et des savons ont baissé de 16,5% et de 16,3%, respectivement.

II.2.1.1.2. Importations de biens

La décomposition des importations de biens par catégorie montre que le Burundi importe principalement les biens de production et les biens de consommation, avec des parts respectives de 44,1% et 36,3% du total des importations.

En 2024, les importations (valeur CAF) sont évaluées à 3 100,0 Mrds de BIF contre 3 076,4 Mrds de BIF l'année précédente, soit une légère progression de 0,8%. L'évolution observée est expliquée par une augmentation des importations des biens de consommation (+16,6%) et ceux d'équipement (+3,6%). En revanche, les importations des biens de production ont baissé de 10,4%.

Tableau 20 : Evolution des importations de biens (en Mrds de BIF)

	2020	2021	2022	2023	2024
1. Biens de production	750,5	926,0	1 335,0	1 523,4	1 365,6
dont: Huiles minérales	263,2	321,6	601,7	640,1	475,5
Métallurgie	119,4	178,1	155,6	124,0	118,8
Alimentation	104,3	126,6	145,8	195,4	218,7
Construction	91,0	107,8	113,7	148,5	145,8
Agriculture et élevage	85,0	77,9	179,0	270,1	216,2
2. Biens d'équipement	364,8	388,2	414,3	589,2	610,6
dont: Matériel électrique	105,8	82,7	79,7	160,0	147,5
Tracteurs, véhicules et engins/ transport	97,6	107,5	102,0	123,1	142,5
Chaudières, engins mécaniques	99,0	123,0	142,8	176,3	169,8
3. Biens de consommation	626,6	711,2	814,9	963,9	1 123,8
dont: Alimentaires	174,1	192,6	211,0	280,9	384,6
Pharmaceutiques	123,8	138,1	124,7	131,1	114,2
Textiles	60,2	80,0	98,2	73,8	81,9
Véhicules	80,6	77,6	84,4	110,5	121,5
TOTAL	1 741,9	2 025,4	2 564,2	3 076,4	3 100,0

Source : BRB, Statistiques du commerce extérieur

Le recul des importations de biens de production a principalement concerné les biens destinés à l'agriculture et élevage (-20,0%) et aux huiles minérales (-25,7%). En revanche, les importations des biens de production destinés à l'industrie alimentaire ont augmenté de 11,9%, particulièrement le malt non torréfié (+58,2%), le riz décortiqué ou riz brun (+57,2%) et le froment dur non destiné à l'ensemencement (+24,6%). Pour les importations de biens de production destinés à l'agriculture et élevage, leur diminution a principalement porté sur le phosphate diammonique (-86,2%) et l'urée (-98,0%). Quant aux huiles minérales, leur repli a principalement touché le gasoil (-30,0%) et l'essence (-26,6%).

L'augmentation des importations de biens d'équipement a principalement porté sur les pièces et outillages (+19,1%) et les tracteurs,

véhicules et engins de transport (+15,8%).

Quant aux importations de biens de consommation, leur hausse est essentiellement tirée par le sucre raffiné (+60,3%), les véhicules (+10,0%) et les textiles (+10,9%). Par contre, les importations des produits pharmaceutiques ont baissé de 12,9%, notamment les vaccins pour la médecine humaine (-84,7%).

II.2.1.1.3. Répartition géographique des échanges de biens

Au niveau des exportations, l'Afrique a été la principale destination des produits burundais, avec une part de 46,8% du total des exportations, en augmentation par rapport à celle de l'année précédente (36,9%). L'Asie, avec une part de 38,5% en 2024 contre 45,5% un an plus tôt, est la deuxième destination des produits burundais. Elle est suivie de l'Europe (11,9%), l'Amérique (2,4%) et l'Océanie (0,4%).

Tableau 21 : Répartition des exportations par zone géographique (en %)

	2020	2021	2022	2023	2024
EUROPE	16,3	16,4	23,0	16,0	11,9
dont: Suisse	4,9	2,1	9,5	7,0	5,4
Belgique	5,0	8,3	8,0	4,5	3,7
Allemagne	3,7	3,2	1,9	3,0	0,8
Royaume-Uni	1,7	1,9	2,0	0,4	0,5
ASIE	44,1	41,4	37,1	45,5	38,5
dont: Emirats arabes Unis	32,2	27,6	28,0	36,5	27,8
Oman	3,6	3,7	2,1	3,1	2,8
Pakistan	5,6	6,2	4,9	1,2	1,0
Chine	1,2	0,7	0,0	4,1	5,9
AFRIQUE	38,4	40,6	38,1	36,9	46,8
dont: RDC	19,6	20,6	18,6	20,6	27,1
Pays de l'EAC*	10,1	10,6	8,0	8,9	7,5
Egypte	2,7	3,1	2,5	0,2	0,1
AMERIQUE	1,1	1,3	1,2	1,1	2,4
OCEANIE	0,1	0,4	0,5	0,5	0,4
TOTAL	100	100	100	100	100

*CEA exclus la RDC et la Somalie

Source : BRB, Statistiques du commerce extérieur

En Afrique, la RDC demeure la première destination des produits en provenance du Burundi en 2024, avec 27,1% du total des exportations, après 20,6% en 2023. Elle est suivie de la Tanzanie avec 3,8%, après 3,1% en 2023.

En Asie, les Emirats Arabes Unis, la Chine, l'Oman et le Pakistan demeurent les principaux clients du Burundi. Leurs parts représentent respectivement 27,8%, 5,9%, 2,8% et 1,0% des exportations totales au cours de la période sous revue.

Les principales destinations des exportations du Burundi vers l'Europe ont été la Suisse (5,4% contre 7,0% en 2023), la Belgique (3,7% contre 4,5%), l'Allemagne (0,8% contre 3,0%) et le Royaume-Uni (0,5% contre 0,4%).

Du côté des importations, le continent asiatique est demeuré le principal fournisseur des biens au Burundi en 2024 (54,3% contre 54,2% en 2023), suivi de l'Afrique (29,3% contre 30,0%), l'Europe (13,4% contre 14,4%), l'Amérique (3,0% contre 1,4%) et l'Océanie (0,0% contre 0,1%).

Tableau 22 : Répartition des importations par zone géographique (en %)

	2020	2021	2022	2023	2024
EUROPE	17,4	14,7	12,7	14,4	13,4
dont: Belgique	5,3	3,7	2,5	2,7	3,2
France	1,9	1,6	1,4	1,8	1,7
Allemagne	1,4	1,4	1,4	1,9	2,1
Royaume-Uni	2,1	1,6	0,6	0,3	0,3
Russie	1,0	1,2	0,4	1,6	0,8
Danemark	1,4	1,3	0,6	0,4	0,5
Turquie	1,1	1,1	1,7	1,7	1,4
ASIE	51,4	53,4	58,0	54,2	54,3
dont: Chine	15,6	18,5	14,1	14,9	16,9
Arabie Saoudite	11,8	12,4	14,7	5,6	6,3
Inde	9,5	8,6	8,5	7,6	9,2
Emirats arabes Unis	6,8	7,2	13,9	17,7	14,3
Japon	4,1	3,3	3,3	3,9	3,6
AFRIQUE	29,4	30,1	26,7	30,0	29,3
dont: Pays de la CEA*	19,0	21,4	20,7	23,7	23,4
Zambie	3,6	3,6	2,2	2,3	1,4
Egypte	2,3	1,9	1,3	1,2	1,1
Afrique du Sud	1,7	0,9	0,7	0,7	0,7
R.D.C. (1)	0,9	1,4	0,9	0,9	1,6
AMERIQUE	1,6	1,6	2,1	1,4	3,0
OCEANIE	0,1	0,2	0,4	0,1	0,0
TOTAL	100	100	100	100	100

*CEA exclus la RDC et la Somalie

Source : BRB, Statistiques du commerce extérieur

Les produits en provenance de l'Asie ont été principalement importés de la Chine (16,9%), des Emirats arabes Unis (14,3%) et de l'Inde (9,2%).

L'Afrique occupe la deuxième position dans les importations du Burundi. Le principal fournisseur africain du Burundi demeure la Communauté Est Africaine (23,4%), avec 11,8% des importations en provenance de la Tanzanie.

La part des importations du Burundi en provenance de l'Europe est ressortie à 13,4% en 2024, en recul de 1,0 point de pourcentage par rapport à l'année précédente. La Belgique (3,2%), l'Allemagne (2,1%), la France (1,7%) et

la Turquie (1,4%) demeurent respectivement les principaux fournisseurs du Burundi.

II.2.1.2. Balance des services

Par rapport à l'année précédente, le solde déficitaire des services s'est creusé davantage en 2024, s'établissant à 692,5 Mrds de BIF contre 633,5 Mrds de BIF. Cette détérioration est principalement imputable à la hausse des importations des services (+102,0 Mrds de BIF), notamment les services financiers autres qu'assurances (+76,8 Mrds de BIF), les services de voyage (+20,8 Mrds de BIF) et les services de transport (+10,5 Mrds de BIF).

II.2.1.2.1. Exportations des services

Les exportations des services ont augmenté de 14,1% en 2024, s'établissant à 349,3 Mrds de BIF contre 306,2 Mrds de BIF, en liaison principalement avec la progression des recettes

des services de la rubrique « autres services aux entreprises » (+44,6 Mrds de BIF). Par contre, les exportations des services fournis par les administrations publiques n.c.a ont baissé (-13,96 Mrds de BIF).

Tableau 23 : Exportations des services (en MBIF)

	2020	2021	2022	2023	2024
1. Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Services d'entretien et de réparation n.i.a.	2 198,0	1 586,2	1 524,4	207,7	1 309,8
3. Services de transports	3 766,9	6 154,3	8 232,4	20 222,1	21 863,2
dont: Fret	2 841,1	5 380,6	5 700,1	11 692,2	9 214,5
Passagers	14,7	290,9	6,8	0,2	0,8
4. Services de voyages	1 392,9	1 139,4	5 492,3	7 315,3	5 855,7
a. professionnels	381,2	320,8	1 673,9	4 209,8	4 547,5
b. personnels	1 011,6	818,7	3 818,4	3 105,5	1 308,2
5. Services de construction	-	-	-	870,0	3 366,0
6. Services d'assurance et de pension	5 480,9	6 085,7	4 802,3	9 292,9	13 117,3
7. Services financiers (autres qu'assurance)	951,7	4 927,8	12 302,8	14 815,9	21 271,5
8. Services d'utilisation de la propriété intellectuelle	-	34,7	-	3,4	0,5
9. Services de télécommunications, d'informatique et d'information	7 989,3	6 431,5	7 172,0	11 846,2	9 928,1
10. Autres services aux entreprises	37 395,5	53 830,2	57 094,4	84 528,3	129 128,6
11. Services personnels, culturels et récréatifs	68,8	29,0	885,9	686,8	946,2
12. Services fournis par les administrations publiques, n.c.a	105 574,9	135 082,0	83 732,6	156 425,6	142 466,2
TOTAL	164 818,8	215 300,9	181 239,2	306 214,2	349 253,2

Source : BRB

II.2.1.2.2. Importations des services

Les importations des services ont progressé de 10,9% en une année, passant de 939,7 Mrds de BIF à 1 041,7 Mrds de BIF en 2024. Cette progression est principalement liée à

l'augmentation des services financiers autres qu'assurances (+76,8 Mrds de BIF), des services de voyage (+20,8 Mrds de BIF) et de transport (+10,5 Mrds de BIF).

Tableau 24 : Importations des services (en MBIF)

	2020	2021	2022	2023	2024
1. Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers	-	-	-	-	276,5
2. Services d'entretien et de réparation n.i.a.	334,6	177,8	58,0	645,1	2 106,6
3. Services de transports	313 115,9	363 005,9	483 680,6	603 518,0	614 051,0
dont: Fret	290 616,5	343 744,6	440 589,7	526 189,8	538 659,7
Passagers	21 475,4	17 103,0	39 088,1	69 869,6	69 387,1
4. Services de voyage	22 214,8	37 374,1	53 147,8	79 533,6	100 326,0
a. professionnels	8 223,8	17 172,4	30 159,2	54 202,1	56 634,7
b. personnels	13 991,0	20 201,7	22 988,6	25 331,5	43 691,3
5. Services de construction	22 698,4	64 459,5	55 907,7	70 395,2	44 217,7
6. Services d'assurance et de pension	2 362,0	2 005,8	1 592,5	4 069,6	2 510,5
7. Services financiers (autres qu'assurance)	1 588,1	995,5	18 801,8	29 978,6	106 759,1
8. Services d'utilisation de la propriété intellectuelle	0,2	5 073,8	1 145,4	1 213,2	2 047,3
9. Services de télécommunications, d'informatique et d'information	19 037,8	19 462,2	27 905,0	37 038,2	42 741,1
10. Autres services aux entreprises	50 358,1	45 477,9	39 753,6	76 052,0	82 203,9
11. Services personnels, culturels et récréatifs	509,7	33,8	439,3	1 262,4	1 243,0
12. Services aux administrations publiques, n.c.a	29 764,4	29 889,0	27 956,8	35 972,2	43 238,4
TOTAL	461 984,0	567 955,4	710 388,7	939 678,0	1 041 721,1

Source : BRB

II.2.1.3. Revenus primaires

Le compte des revenus primaires est constitué essentiellement de la rémunération des salariés et des revenus des investissements. Le solde des revenus primaires est demeuré déficitaire pour un montant de 35,4 Mrds de BIF contre 42,5 Mrds de BIF en 2023. Le solde déficitaire des revenus des investissements s'est davantage creusé,

passant de 102,4 Mrds de BIF à 104,3 Mrds de BIF en 2024. Par contre, le solde excédentaire du poste « Rémunérations des salariés, y compris frontaliers, saisonniers et autres » s'est accru de 15,0%, se fixant à 68,9 Mrds de BIF contre 59,9 Mrds de BIF en 2023.

Tableau 25 : Revenus primaires (en MBIF)

	2020	2021	2022	2023	2024
1. Rémunérations des salariés	48 500,7	42 613,8	50 491,8	59 884,5	68 874,3
Crédit	54 250,1	48 299,9	56 995,8	70 030,1	79 426,9
Débit	5 749,4	5 686,1	6 503,9	10 145,6	10 552,6
2. Revenus des investissements	-92 173,5	-100 762,7	-93 971,7	-102 417,5	-104 276,2
Crédit	770,6	1 993,6	1 891,5	7 762,3	10 304,6
Débit	92 944,1	102 756,2	95 863,3	110 179,9	114 580,9
3. Autres revenus primaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	-43 672,9	-58 148,8	-43 479,9	-42 533,1	-35 401,9

Source : BRB

II.2.1.4. Revenus secondaires

Le solde excédentaire des revenus secondaires s'est accru de 27,7% en 2024, s'établissant à 1 460,2 Mrds de BIF contre 1 143,4 Mrds de BIF en 2023. Cet accroissement est imputable à l'augmentation de 38,5% du solde des transferts courants du secteur privé (1 404,7 Mrds de BIF contre 1 013,9 Mrds de BIF), liée à l'accroissement

à la fois des transferts personnels (+40,3%) et des autres transferts courants (+37,4%). Par contre, le solde excédentaire des transferts courants des administrations publiques a baissé de 57,1%, passant de 129,4 Mrds de BIF à 55,5 Mrds de BIF d'une année à l'autre.

Tableau 26 : Revenus secondaires (en MBIF)

	2020	2021	2022	2023	2024
1. Administrations publiques	127 278,4	192 038,1	200 809,0	129 436,3	55 504,2
Crédit	145 834,0	217 294,1	230 075,8	170 523,8	78 493,9
Débit	18 555,6	25 256,0	29 266,8	41 087,5	22 989,7
2. Secteur privé	701 300,2	794 123,9	787 149,4	1 013 930,3	1 404 739,8
Crédit	733 495,1	828 589,3	818 363,3	1 053 004,5	1 448 498,8
Débit	32 194,8	34 465,4	31 213,9	39 074,2	43 759,0
a. Transferts personnels	198 602,4	255 097,2	248 154,2	404 877,7	567 874,5
Crédit	223 901,8	283 690,3	275 455,3	435 253,5	604 037,7
Débit	25 299,4	28 593,1	27 301,1	30 375,8	36 163,3
b. Autres transferts courants	502 697,9	539 026,8	538 995,2	609 052,6	836 865,4
Crédit	509 593,3	544 899,0	542 908,0	617 751,0	844 461,1
Débit	6 895,4	5 872,3	3 912,8	8 698,4	7 595,7
TOTAL	828 578,6	986 162,0	987 958,4	1 143 366,6	1 460 244,1

Source : BRB

II.2.2. Compte de capital

Le compte de capital a dégagé un solde excédentaire de 437,4 Mrds de BIF contre 360,6 Mrds de BIF l'année précédente, soit

une augmentation de 21,3%. Ce compte est essentiellement constitué de dons projets au profit de l'administration publique.

Tableau 27 : Compte de capital (en MBIF)

	2020	2021	2022	2023	2024
1. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-	-	-	-	-
Crédit	-	-	-	-	-
Débit	-	-	-	-	-
2. Transfert de Capital	259 195,1	265 247,5	341 035,8	360 556,1	437 400,6
2.1. Administrations publiques	256 372,3	254 500,2	329 589,6	360 556,1	437 400,6
Crédit	257 023,4	254 925,4	330 208,5	368 265,4	437 738,7
Débit	651,1	425,1	618,9	7 709,3	338,2
2.2 Autres secteurs	2 822,8	10 747,3	11 446,2	-	-
Crédit	3 167,8	10 956,1	11 515,5	-	-
Débit	345,0	208,9	69,3	-	-
TOTAL	259 195,1	265 247,5	341 035,8	360 556,1	437 400,6

Source : BRB

II.2.3. Compte financier

En 2024, le compte financier a enregistré des entrées nettes de capitaux de 654,0 Mrds de BIF contre 1 316,2 Mrds de BIF en 2023, soit un recul de 662,2 Mrds de BIF. Cette diminution résulte du repli des entrées nettes au titre des autres investissements (-826,4 Mrds de BIF contre

-1 051,3 Mrds de BIF) et des investissements directs (-71,4 Mrds de BIF contre -84,8 Mrds de BIF) en dépit de la hausse des entrées nettes au titre des investissements de portefeuille (-35,4 contre -22,2 Mrds de BIF).

Tableau 28 : Compte financier (en MBIF)

	2020	2021	2022	2023	2024
1. INVESTISSEMENTS DIRECTS	-38 474,6	-41 976,0	-47 446,3	-84 835,3	-71 421,6
Acquisition nette d'actifs financiers	2 174,5	2 240,7	3 993,2	3 011,9	24 663,3
Accroissement net des passifs	40 649,2	44 216,7	51 439,4	87 847,2	96 084,9
2. INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	-6 463,7	-9 435,5	-14 258,6	-22 150,1	-35 409,8
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	25,0
Accroissement net des passifs	6 463,7	9 435,5	14 258,6	22 150,1	35 434,8
3. DERIVES FINANCIERS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accroissement net des passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. AUTRES INVESTISSEMENTS	-386 535,7	-892 528,5	-637 528,6	-1 051 292,0	-826 391,4
Acquisition nette d'actifs financiers	150 191,3	73 450,8	126 507,5	123 207,8	40 863,0
4.1 Autres participations	0,0	2 852,6	12 449,4	0,0	0,0
4.2 Numéraires et dépôts/Monnaie fiduciaire et dépôts	57 580,0	-33 619,2	-1 072,5	-74 349,0	-127 724,1
Banque centrale	38 298,3	-7 164,9	5 695,5	-34 695,3	-42 718,1
Administration publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	46 983,9	-13 151,3	-102,4	81 012,0	4 005,3
Autres secteurs	-27 702,2	-13 302,9	-6 665,6	-120 665,7	-89 011,3
4.3 Prêts	1 005,0	-1 303,6	-2 938,7	5 656,3	-3 826,1
Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	905,4	616,9	-2 032,5	6 114,8	3 872,9
Administration publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs (autres sociétés financières, non financières,ménages et ISBLM)	99,6	-1 920,5	-906,2	-458,5	-7 699,0
4.4. Crédits commerciaux (accordés)	93 049,5	109 113,8	119 288,3	191 900,4	172 413,3
Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs (sociétés non financières,ménages et ISBLM)	93 049,5	109 113,8	119 288,3	191 900,4	172 413,3
4.5. Autres comptes à recevoir	-1 453,6	-3 624,3	-8 232,1	7 344,9	3 498,0
ACCROISSEMENT NET DES PASSIFS	536 727,0	965 979,3	764 036,0	1 174 499,8	867 254,4
4.1 Autres participations	0,0	2 852,6	12 449,4	0,0	0,0
4.2 Numéraires et dépôts/Monnaie fiduciaire et dépôts	28 185,2	53 979,4	-12 487,2	177 019,3	229 788,2
Banque centrale	-8 610,6	25 894,1	-20 673,2	-6 057,0	158 845,4
Administration publique	0,0	0,0	0,0	236,3	64,0
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	36 795,9	28 085,4	8 186,0	182 795,5	70 871,3
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4.3 Prêts	67 330,6	202 343,1	126 603,5	90 245,2	435 774,0
Banque centrale	-41 133,8	-52 437,5	-44 153,8	67 637,5	-9 552,1
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	66 427,9	25 660,1	122 599,7	20 835,8	413 562,5
Administration publique	37 935,3	223 579,7	41 946,3	-6 399,2	21 830,2
Autres secteurs	4 004,5	5 540,8	6 145,1	7 221,0	7 343,0
4.4. Crédits commerciaux (réçus)	441 200,7	293 642,1	642 906,7	914 580,2	205 190,2
Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Institutions de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	441 200,7	293 642,1	642 906,7	914 580,2	205 190,2
4.5. Autres comptes à payer	10,4	31,4	7 013,1	-7 344,9	-3 498,0
4.6. Droits de tirage spéciaux (endettement net)	0,0	415 983,2	0,0	0,0	0,0
5. AVOIRS DE RESERVES	-42 003,9	355 095,8	-187 528,4	-157 916,1	279 194,7
SOLDE DU COMPTE FINANCIER	-473 477,9	-588 844,2	-886 761,9	-1 316 193,5	-654 028,2

Source : BRB

II.3. Finances publiques

Le déficit budgétaire (dons compris) de l'année 2024 s'est établi à 641,2 Mrds de BIF contre 672,8 Mrds de BIF enregistré l'année précédente. Rapporté au PIB, le ratio du déficit global (dons

compris) a diminué, s'établissant à 4,7% contre 6,1% en 2023, le plafond convenu dans les critères de convergence de la CEA étant de 3,0%.

Tableau 29 : Opérations financières de l'Etat (en Mrds de BIF)

	2020	2021	2022	2023	2024	Prévisions 2024	Taux de réalisation
A. RECETTES ET DONS	1 302,6	1 480,7	1 798,4	2 236,4	2 459,4	3 808,6	64,6
1. RECETTES	1 073,3	1 237,3	1 468,2	1 868,1	2 024,6	2 478,0	81,7
Recettes fiscales	970,5	1 098,9	1 234,1	1 520,9	1 701,4	1 832,9	92,8
Recettes non fiscales	102,8	138,5	234,0	347,3	325,7	406,3	80,2
2. DONS	229,3	243,4	330,2	368,3	434,8	1 330,6	32,7
Dons en capital	229,3	243,4	330,2	368,3	434,8	1 011,2	43,0
B. DEPENSES	1 717,3	1 696,6	2 255,6	2 909,2	3 100,6	4 376,0	70,9
a. Dépenses courantes	1 318,2	1 158,4	1 460,0	1 603,4	1 849,9	2 115,6	87,4
Dépenses sur biens et services	728,9	652,0	732,7	1 014,1	1 251,3	1 391,9	89,9
Salaires	532,1	484,3	542,7	718,4	924,5	989,3	93,5
Achats de biens et autres services	196,7	167,7	190,0	295,7	326,8	402,6	81,2
Subventions et autres transferts	508,9	310,5	534,4	399,2	412,3	479,8	85,9
Paitements d'intérêts	80,4	195,9	192,9	190,1	186,3	243,9	76,4
SOLDE COURANT HORS DONS	-245,0	78,9	8,2	264,7	174,7	362,4	48,2
SOLDE COURANT DONS COMPRIS	-15,6	322,3	338,4	633,0	609,5	1 693,0	36,0
b. Dépenses en capital	399,1	538,2	795,6	1 305,8	1 250,7	2 260,4	55,3
SOLDE GLOBAL HORS DONS (base droits constatés)	-644,0	-459,3	-787,4	-1 041,1	-1 076,0	-1 898,0	56,7
SOLDE GLOBAL DONS COMPRIS (base droits const.)	-414,7	-215,9	-457,2	-672,8	-641,2	-567,4	113,0
C. FINANCEMENT	414,7	215,9	457,2	672,8	641,2	567,4	113,0
1. FINANCEMENT EXTERIEUR	37,9	223,6	41,9	-6,4	21,8	185,6	11,8
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	417,9	-103,3	610,9	503,7	858,1	381,7	224,8
a. Secteur bancaire	372,0	-131,3	650,0	478,1	900,3	1 089,0	82,7
b. Secteur non bancaire	45,9	28,0	-39,0	25,6	42,3	-707,2	6,0
3. ERREURS ET OMISSIONS	-41,1	95,6	-195,7	175,5	-238,7		
En pourcentage du PIB							
Recettes et dons	19,7	19,5	20,1	20,3	17,9		
Dépenses	26,0	22,4	25,2	26,4	22,6		
Solde primaire	-7,5	-5,4	-7,3	-7,8	-6,0		
Solde budgétaire global hors dons	-9,8	-6,1	-8,8	-9,4	-7,8		
Solde budgétaire global dons inclus	-6,3	-2,8	-5,1	-6,1	-4,7		
Pour mémoire: PIB (en milliards de BIF)	6 602,0	7 587,2	8 952,7	11 022,6	13 722,6		

Source : MFBEN et BRB

II.3.1. Recettes et dons

Les ressources totales de l'Etat se sont accrues de 10,0% en 2024, s'établissant à 2 459,1 Mrds de BIF, en liaison avec l'augmentation des recettes intérieures (+8,4%) et des dons en capital (+18,1%).

Par rapport aux prévisions budgétaires (3 808,6 Mrds de BIF), le taux de réalisation des ressources totales de l'Etat a été de 64,6%, les recettes intérieures et les dons ayant été réalisés à hauteur de 81,7% et de 32,7% respectivement.

Tableau 30 : Recettes et dons (en Mrds de BIF)

	2020	2021	2022	2023	2024	2024\2023
I. RECETTES	1 073,3	1 237,3	1 468,2	1 868,1	2 024,6	8,4%
1. RECETTES FISCALES	970,5	1 098,9	1 234,1	1 520,9	1 701,4	11,9%
-Impôts sur les revenus	218,5	230,1	320,3	441,3	432,6	-2,0%
Sociétés	139,9	140,7	210,9	278,4	235,9	-15,3%
Personnes physiques	78,5	89,0	109,0	162,5	196,5	20,9%
Autres impôts sur les revenus	0,2	0,3	0,4	0,4	0,3	-28,8%
-Impôts sur le commerce intérieur	622,4	724,8	780,3	914,1	1 077,3	17,9%
Taxes sur les transactions	370,2	438,0	508,5	633,6	720,4	13,7%
Taxes de consommation sur le tabac	4,7	4,1	4,3	4,6	6,6	43,1%
Taxes de consomm./bière et boiss. gaz.	110,2	117,0	121,9	135,0	129,2	-4,3%
Autres impôts intérieurs	137,3	165,7	145,6	140,8	221,2	57,0%
-Impôts sur le commerce extérieur	121,8	130,0	114,9	145,8	172,4	18,3%
Taxes à l'importation	114,2	123,1	106,7	133,4	158,2	18,6%
Taxes à l'exportation	0,2	0,4	0,2	0,1	0,8	468,6%
Autres impôts sur le commerce extérieur	7,4	6,5	8,0	12,3	13,4	9,6%
Compensation COMESA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
-Autres recettes fiscales	7,8	14,0	18,6	19,8	19,0	-3,9%
2. RECETTES NON FISCALES	102,8	138,5	234,0	347,3	323,2	-6,9%
- Dividendes	43,5	40,5	68,4	76,9	47,3	-38,5%
- Autres recettes	59,3	97,9	165,7	270,4	275,9	2,0%
3. RECETTES EXCEPTIONNELLES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
II. DONS	229,3	243,4	330,2	368,3	434,8	18,1%
1. Dons courants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Dons en capital	229,3	243,4	330,2	368,3	434,8	18,1%
TOTAL	1 302,6	1 480,7	1 798,4	2 236,4	2 459,4	10,0%

Source : MFBEN et BRB

II.3.1.1. Recettes

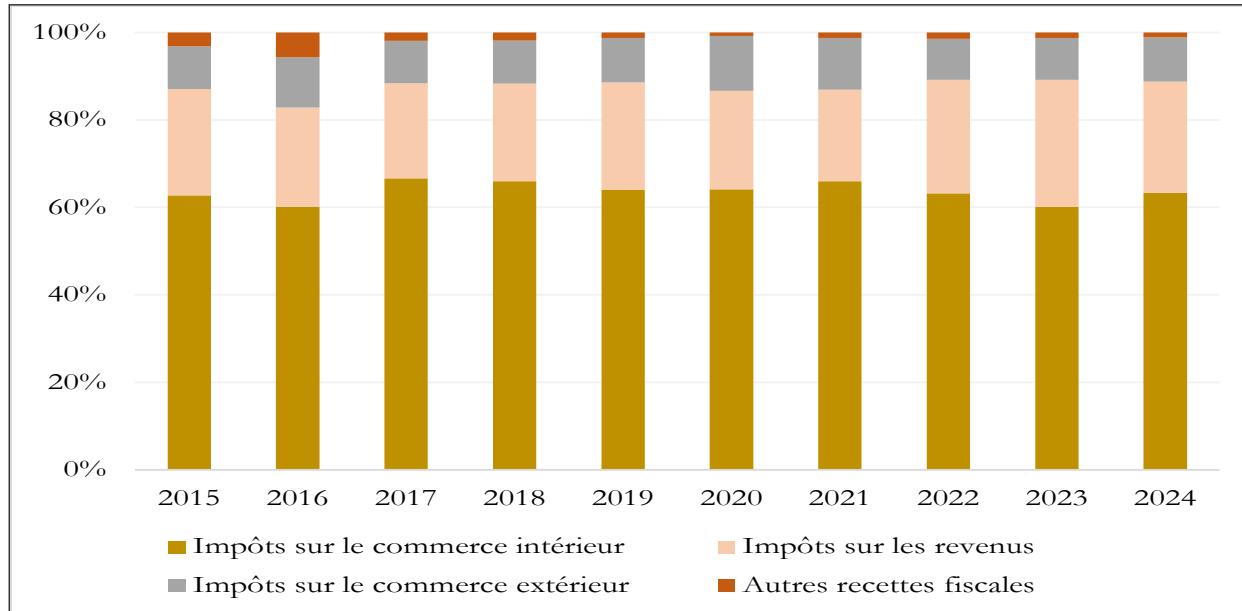
Les recettes intérieures de l'Etat ont augmenté de 8,4% en 2024, se fixant à 2 024,6 Mrds de BIF contre 1 868,1 Mrds de BIF l'année précédente, en liaison avec l'augmentation des recettes fiscales. Ces dernières se sont accrues de

11,9%, atteignant 1 701,4 Mrds de BIF, grâce aux campagnes de sensibilisation des contribuables menées par l'OBR sur le bien-fondé de la conformité fiscale. Le taux de réalisation s'est établi à 92,8% des prévisions.

La progression des recettes fiscales a concerné l'impôt sur le commerce intérieur (+17,9%) et sur le commerce extérieur (+18,3%) alors que l'impôt

sur les revenus et les autres recettes fiscales ont baissé de 2,0% et 3,9% respectivement.

Graphique 5 : Répartition des recettes fiscales (en % du total)



Source : MFBEN

Les recettes fiscales sont dominées par l'impôt sur le commerce intérieur (63,3%), suivi de l'impôt sur les revenus (25,4%) et de l'impôt sur le commerce extérieur (10,1%), la part des autres recettes fiscales étant moins importante (1,1%).

Quant aux recettes non fiscales, elles ont diminué de 6,9%, s'établissant à 323,2 Mrds de BIF contre 347,3 Mrds de BIF en 2023. Cette baisse est liée à la diminution des recettes de la sous-rubrique « Dividendes » (-38,5%).

II.3.1.2. Dons

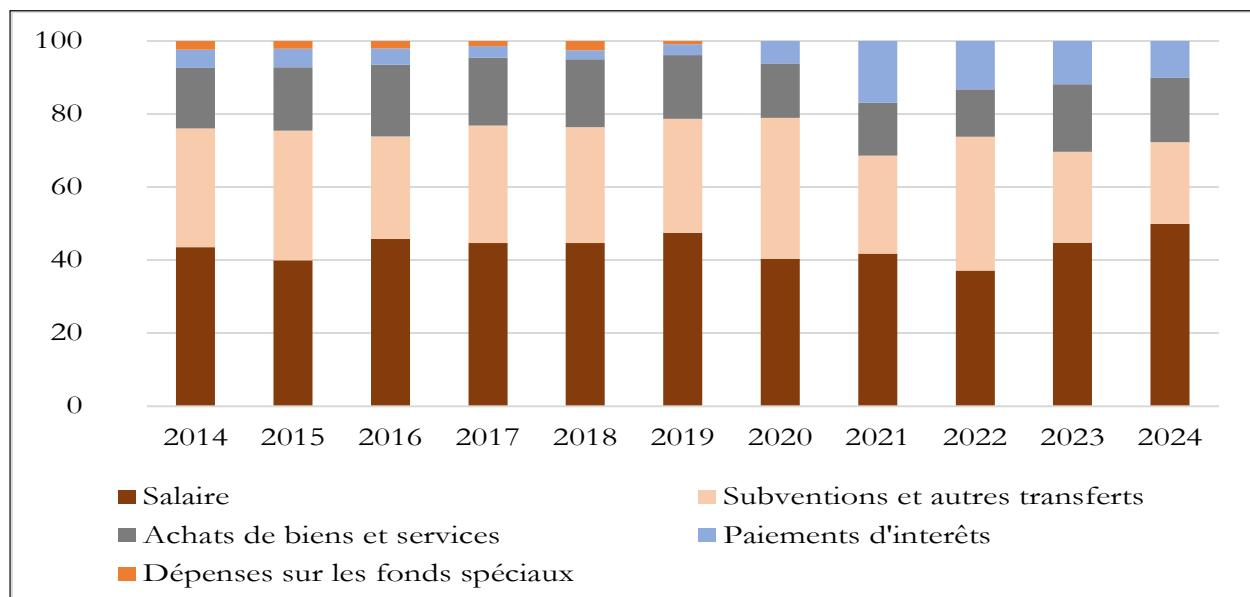
Les appuis extérieurs ont augmenté de 18,1% par rapport à l'année 2023 et se sont établis à 434,8 Mrds de BIF en 2024. Par rapport aux prévisions (1 330,6 Mrds de BIF), les dons ont été réalisés à hauteur de 32,7%.

II.3.2. Dépenses

Par rapport à l'année 2023, les dépenses publiques totales ont augmenté de 6,6% en 2024, passant de 2 909,2 Mrds de BIF à 3 100,6 Mrds de BIF. Cette augmentation a concerné les dépenses courantes (+15,4%), tandis que les dépenses en capital ont diminué de 4,2%.

Au niveau de leur structure, les dépenses courantes et les dépenses en capital représentent respectivement 59,7% et 40,3% des dépenses totales. S'agissant des dépenses courantes, elles sont constituées de salaires (50,0%), des achats de biens et services (17,7%), des subventions et autres transferts (22,3%) ainsi que des paiements d'intérêts (10,0%).

Graphique 6 : Structure des dépenses courantes (en % du total)



Source : MFBEN

Les dépenses en capital ont été financées par les ressources internes à raison de 763,8 Mrds de BIF et par les ressources externes sous forme de dons en capital (434,8 Mrds de BIF) et de tirages sur emprunts extérieurs (52,0 Mrds de BIF).

II.3.3. Solde global et financement

Le déficit budgétaire (dons compris) s'est établi à 641,2 Mrds de BIF contre 672,8 Mrds de BIF en 2023, et a été financé par l'endettement intérieur net (858,1 Mrds de BIF). Le financement intérieur net a concerné les engagements nets de l'Etat envers le secteur bancaire pour un montant de 900,3 Mrds de BIF.

II.3.4. Dette publique

L'encours de la dette publique s'est accru de 15,1% à fin 2024, s'établissant à 7 161,1 Mrds de BIF contre 6 221,5 Mrds de BIF à fin 2023. Cet accroissement a porté principalement sur la dette intérieure (+20,5%) et dans une moindre mesure sur la dette extérieure (+2,2%). Rapportée au PIB, la dette publique totale représentait 52,2% contre 56,4% en 2023, le plafond convenu dans les critères de convergence macroéconomique de la CEA étant de 50%.

Tableau 31 : Structure de la dette publique (en Mrds de BIF)

	2020	2021	2022	2023	2024
DETTE INTERIEURE	2 850,4	3 063,2	4 005,4	4 388,3	5 287,8
1. Bons et obligations du Trésor	1 816,7	2 046,1	2 185,5	2 285,0	2 325,0
2. Engagements envers la B.R.B.	894,7	901,5	1 731,2	1 950,7	2 846,3
3. Autres	139,0	115,6	88,7	152,7	116,6
DETTE EXTERIEURE	1 046,6	1 290,1	1 334,2	1 833,2	1 873,3
1. Dette directe	1 045,1	1 288,6	1 332,8	1 831,4	1 871,4
2. Dette indirecte	1,4	1,5	1,3	1,8	1,8
TOTAL	3 896,9	4 353,3	5 339,5	6 221,5	7 161,1
En pourcentage de l'encours total					
DETTE INTERIEURE	73,1	70,4	75,0	70,5	73,8
1. Bons et obligations du Trésor	46,6	47,0	40,9	36,7	32,5
2. Engagements envers la B.R.B.	23,0	20,7	32,4	31,4	39,7
3. Autres	3,6	2,7	1,7	2,5	1,6
DETTE EXTERIEURE	26,9	29,6	25,0	29,5	26,2
1. Dette directe	26,8	29,6	25,0	29,4	26,1
2. Dette indirecte	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
En pourcentage du PIB					
DETTE INTERIEURE	43,2	40,4	44,7	39,8	38,5
DETTE EXTERIEURE	15,9	17,0	14,9	16,6	13,7
TOTAL	59,0	57,4	59,6	56,4	52,2
PIB en Mrds de BIF	6 602,0	7 587,2	8 952,7	11 022,6	13 722,6

Source: BRB

II.3.4.1. Dette intérieure

L'encours de la dette intérieure a augmenté de 20,5% à fin 2024, se fixant à 5 287,8 Mrds de BIF contre 4 388,3 Mrds de BIF à fin 2023. Cette augmentation a porté en grande partie sur l'accroissement des engagements de l'Etat envers la BRB (+45,9%), qui sont passés de 1 950,6 Mrds de BIF à 2 846,2 Mrds de BIF et envers les banques commerciales, sous forme de

bons et obligations du Trésor (+1,8%), passant de 2 284,9 Mrds de BIF à 2 324,9 Mrds de BIF. Par contre, les engagements de l'Etat envers le secteur non bancaire sous forme de bons et obligations du Trésor ont diminué de 21,0%, passant de 218,6 Mrds de BIF à 172,7 Mrds de BIF.

Tableau 32 : Encours des titres du Trésor (en Mrds de BIF)

	2020	2021	2022	2023	2024
1. Secteur Bancaire	1 614,6	1 816,1	1 994,5	2 066,4	2 152,3
Bons	99,5	135,5	259,1	423,7	484,4
Obligations	1 515,2	1 680,6	1 735,5	1 642,7	1 667,8
2. Secteur non Bancaire	202,1	230,0	191,0	218,6	172,7
Bons	14,5	21,6	5,2	51,1	36,8
Obligations	187,6	208,4	185,8	167,5	135,9
Total	1 816,7	2 046,1	2 185,5	2 285,0	2 325,0
Bons	113,9	157,1	264,2	474,8	521,2
Obligations	1 702,8	1 889,0	1 921,3	1 810,2	1 803,8

Source: BRB

II.3.4.2. Dette extérieure

D'une année à l'autre, l'encours de la dette extérieure s'est accru de 2,2%, passant de 1 833,2 Mrds de BIF à 1 873,3 Mrds de BIF à la fin de l'année 2024. Cet accroissement est en relation avec les nouveaux tirages sur emprunts extérieurs (52,0 Mrds de BIF) et les plus-values de réévaluation (+18,2 Mrds de BIF), dues à la dépréciation du taux de change, partiellement contrebalancées par l'amortissement de la dette de 30,2 Mrds de BIF.

Les nouveaux tirages ont porté sur la dette directe provenant de la BADEA (11,3 Mrds de BIF), de l'OPEP (16,1 Mrds de BIF), de la FIDA (2,2 Mrds de BIF), du FONDS SAOUDIEN (3,2 Mrds de BIF) et des autres (19,2 Mrds de BIF).

Ces financements ont été orientés principalement vers les secteurs des mines et énergie (55,4%), des routes (22,9%) et de l'agriculture et élevage (21,6%).

Tableau 33 : Dette extérieure (en Mrds de BIF)

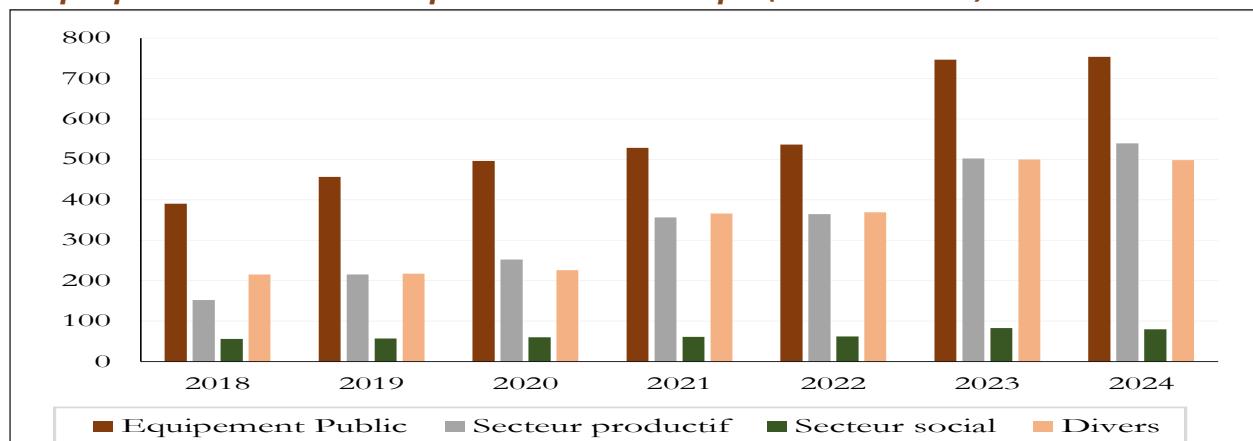
	2020	2021	2022	2023	2024
I. DETTE DIRECTE					
a. Encours début période	946,83	1 045,13	1 288,60	1 332,84	1 831,38
b. Tirages	56,84	245,86	72,73	61,86	52,00
c. Réévaluation	60,15	19,89	2,08	504,94	18,21
d. Amortissements	18,70	22,28	30,56	68,25	30,17
e. Encours fin période	1 045,13	1 288,60	1 332,84	1 831,38	1 871,42
II. DETTE INDIRECTE					
a. Encours début période	1,60	1,44	1,48	1,31	1,81
b. Tirages	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
c. Réévaluation	0,05	0,04	0,05	0,50	0,04
d. Amortissements	0,21	0,00	0,22	0,00	0,00
e. Encours fin période	1,44	1,48	1,31	1,81	1,84
III. DETTE TOTALE (I et II)					
a. Encours début période	948,43	1 046,57	1 290,08	1 334,15	1 833,19
b. Tirages	56,84	245,86	72,73	61,86	52,00
c. Réévaluation	60,21	19,93	2,13	505,43	18,25
d. Amortissements	18,91	22,28	30,78	68,25	30,17
e. Encours fin période	1 046,57	1 290,08	1 334,15	1 833,19	1 873,26
IV. DETTE TOTALE / PIB (en %)	15,9	17,0	14,9	16,6	13,7
PIB en Mrds de BIF	6 602,0	7 587,2	8 952,7	11 022,6	13 722,6

Source : BRB

La dette extérieure a financé les équipements publics (40,2%), les secteurs productifs (28,8%),

les projets divers (26,6%) et les secteurs sociaux (4,2%).

Graphique 7 : Dette extérieure par secteur économique (en Mrds de BIF)



Source : BRB

II.3.4.3. Service de la dette

En 2024, le service de la dette publique a diminué de 31,1%, revenant de 137,9 Mrds de BIF à 95,0 Mrds de BIF, en rapport principalement avec le remboursement de la dette en principal (58,4 Mrds de BIF).

Le ratio du service de la dette par rapport aux recettes intérieures a diminué, se fixant à 3,9%

contre 6,2% l'année précédente. Le ratio du service de la dette extérieure par rapport aux recettes d'exportations de biens et services non facteurs a également diminué, revenant de 8,5% à 4,0%.

Tableau 34 : Service de la dette (en Mrds de BIF)

	2020	2021	2022	2023	2024
En Milliards de BIF					
A. Service de la dette publique supporté par le budget	69,1	67,4	75,5	137,9	95,1
. Dette intérieure	41,8	34,8	35,7	55,2	55,2
Principal	25,7	18,2	18,4	28,2	28,2
Intérêts	16,1	16,5	17,3	27,0	27,0
. Dette extérieure	27,3	32,7	39,8	82,7	39,9
Principal	18,9	22,3	30,8	68,3	30,2
Intérêts	8,4	10,4	9,0	14,5	9,7
B. Service total de la dette publique	69,1	67,4	75,5	137,9	95,1
. Dette intérieure	41,8	34,8	35,7	55,2	55,2
. Dette extérieure	27,3	32,7	39,8	82,7	39,9
En pourcentage					
Service de la dette publique par rapport aux dépenses du budget	4,0	4,0	3,3	4,7	3,1
. Dette intérieure	2,4	2,0	1,6	1,9	1,8
. Dette extérieure	1,6	1,9	1,8	2,8	1,3
Service de la dette publique par rapport aux ressources du budget	5,3	4,6	4,2	6,2	3,9
. Dette intérieure	3,2	2,3	2,0	2,5	2,2
. Dette extérieure	2,1	2,2	2,2	3,7	1,6
Service de la dette ext./recettes d'exportation de biens et services non facteurs	5,3	5,5	5,9	8,5	4,0
Recettes d'exportation de biens et services non facteurs	519,8	598,2	672,8	973,6	990,5
Dépenses du budget	1 717,3	1 696,6	2 255,6	2 909,2	3 101,0
Recettes du budget	1 302,6	1 480,7	1 798,4	2 236,4	2 460,0

(1): Paiements supportés par le Trésor et par les sociétés à participation publique concernées

Source : BRB

II.4. Monnaie et crédit

II.4.1. Situation monétaire

Les ressources et les emplois des institutions de dépôt se sont accrus de 26,3% en 2024, traduisant une accélération par rapport à 16,5% en 2023. Du côté des ressources, cette croissance a porté à la fois sur la masse monétaire M3 (26,1% contre 17,4%) et les autres ressources (27,5% contre 11,9%). Au niveau des emplois, elle a principalement porté sur les créances

nettes sur l'Etat (28,6% contre 15,1%) et sur les créances sur l'économie bien que son rythme de croissance ait décéléré (26,5% contre 30,5%). Les avoirs extérieurs nets se sont détériorés mais à un rythme modéré par rapport à l'année précédente (-33,2% contre -94,9%).

Tableau 35: Situation monétaire⁴ à fin d'année (en Mds de BIF)

	Stock de fin de période					Croissance annuel (en %)				
	2020	2021	2022	2023	2024	2020	2021	2022	2023	2024
a) Avoirs extérieurs nets	-205,0	-322,4	-561,9	-1 095,1	-1 459,0	0,6	-57,3	-74,3	-94,9	-33,2
Avoirs extérieurs bruts	446,6	778,5	616,2	667,4	992,1	17,1	74,3	-20,8	8,3	48,6
Engagements extérieurs	651,7	1 100,9	1 178,1	1 762,4	2 451,1	10,9	68,9	7,0	49,6	39,1
b) Crédit intérieur	3 463,0	4 307,7	5 944,2	7 366,6	9 383,1	22,5	24,4	38,0	23,9	27,4
.Créances nettes sur l'Etat	2 025,8	1 930,7	2 532,8	2 915,6	3 750,8	25,1	-4,7	31,2	15,1	28,6
Crédit à l'Etat	2 647,8	2 833,2	3 814,4	4 171,7	5 115,3	22,7	7,0	34,6	9,4	22,6
Dépôts du secteur gouvernemental	622,1	902,5	1 281,6	1 256,2	1 364,5	15,2	45,1	42,0	-2,0	8,6
.Créances sur l'économie	1 437,3	2 377,0	3 411,5	4 451,1	5 632,3	18,9	65,4	43,5	30,5	26,5
Crédit	1 397,6	2 334,2	3 381,0	4 369,4	5 560,4	19,1	67,0	44,8	29,2	27,3
Autres créances	39,6	42,8	30,4	81,7	71,9	13,2	8,0	-28,9	168,4	-12,0
RESSOURCES (I+II) = EMPLOIS (a+b)	3 258,0	3 985,3	5 382,3	6 271,6	7 924,1	24,3	22,3	35,1	16,5	26,3
I. Masse monétaire (M3) (i+ii)	2 733,8	3 289,9	4 512,5	5 298,5	6 683,6	24,1	20,3	37,2	17,4	26,1
i) Masse monétaire (M2)	2 526,5	3 035,2	4 212,3	4 706,3	6 087,5	25,4	20,1	38,8	11,7	29,3
.Monnaie (M1)	1 803,1	2 048,0	2 976,7	3 303,3	4 464,4	26,1	13,6	45,3	11,0	35,2
-Circulation fiduciaire hors banques	433,3	478,8	565,0	634,8	1 045,4	20,4	10,5	18,0	12,3	64,7
-Dépôts à vue	1 369,8	1 569,2	2 411,6	2 668,5	3 419,0	28,0	14,6	53,7	10,7	28,1
.Quasi monnaie	723,4	987,2	1 235,6	1 403,0	1 623,0	23,7	36,5	25,2	13,5	15,7
ii) Dépôts en devises des résidents	207,3	254,7	300,2	592,3	596,1	10,2	22,9	17,9	97,3	0,6
II. Autres ressources	524,2	695,4	869,8	973,0	1 240,5	25,3	32,7	25,1	11,9	27,5

Source : BRB

II.4.1.1. Masse monétaire et ses contreparties

La masse monétaire M3 est passée de 5 298,5 Mrds de BIF à 6 683,6 Mrds de BIF en 2024, accélérant sa croissance (+26,1%) par rapport à l'année précédente (+17,4%). Cette croissance a principalement résulté de l'augmentation de l'agrégat monétaire M1 (35,2% contre 11,0%), qui s'est fixé à 4 464,4 Mrds de BIF contre 3 303,3 Mrds de BIF à fin décembre 2023. L'agrégat monétaire M2 s'est établi à 6 087,5 Mrds de BIF contre 4 706,3 Mrds de BIF l'année précédente. La part des disponibilités monétaires (M1) dans M3 a augmenté (66,8% contre 62,3% l'année précédente) au détriment des dépôts à terme et d'épargne (24,3% contre 26,5%) et des dépôts en devises des résidents (8,9% contre 11,2%).

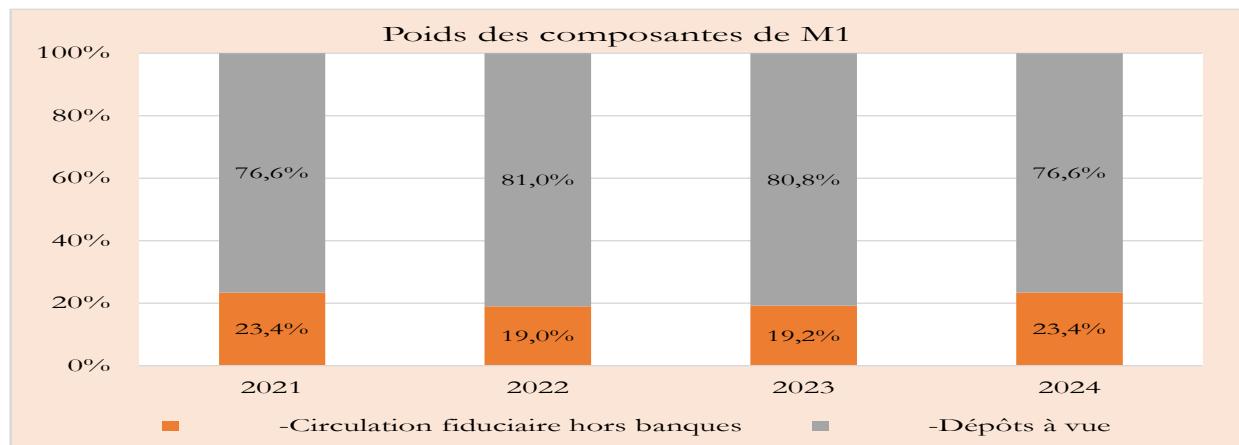
a. Circulation fiduciaire hors institutions de dépôt

La circulation fiduciaire hors banques s'est accrue de 64,7% contre 12,3% en 2023. Elle est passée de 634,8 Mrds de BIF à 1 045,4 Mrds de BIF à fin décembre 2024. Ainsi, la part de la circulation fiduciaire hors institutions de dépôt dans l'agrégat M1 a augmenté, se fixant à 23,4% contre 19,2% un an avant.

b. Dépôts à vue

La croissance des dépôts à vue s'est accélérée, passant de 10,7% en 2023 à 28,1% en 2024. Toutefois, leur part dans M1 a diminué sur les deux années consécutives, se fixant à 76,6% contre 80,8% à fin 2023.

4 Situation consolidée de la BRB et des Autres Institutions de dépôts

Graphique 8 : Composition de la masse monétaire M1

Source : BRB

La ventilation des dépôts à vue par catégorie de détenteurs fait ressortir une reprise de la croissance pour les dépôts des autres sociétés non financières (29,2% contre -1,7% en 2023) et les dépôts classés dans les autres comptes ont

accéléré leur croissance (44,5% contre 15,4%) de même que ceux des sociétés non financières publiques (58,3% contre 53,1%). En revanche, les dépôts des ménages ont décéléré leur croissance (19,4% contre 26,5%).

Tableau 36 : Dépôts à vue par détenteur à fin d'année (en Mrds de BIF)

	Année					Croissance annuelle (en %)		poids (en % du total)	
	2020	2021	2022	2023	2024	2023	2024	2023	2024
Ménages	629,9	726,3	981,0	1 241,3	1 482,6	26,5	19,4	46,5	43,4
Autres sociétés non financières	597,2	653,9	1 055,5	1 037,1	1 339,7	-1,7	29,2	38,9	39,2
Sociétés non financières publiques	28,3	53,3	118,8	181,9	288,0	53,1	58,3	6,8	8,4
Administrations locales	1,6	8,0	73,6	5,3	22,4	-92,8	323,0	0,2	0,7
Etablissements financiers	7,5	4,2	14,5	8,7	6,0	-40,1	-30,6	0,3	0,2
Autres comptes	105,2	123,5	168,2	194,1	280,4	15,4	44,5	7,3	8,2
TOTAL	1 369,8	1 569,2	2 411,6	2 668,5	3 419,0	10,7	28,1	100,0	100,0

Source : BRB

Les dépôts des ménages et des autres sociétés non financières représentent 82,5% du total des dépôts à vue en 2024 contre 85,4% en 2023. La part des dépôts des ménages a baissé de 3,0 points de pourcentage, se fixant à 43,4% contre 46,4%, tandis que celle des autres sociétés non financières a légèrement augmenté (39,2% contre 38,9%).

Les dépôts des sociétés non financières publiques occupent 8,4% contre 6,8% en 2023, les parts des autres catégories demeurant marginales.

c. Dépôts à terme et d'épargne

Les dépôts à terme et d'épargne en BIF se sont accrus de 15,7% en 2024 contre 13,5% en 2023, au moment où leur poids dans la masse monétaire M3 a baissé à 24,3% contre 26,5% l'année précédente. Ils se sont établis à 1 623,0 Mrds de BIF contre 1 403,0 Mrds de BIF à fin décembre 2023. Cette évolution reflète principalement la croissance des dépôts des ménages (15,3% contre 31,6%), des dépôts des autres sociétés non financières (9,0% contre

Activité économique et financière au Burundi

0,2%), des dépôts classés dans les autres comptes (28,6% contre 9,6%) ainsi que l'accumulation des dépôts des sociétés non financières publiques qui

sont passés de 2,0 Mrds de BIF à 29,6 Mrds de BIF de fin décembre 2023 à fin décembre 2024.

Tableau 37 : Dépôts à terme et d'épargne par détenteur à fin d'année (en Mrds de BIF)

	Année					Croissance annuelle (en %)		Poids (en % du total)	
	2020	2021	2022	2023	2024	2023	2024	2023	2024
Ménages	304,5	425,2	491,4	646,7	745,7	31,6	15,3	46,1	45,9
Autres sociétés non financières	326,4	448,3	619,8	621,4	677,3	0,2	9,0	44,3	41,7
Sociétés non financières publiques	7,8	6,3	3,8	2,0	29,6	-47,7	1 387,7	0,1	1,8
Administrations locales	0,1	0,2	0,3	1,2	0,9	315,0	-23,3	0,1	0,1
Etablissements financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres comptes	84,6	107,2	120,3	131,8	169,5	9,6	28,6	9,4	10,4
TOTAL	723,4	987,2	1 235,6	1 403,0	1 623,0	13,5	15,7	100,0	100,0

Source: BRB

En termes de poids dans le total des dépôts à terme et d'épargne, la part des dépôts des ménages (45,9% contre 46,1%) et celle des dépôts des autres sociétés non financières en BIF (1,8% contre 2,0%) ont diminué en 2024 par rapport à l'année précédente. Par contre, la part des dépôts classés dans les autres comptes a augmenté (10,4% contre 9,4%) et les parts des autres catégories demeurent inférieures à 2%.

d. Dépôts en devises des résidents

Après l'augmentation de 97,3% des dépôts en devises des résidents en 2023, ils se sont

presque stabilisés en 2024 (+0,6%), passant de 592,3 Mrds de BIF à 596,1 Mrds de BIF. L'augmentation constatée en 2023 était, en partie, due aux mesures prises dans le cadre des réformes de stabilisation du marché de change. S'agissant de leurs composantes, les dépôts en devises des ménages ont baissé de 27,9%, après leur hausse de 158,0% en 2023, ceux des autres sociétés non financières se sont fortement accrus par rapport à l'année précédente (72,2% contre 18,5%) tandis que ceux classés dans les autres comptes ont légèrement décéléré leur croissance (46,3% contre 48,7%).

Tableau 38 : Dépôts en devises par détenteur à fin d'année (en Mrds de BIF)

	Stock de fin de période					Croissance annuelle (en %)		Poids (en % du total)	
	2020	2021	2022	2023	2024	2023	2024	2023	2024
Ménages	110,1	146,7	156,0	402,5	290,4	158,0	-27,9	68,0	48,7
Autres sociétés non financières	56,0	68,3	91,9	108,9	187,5	18,5	72,2	18,4	31,5
Sociétés non financières publiques	1,7	1,5	0,6	4,0	5,8	599,0	43,9	0,7	1,0
Administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	200,0	257,1	0,0	0,0
Etablissements financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres comptes	39,5	38,2	51,7	76,9	112,5	48,7	46,3	13,0	18,9
TOTAL	207,3	254,7	300,2	592,3	596,1	97,3	0,6	100,0	100,0

Source: BRB

Le poids des dépôts des ménages dans le total des dépôts en devises des résidents a diminué, passant de 68,0% à 48,7% en 2024 tandis que les poids des dépôts des autres sociétés non

financières (31,5% contre 18,4%) et des dépôts classés dans les autres comptes (18,9% contre 13,0%) ont augmenté.

II.4.1.2. Contreparties de la masse monétaire

a) Avoirs extérieurs nets

Les avoirs extérieurs nets des institutions de dépôts ont baissé de 33,2% en 2024 contre une baisse de 94,9% l'année précédente, passant de -1 095,1 Mrds de BIF à -1 459,0 Mrds de BIF. Cette baisse modérée est principalement en liaison avec l'évolution des avoirs extérieurs nets de la BRB. En effet, les avoirs extérieurs bruts de la BRB ont augmenté (+246,1 Mrds de BIF

contre une diminution de 105,5 Mrds de BIF en 2023) tandis que le rythme d'augmentation de ses engagements extérieurs a décéléré (+141,7 Mrds de BIF contre +295,1 Mrds de BIF), d'une année à l'autre. Du côté des autres institutions de dépôts, les engagements extérieurs ont fortement augmenté (+547,0 Mrds de BIF contre +289,6 Mrds de BIF) et les avoirs extérieurs bruts ont faiblement augmenté (+78,6 contre +156,7 Mrds de BIF) en comparaison avec l'année 2023.

Tableau 39 : Avoirs et engagements extérieurs à fin d'année

	2020	2021	2022	2023	2024	Variation annuelle en %	
						2023	2024
Avoirs extérieurs nets (en Mrds de BIF)	-205,0	-322,4	-561,9	-1 095,1	-1 459,0	-94,9	-33,2
Avoirs extérieurs bruts (en Mrds de BIF)	446,6	778,5	616,2	667,4	992,1	8,3	48,6
BRB	250,9	593,2	427,9	322,4	568,5	-24,7	76,3
- dont réserves officielles (en MUSD)	94,3	266,6	176,2	94,3	191,3	-46,4	102,8
Banques commerciales	195,8	185,3	188,3	345,0	423,6	83,2	22,8
Engagements extérieurs (en Mrds de BIF)	651,7	1 100,9	1 178,1	1 762,4	2 451,1	49,6	39,1
BRB	344,0	734,6	680,0	975,0	1 116,7	43,4	14,5
Banques commerciales	307,7	366,3	497,8	787,4	1 334,4	58,2	69,5
Taux de change (fin de période)	1 946,4	2 006,1	2 063,5	2 856,1	2 915,0	38,4	2,1
Réserves en mois d'importations de biens et services	1,1	3,2	1,8	0,8	1,6		

Source : BRB

Exprimées en dollars américains, les réserves officielles de change ont plus que doublé (+102,8%) contre une baisse de 46,4% en 2023, s'établissant à 191,3 MUSD en 2024. En termes de mois d'importations de biens et services, ces réserves couvrent 1,6 mois à fin décembre 2024, contre 0,8 mois l'année précédente.

b) Avoirs intérieurs nets

Les avoirs intérieurs nets se sont accrus de 27,4% au cours de l'année 2024, après une croissance

de 26,0% en 2023, en liaison avec l'accélération du rythme de croissance des créances nettes sur l'administration centrale (28,6% contre 15,1%), la croissance des créances sur l'économie ayant décéléré son rythme (26,5% contre 30,5%). Au contraire, les autres postes nets ont baissé davantage en 2024 par rapport à 2023 (-27,5% contre -11,9%).

Tableau 40 : Evolution des avoirs intérieurs nets à fin d'année

	Stock de fin de période (en Mrds de BIF)					Croissance annuelle en %			
	2020	2021	2022	2023	2024	2021	2022	2023	2024
AVOIRS INTERIERS NETS (1+2)	2 938,9	3 612,3	5 074,4	6 393,6	8 142,6	22,9	40,5	26,0	27,4
1. CREDIT INTERIEUR (a+b)	3 463,0	4 307,0	5 944,2	7 366,6	9 383,1	24,4	38,0	23,9	27,4
a) Créances nettes sur l'Etat	2 025,8	1 930,8	2 532,8	2 915,6	3 750,8	-4,7	31,2	15,1	28,6
BRB	410,6	152,2	689,6	924,0	1 805,6	-62,9	353,0	34,0	95,4
Banques commerciales	1 598,6	1 764,6	1 825,5	1 969,1	1 914,4	10,4	3,5	7,9	-2,8
Autres	16,6	14,0	17,6	22,4	30,8	-15,8	26,2	27,1	37,4
b) Créances sur l'économie	1 437,3	2 376,2	3 411,5	4 451,1	5 632,3	65,3	43,6	30,5	26,5
Crédit	1 397,8	2 334,3	3 381,0	4 369,4	5 560,4	67,0	44,8	29,2	27,3
Autres créances	39,5	42,0	30,4	81,7	71,9	6,3	-27,4	168,4	-12,0
2. AUTRES POSTES NETS	-524,2	-694,7	-869,8	-973,0	-1 240,5	-32,5	-25,2	-11,9	-27,5

Source : BRB

• Créances nettes sur l'Etat

D'une année à l'autre, l'endettement net de l'Etat s'est établi à 3 750,8 Mrds de BIF en 2024 contre 2 915,6 Mrds de BIF en 2023, représentant 40,0% du crédit intérieur contre 39,6% en 2023. L'endettement net de l'Etat envers la BRB a augmenté de 95,4% en 2024, après une hausse de 34,0% une année avant, représentant 48,1% contre 31,7% du total des créances nettes sur l'Etat, suite principalement à l'accroissement des avances à l'Etat. En revanche, l'endettement net de l'Etat envers les banques commerciales a baissé de 2,8% contre une augmentation de 7,9% en 2023.

• Créances sur l'économie

Les créances sur l'économie ont augmenté de 26,5% contre 30,5% à fin décembre 2023, s'établissant à 5 632,3 Mrds de BIF contre 4 451,1 Mrds de BIF. Les créances sur l'économie sont composées de plus de 98% des crédits au secteur privé, le reste étant des créances sur les sociétés à participation publique et sur les administrations locales.

II.4.1.2. Liquidité de l'économie

A la fin de l'année 2024, la liquidité de l'économie s'est accrue de 24,3% après la croissance de 17,5% en 2023, passant de 5 570,6 Mrds de BIF à 6 925,0 Mrds de BIF. Cette accélération de la croissance a porté sur la liquidité active (29,7% contre 18,4%) à travers les billets et pièces en circulation hors du secteur financier (64,7% contre 12,3%) et les dépôts à vue en BIF auprès des institutions de dépôts (28,1% contre 10,7%).

En moyenne annuelle, la liquidité de l'économie a augmenté de 19,8% en 2024, après la baisse de 5,2% en 2023, en relation avec la croissance de la liquidité active (24,6% contre une diminution de 18,5% en 2023).

Tableau 41 : Composantes de la liquidité de l'économie (en Mrds de BIF)

	2020	2021	2022	2023	2024	2023	2024
	Valeur à la fin de la période (en Mrds de BIF)					Croissance annuelle (en %)	
I. Liquidité active	1 997,1	2 285,5	3 247,7	3 844,6	4 988,2	18,4	29,7
Billets et pièces en circulation hors du secteur financier	433,2	478,7	564,9	634,7	1 045,3	12,3	64,7
Dépôts à vue en BIF auprès des institutions de dépôt	1 369,8	1 569,2	2 411,6	2 668,5	3 419,0	10,7	28,1
Dépôts à vue en devises des résidents	194,0	237,6	271,2	541,4	523,8	99,7	-3,3
II. Liquidité passive	1 065,9	1 244,1	1 491,4	1 726,1	1 936,8	15,7	12,2
Dépôts à terme et d'épargne en BIF auprès des institutions de dépôts	723,4	987,2	1 235,6	1 403,0	1 623,0	13,5	15,7
Titres du Trésor détenus par le secteur non financiers	187,8	227,5	188,5	214,1	170,2	13,6	-20,5
Placements auprès des autres sociétés financières	141,5	12,3	38,2	58,1	71,3	52,1	22,7
Dépôts à terme en devises des résidents	13,3	17,1	29,1	50,8	72,3	74,9	42,2
Total (I+II)	3 063,0	3 529,6	4 739,1	5 570,7	6 925,0	17,5	24,3
Moyenne annuelle					Croissance annuelle (en %)		
I. Liquidité active	1 746,2	2 211,0	2 782,0	2 267,3	2 824,8	-18,5	24,6
Billets et pièces en circulation hors du secteur financier	372,1	437,0	497,4	568,9	801,6	14,4	40,9
Dépôts à vue en BIF auprès des institutions de dépôt	1 187,0	1 559,8	2 021,9	1 313,5	1 513,1	-35,0	15,2
Dépôts à vue en devises des résidents	187,1	214,2	262,7	384,9	510,1	46,5	32,5
II. Liquidité passive	982,3	1 182,1	1 321,8	1 624,2	1 837,9	22,9	13,2
Dépôts à terme et d'épargne en BIF auprès des institutions de dépôts	659,9	851,7	1 073,2	1 313,5	1 513,1	22,4	15,2
Titres du Trésor détenus par le secteur non financiers	184,6	203,9	203,8	201,2	190,9	-1,3	-5,1
Placements auprès des autres sociétés financières	121,8	109,4	23,2	51,3	70,3	121,2	37,1
Dépôts à terme en devises des résidents	16,0	17,1	21,6	58,1	63,6	169,6	9,4
Total (I+II)	2 728,4	3 393,1	4 103,7	3 891,5	4 662,7	-5,2	19,8

Source : BRB

Rapportée au PIB, la liquidité de l'économie a baissé d'une année à l'autre, se fixant à 34,0% contre 35,3% en 2023. Au contraire, le taux de

liquidité de l'économie dans la Dépense Intérieure Brute (DIB) a augmenté à 28,6% contre 28,0% en 2023.

Tableau 42 : Taux de liquidité de l'économie

	2020 (p)	2021 (p)	2022 (p)	2023 (p)	2024 (p)
Liquidité de l'économie (Mrds de BIF, moyenne)	2 728,4	3 393,1	4 103,7	3 891,5	4 662,7
PIB au prix du marché (en Mrds de BIF)	6 602,0	7 587,2	8 952,7	11 022,6	13 722,6
Rapport liquidités/PIB (en %)	41,3	44,7	45,8	35,3	34,0
Dépense intérieure brute (DIB) (1)	7 987,7	9 537,2	11 393,8	13 914,5	16 327,1
Rapport liquidités/DIB (en %)	34,2	35,6	36,0	28,0	28,6
Exportations de biens et services (Mrds de BIF)	575,3	585,9	700,4	1 018,9	1 448,8
Importations de biens et services (Mrds de BIF)	1 961,0	2 535,9	3 141,6	3 910,8	4 053,4

(1) PIB + importations de biens et services - exportations de biens et services

p: provisoire

Source : BRB

II.4.2. Crédit

a. Ventilation des crédits par terme

L'encours des crédits s'est accru de 26,6% en 2024, traduisant une légère décélération par rapport à sa croissance de 27,7% l'année précédente. Il est passé de 4 443,4 à 5 625,2 Mrds de BIF d'une fin d'année à l'autre. Cette augmentation des crédits a principalement porté sur les crédits de « trésorerie et créances commerciales » qui ont augmenté de

823,6 Mrds de BIF en 2024 contre une hausse de 434,4 Mrds de BIF en 2023. Au contraire, les crédits à moyen terme ont faiblement augmenté en 2024 par rapport à l'année précédente (+239,6 Mrds de BIF contre +319,3 Mrds de BIF), de même que ceux à long terme (+100,9 Mrds de BIF contre +257,1 Mrds de BIF).

Activité économique et financière au Burundi

L'encours des engagements par signature a décéléré au cours de l'année 2024. Il s'est accru de 7,2% contre 61,8% en 2023, pour s'élever à 393,1 Mrds de BIF à fin décembre 2024. Les

crédits à change non couverts ont baissé (-1,4% contre +100%) tandis que les avals et cautions ont décéléré (+13,6% contre +41,4%).

Tableau 43: Encours des crédits à l'économie (en Mrds de BIF)

	2022 (P)		2023 (P)		2024 (P)		Variation en %	
	Fin d'année	Encours moyen	Fin d'année	Encours moyen	Fin d'année	Encours moyen	2023	2024
I. ENCOURS DE CREDITS	3 479,9	2 974,3	4 443,4	3 947,6	5 625,2	5 027,8	27,7	26,6
a) Crédits à court terme	1 883,9	1 666,6	2 271,1	2 136,6	3 112,3	2 625,9	20,6	37,0
-Importation après expédition	30,9	27,6	18,8	23,1	16,3	17,5	-39,0	-13,3
-Trésorerie et créances commerciales	1 791,4	1 590,7	2 225,8	2 068,4	3 049,3	2 568,8	24,3	37,0
-Exportation	61,6	48,2	26,5	45,0	46,6	39,6	-57,0	76,2
b) Crédits à moyen terme	565,4	542,5	884,6	646,9	1 124,2	1 063,5	56,5	27,1
-Habitat	52,5	43,2	70,3	63,9	88,6	78,1	33,9	26,0
-Equipement	512,9	499,3	814,3	583,0	1 035,6	985,4	58,8	27,2
c) Crédits à long terme	1 030,7	765,2	1 287,7	1 164,1	1 388,7	1 338,4	24,9	7,8
-Habitat	318,0	300,9	400,2	364,2	469,7	436,0	25,8	17,4
-Equipement	712,7	464,3	887,6	799,9	919,0	902,4	24,5	3,5
II. ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE	226,7	196,0	366,8	263,4	393,1	477,6	61,8	7,2
a) Crédits à change non couvert	79,0	76,1	157,9	93,8	155,8	186,3	100,0	-1,4
b) Avals et cautions	147,7	119,9	208,9	169,6	237,3	291,2	41,4	13,6
TOTAL DES RISQUES	3 706,6	3 170,2	4 810,2	4 211,0	6 018,3	5 505,4	29,8	25,1

Source : BRB

L'encours des crédits à court terme s'est établi à 2 656,8 Mrds de BIF contre 2 271,1 Mrds de BIF en 2023 et domine le total crédit à 51,4% à fin décembre 2024 contre 51,1% du total crédit à fin d'année 2023. Les crédits pour les importations ont continué à baisser bien que le rythme ait ralenti par rapport à l'année 2023 (-13,3% contre -39,0%) tandis qu'il s'est observé une reprise des crédits pour les exportations (+76,2% après -57,0% en 2023). Les crédits de trésorerie et les créances commerciales se sont accrus de 16,5% contre 24,3% l'année précédente.

Les crédits à moyen terme ont décéléré le rythme de croissance à 27,1% en 2024 contre 56,5% à

la période correspondante de 2023, passant de 884,6 Mrds de BIF à 1 124,2 Mrds de BIF en 2024. Cette décélération se manifeste dans les crédits à l'équipement (27,2% contre 58,8%) comme dans les crédits à l'habitat (26,0% contre 33,9%) et serait liée, en partie, à la suspension des refinancements dans ces secteurs dans le cadre des refinancements des secteurs porteurs de croissance.

De même, les crédits à long terme ont décéléré, d'une année à l'autre, augmentant de 7,8% contre 24,9% en 2023, que ce soit pour les crédits à l'équipement (3,5% contre 24,5%) que pour les crédits à l'habitat (17,4% contre 25,8%).

Comparés au total de l'encours de crédits, les crédits à moyen terme représentent 21,7% contre 19,9% en 2023 et ceux à long terme occupent 26,9% à fin décembre 2024 contre 29,0% à fin décembre 2023.

b. Ventilation des crédits par branche d'activité

L'analyse par branche d'activités montre que la croissance de l'encours des crédits alloués au commerce (23,4% contre 35,3%) et celle de l'encours des crédits divers (10,1% contre 52,9%) ont décéléré, d'une année à l'autre. Par rapport à l'encours total du crédit, la branche commerce a

gardé la première place avec un poids de 33,5% sur les deux années successives, suivi des crédits divers (25,6% contre 28,7%).

Le poids et la croissance annuelle du crédit alloué à l'habitat et autres constructions ont augmenté, passant de 15,5% à 16,1% et de 5,0% à 28,4%, respectivement, d'une année à l'autre. Au contraire, le crédit alloué à l'agriculture a décéléré sa croissance annuelle en 2024 par rapport à l'année précédente (34,9% contre 98,1%) bien que son poids ait augmenté dans le total de l'encours des crédits (15,0% contre 13,7%).

Tableau 44 : Crédits par branche d'activité à fin d'année (en MBIF)

	Année					Croissance annuelle (en %)		Poids (en % du total)	
	2020	2021	2022	2023	2024	2023	2024	2023	2024
Commerce	387,5	614,5	928,5	1 256,6	1 550,4	35,3	23,4	33,5	33,5
Café	9,9	7,6	104,0	16,8	35,2	-83,8	109,4	0,4	0,8
Habitat et autres constructions	264,3	434,3	551,5	579,1	743,6	5,0	28,4	15,5	16,1
Industrie	104,5	170,2	258,3	251,0	352,1	-2,8	40,3	6,7	7,6
Agriculture	23,2	142,7	259,9	514,8	694,6	98,1	34,9	13,7	15,0
Hôtellerie et Tourisme	25,2	27,9	40,2	52,3	59,0	30,0	12,8	1,4	1,3
Artisanat	1,1	6,1	4,4	2,7	4,8	-40,4	80,0	0,1	0,1
Divers	495,4	592,5	702,6	1 074,4	1 182,6	52,9	10,1	28,7	25,6
TOTAL	1 311,1	1 995,9	2 849,3	3 747,6	4 622,3	31,5	23,3	100,0	100,0

Source : BRB

L'encours des crédits alloués à l'industrie a repris la croissance (40,3%) après son recul (-2,8%) en 2023. Ainsi, son poids s'est légèrement relevé à 7,6% du total crédits contre 6,7% l'année précédente. L'encours des crédits alloués à la campagne café, à l'hôtellerie et tourisme et à l'artisanat est resté faible à 0,8%, 1,3% et 0,1% du

total, respectivement. Le crédit pour campagne café a repris la croissance (109,4% contre -83,8%) de même que le crédit pour artisanat (80,0% contre -40,4%), tandis que l'encours crédits pour hôtellerie et tourisme a décéléré (12,8% contre 30,0%).

II.4.3. Taux d'intérêts

- Taux d'intérêt du marché monétaire**

Comparé à fin décembre 2023, la BRB a augmenté le taux directeur en mars 2024, de 10% à 12%, et l'a maintenu à ce niveau tout au long de l'année 2024. Le taux de facilité de prêt marginal, qui est indexé au taux directeur par majoration de 2 points de pourcentage, a, par conséquent, augmenté à 14%. Le taux de refinancement spécial des secteurs porteurs de croissance est resté fixé à 2% en 2024.

Le taux moyen pondéré des opérations du marché interbancaire a baissé, se fixant à 4,16% en décembre 2024 contre 7,02% en décembre 2023. Toutefois, ce taux avait progressivement augmenté au premier semestre 2024 jusqu'à atteindre 10,29% en juillet 2024. Ainsi, en moyenne annuelle, le taux interbancaire s'est établi à 7,76% en 2024 contre 4,41% en 2023.

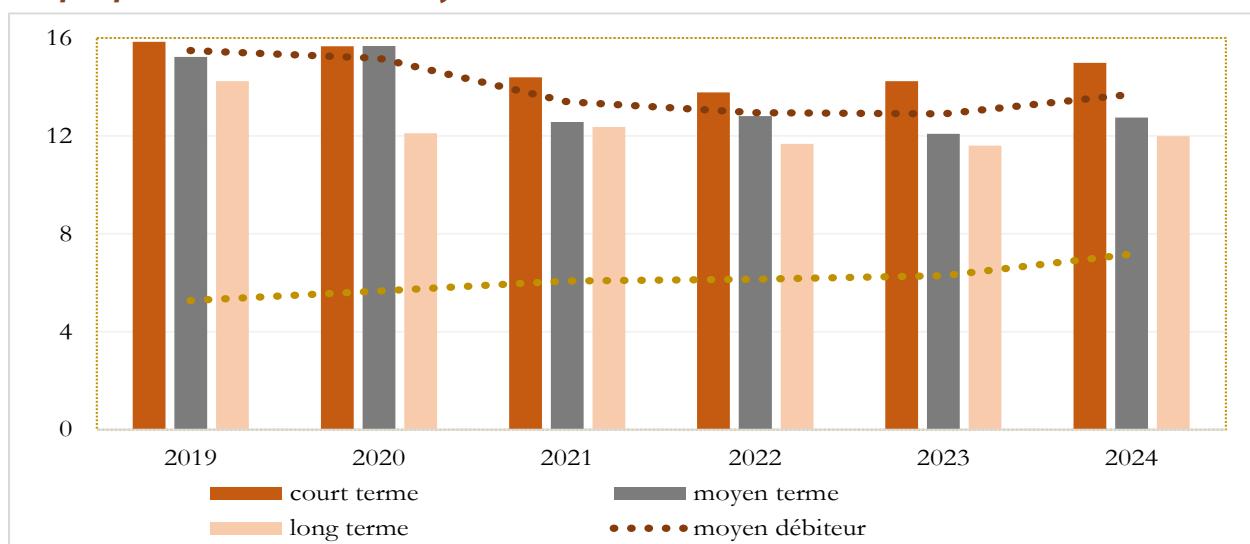
- Taux d'intérêt du secteur bancaire**

Le taux d'intérêt moyen pondéré débiteur sur l'encours des crédits appliqué par les banques commerciales a augmenté en moyenne annuelle en 2024, se fixant à 13,34% contre 12,91% en 2023. De même, à la fin de période, ce taux a augmenté à 13,70% à fin décembre 2024 contre 12,90% à fin décembre 2023.

D'une fin d'année à l'autre, la hausse du taux débiteur (sur encours) a concerné toutes les échéances, à savoir les crédits à court terme (14,99% contre 14,24%), à moyen terme (12,75% contre 12,09%) et à long terme (11,99% contre 11,60%).

De même, le taux d'intérêt moyen débiteur sur les crédits distribués en 2024 a augmenté, en moyenne annuelle, se fixant à 14,45% contre 13,45% pour les crédits distribués en 2023.

Graphique 9 : Taux d'intérêt moyens débiteurs



Source : BRB

Concernant la rémunération des dépôts, le taux d'intérêt moyen pondéré créditeur a augmenté en moyenne annuelle, passant de 5,99% en 2023 à 6,75% en 2024. Cette hausse a concerné les taux

de rémunération des dépôts à vue (4,80% contre 3,68%) et des dépôts à terme (6,87% contre 6,31%), d'une année à l'autre. Le taux créditeur des comptes sur livret a toutefois baissé à 5,13%

contre 5,18%, l'année précédente. De même, par rapport à fin décembre 2023, le taux créditeur a augmenté pour les dépôts à vue (4,99% contre 3,88%) et les dépôts à terme (7,27% contre 6,56%) tandis qu'il a baissé pour les comptes sur livret (5,06% contre 5,16%).

II.5. Activités du secteur bancaire

II.5.1. Ressources et emplois

Le bilan agrégé du secteur bancaire s'est accru de 15,7% à fin décembre 2024, s'établissant à 9 148,9 Mrds de BIF contre 7 908,4 Mrds de BIF à fin décembre 2023.

Tableau 45 : Evolution des ressources et emplois du secteur bancaire (en MBIF)

	2020	2021	2022	2023	2024	2024/2023
Dépôts de la clientèle	2 352 382,9	2 817 693,1	3 874 739,0	4 593 624,3	5 222 330,1	13,7
Refinancement auprès de BRB	299 090,5	530 833,2	557 316,7	605 389,1	494 828,1	-18,3
Banques et Etablissements Financiers	273 457,5	428 857,4	571 108,5	1 046 658,1	1 713 372,8	63,7
Autres	970 320,3	1 156 261,8	1 459 223,3	1 662 785,7	1 718 429,6	3,3
RESSOURCES=EMPLOIS	3 894 251,2	4 933 645,5	6 462 387,3	7 908 457,2	9 148 960,6	15,7
Caisse	87 473,4	88 833,1	114 966,0	105 063,7	125 338,3	19,3
BRB	222 808,9	176 351,2	439 252,2	442 008,5	723 825,6	63,8
Banques et Etablissements Financiers	88 671,7	136 371,8	114 280,8	263 990,2	318 824,1	20,8
Titres du Trésor	1 631 786,6	1 818 696,8	1 996 178,4	2 069 061,4	2 151 559,1	4,0
Crédit à l'économie	1 310 911,8	1 987 312,5	2 846 119,3	3 719 361,6	4 622 914,3	24,3
Autres	552 599,0	726 080,1	1 065 871,6	1 308 971,8	1 206 499,1	-7,8

Source : BRB

✓ Ressources

Les dépôts de la clientèle se sont accrus de 13,7% en 2024, se fixant à 5 222,3 Mrds de BIF contre 4 593,6 Mrds de BIF à fin 2023. Les opérations de refinancements auprès de la BRB ont connu une baisse de 18,3%, s'établissant à 494,8 Mrds de BIF contre 605,4 Mrds de BIF en 2023. Toutefois, la proportion des dépôts de la clientèle dans les ressources totales a légèrement diminué de 1,0 point de pourcentage, se fixant à 57,1% contre 58,1%. De même, la proportion des refinancements a diminué de 2,2 points de pourcentage, passant de 7,7% à 5,4% à fin décembre 2024.

✓ Emplois

Les principaux emplois du secteur bancaire sont principalement constitués du crédit à l'économie et des investissements en titres du Trésor. Le crédit à l'économie s'est accru de 24,3% à fin décembre 2024, atteignant 4 622,9 Mrds de BIF contre 3 719,4 Mrds de BIF à fin décembre 2023. De même, la part du crédit à l'économie dans les emplois du secteur a augmenté de 3,5 points de pourcentage, passant de 47,0% à 50,5% d'une année à l'autre.

Le montant des investissements en titres du Trésor a augmenté de 4,0% en 2024, s'élevant à 2 151,9 Mrds de BIF contre 2 069,1 Mrds de BIF en 2023. Néanmoins, la part des titres du Trésor dans l'actif a baissé de 2,6 points de pourcentage, se fixant à 20,7% contre 23,3% en 2023.

II.5.2. Solidité financière du secteur bancaire

Les principaux indicateurs du secteur bancaire sont restés stables à fin décembre 2024 par rapport à la période correspondante de 2023.

✓ Adéquation des fonds propres du secteur bancaire

Le niveau des fonds propres du secteur bancaire s'est amélioré en 2024. En effet, les fonds propres de base se sont accrus de 18,0% à fin décembre

2024, atteignant 985,8 Mrds de BIF contre 835,7 Mrds de BIF à fin décembre 2023. Le ratio de solvabilité de base a reculé de 0,7 point de pourcentage, passant de 17,8% à 17,1%. De même, le ratio de solvabilité globale a légèrement baissé à 18,6% contre 19,3% l'année précédente. Néanmoins, le ratio de levier a légèrement augmenté, s'établissant à 10,8% contre 10,6% en 2023, la norme réglementaire plancher étant de 5,0%.

Tableau 46 : Principaux indicateurs de solidité financière du secteur bancaire

	2020	2021	2022	2023	2024
I. Structure et évolution des actifs					
Actifs liquides/ Total actifs (en %)	52,1	44,9	48,4	42,8	41,8
Crédits nets/ Total actifs nets (en %)	33,7	42	44,8	58,2	51,1
II. Structure et évolution des ressources					
Dépôts de la clientèle (en %)	60,4	57,1	60,0	58,1	57,1
Refinancement auprès B.R.B. (en %)	7,5	10,8	8,6	7,7	3,1
Banques & Etablissements Financiers (en %)	7,0	8,6	8,8	13,2	16,3
III. Adéquation des fonds propres					
Fonds propres de base nets (en Mrds de BIF)	428,7	555,7	694,6	835,7	985,8
Fonds propres globaux (en Mrds de BIF)	460,4	594,6	761,0	909,1	1 071,3
Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	20,8	21,5	18,7	17,8	17,1
Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	22,4	23,0	20,4	19,3	18,6
Ratio de levier (norme 5%)	11,0	11,3	10,7	10,6	10,8
IV. Qualité et concentration des crédits					
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	33,7	40,2	44,0	47,0	50,5
Taux des prêts non performants	5,3	3,4	2,7	3,3	3,7
Taux d'impayés	10,7	9,1	7,3	11,6	11,0
V. Liquidité					
Coefficient de liquidité en BIF	213,5	192,8	169,2	173,8	171,5
Coefficient de liquidité en devises	172,4	135,5	161,5	115,4	212,0
Total crédits/total dépôts	55,8	70,8	73,5	81,0	88,5
Ressources Stables/Emplois Immobilisés	106,7	101,0	86,3	104,9	114,2
VI. Rentabilité et performance					
Résultat net de l'exercice (en Mrds de BIF)	141,1	166,6	154,7	161,5	204,6
Produit Net Bancaire (en Mrds de BIF)	293,5	331,1	406,0	476,6	592,8
Rentabilité des Fonds propres (en %)	30,6	28,0	20,3	17,8	19,1
Rentabilité des Actifs (en %)	3,6	3,4	2,4	2,0	2,2

Source : BRB

✓ **Qualité du portefeuille crédits et rentabilité du secteur bancaire**

La qualité du portefeuille crédits du secteur bancaire s'est légèrement détériorée à fin décembre 2024 par rapport à la fin de l'année précédente. Le taux de détérioration du portefeuille s'est établi à 3,7% contre 3,3% à fin décembre 2023. En conséquence, le taux de provisionnement des créances non performantes a légèrement augmenté, se fixant à 62,1% contre 56,0% à fin décembre 2023.

Le Produit Net Bancaire (PNB) s'est accru de 24,4% à fin 2024, se fixant à 592,8 Mrds de BIF contre 476,6 Mrds de BIF à fin décembre 2023. De même, le Résultat Net a augmenté de 26,7%, atteignant 204,6 Mrds de BIF contre 161,5 Mrds de BIF à fin décembre 2023. Les rendements des actifs (ROA) et des fonds propres (ROE) ont augmenté, pour s'établir respectivement à 2,2% et 19,1% à fin décembre 2024 contre 2,0% et 17,8% à fin décembre 2023.

II.6. Activités du secteur de la microfinance

II.6.1. Ressources et emplois

Le bilan agrégé du secteur de la microfinance a augmenté de 34,9% à fin décembre 2024, s'établissant à 1 534,6 Mrds de BIF contre 1 137,5 Mrds de BIF l'année précédente. Du côté du passif, cet accroissement a principalement porté sur les dépôts (+46,6%) qui se sont établis à 948,3 Mrds de BIF contre 646,9 Mrds de BIF l'année précédente. Par conséquent, la part de ces derniers dans le total des ressources a augmenté, passant de 56,9% à 61,7% en 2024. Au niveau de l'actif, l'augmentation des emplois a porté essentiellement sur les crédits qui ont progressé de 30,6%, passant de 738,9 Mrds de BIF à 964,8 Mrds de BIF.

Tableau 47 : Ressources et emplois (en MBIF)

BILAN CONSOLIDÉ DES IMF	2022	2023	2024
A. Emplois	948 605,1	1 137 522,8	1 534 638,9
1. Liquidité	226 656,5	256 319,4	377 052,6
10 .Caisse	36 173,1	23 314,3	34 212,6
11. Dépôts	190 297,9	232 869,1	342 235,6
12. Valeurs à encaisser	50,0	-	1,3
14. Prêts aux institutions financières	-	-	-
18 - Virement interne	135,6	135,9	603,1
2. OP avec les membres C&B	620 695,9	739 344,1	964 968,4
21. Crédits à l'économie	638 663,7	738 930,5	964 828,4
211. Crédits sains sur ress. non aff.	595 115,8	705 042,8	922 049,3
212. Crédits sains sur ress. aff.	549,2	4 515,0	8 150,9
213. Crédits restr. Ou réech.	-	2 040,5	1 808,6
214. Crédits en souffrance M Brut	42 259,4	53 764,1	62 896,9
29. Provisions des crédits en souff.	18 350,9	26 431,9	30 077,3
26 - Intérêt courus sur crédits	383,1	413,6	140,0
3. Opérations diverses	35 690,8	55 235,6	81 213,2
30. Stock	550,3	704,5	742,1
31. Débiteurs divers	17 557,2	35 302,6	52 968,5
32. Compte de liaison	2 071,2	1 482,2	1 631,9
35. Avances et prêts au pers. et au dir.	11 323,0	14 631,8	17 505,5
36. Comptes de rég. de l'actif	4 189,2	3 114,5	8 365,3
4. Immobilisations nettes	65 561,8	86 623,7	111 356,0
40. Immobilisations financiers	4 299,2	18 615,6	28 346,4
41. Immobilisations en cours	21 915,7	20 033,4	20 906,2
42. Immobilisations incorp.	4 168,1	2 533,0	4 019,0
43. Immobilisations corp.	67 488,7	45 441,7	58 084,4
482. Amm.Immobilisations incorp.	2 506,2	2 603,1	3 057,7
483. Amm.Immobilisations corp.	29 803,8	31 994,9	38 412,8
B. Ressources	948 605,1	1 137 522,8	1 534 638,9
1. Emprunts	206 913,1	256 144,3	246 086,2
13. Emprunt	201 041,8	229 784,1	239 887,2
15. Ressources affectées	5 001,8	4 486,2	4 655,8
16. Subventions reçus non encore util.	825,5	265,4	1 334,2
18 - Virement interne	44,0	1 608,6	208,9
2. Dépôts	513 267,4	646 925,6	948 285,8
22. Dépôts des membres	513 267,4	646 925,6	948 285,8
3. Opérations diverses	23 535,0	39 410,4	83 082,2
32. Compte de liaison	1 971,1	1 536,8	1 310,8
33. Créditeurs divers	15 807,9	31 004,0	69 666,3
37. Comptes de régularisations de passif	5 756,0	6 869,7	12 105,1
5. Fonds propres et assimilés	204 889,6	215 042,4	257 184,8
50. Provisions pour risques	13 341,3	14 629,1	17 092,9
51. Fonds affectés	15 971,7	12 633,0	14 443,0
52. Subventions d'investissement	4 261,3	4 002,7	4 176,3
53. Report à nouveau	15 425,2	15 786,9	13 507,6
54. Réserves	83 444,6	88 646,1	98 600,8
55. Capital	55 700,4	69 155,9	91 124,8
56. Résultat de l'exercice	16 745,1	10 188,7	18 239,4

Source : BRB

II.6.2. Solidité financière du secteur de la microfinance

✓ Qualité du portefeuille crédits

La qualité du portefeuille crédits du secteur de la microfinance s'est légèrement améliorée en 2024. Le taux de détérioration du portefeuille à risque (PAR) à 30 jours s'est établi à 6,3% contre 7,0% en 2023, même si les bonnes pratiques recommandent un taux maximum de 5,0%. Toutefois, les prêts non performants se sont accrus, passant de 53,8 Mrds de BIF à 62,9 Mrds de BIF à fin décembre 2024.

✓ Adéquation des fonds propres

Les fonds propres nets du secteur de la Microfinance se sont améliorés de 19,6% en 2024, se fixant à 257,2 Mrds de BIF contre 215,0 Mrds de BIF. De plus, le résultat net de l'exercice a augmenté de 79,0%, s'établissant à 18,2 Mrds de BIF contre 10,2 Mrds de BIF. La rentabilité des actifs et celle des fonds propres ont également augmenté en 2024, se fixant respectivement à 1,2% et à 7,1% contre 0,9% et 4,7% en 2023.

Tableau 48 : Chiffres clés du secteur de la microfinance

Indicateurs d'activités	Année		Variation en %		
	2022	2023	2024	2023/2022	2024/2023
Nombre des institutions de microfinance (en unités) :					
Nombre de coopératives	46	46	47	0,0	2,2
Nombre de sociétés anonymes	23	29	33	26,1	13,8
Nombre de Groupements Financiers Communautaires	76	84	128	10,5	52,4
Nombre d'Agences et Guichets (en unités)	402	447	487	11,2	8,9
Total Bilan net (en Mrds de BIF)	948,6	1 137,5	1 534,6	19,9	34,9
Encours des crédits (en Mrds de BIF)	620,7	739,3	964,8	19,1	30,5
Crédits en souffrance (en Mrds de BIF)	42,3	53,8	62,9	27,2	17
Provisions (en Mrds de BIF)	18,4	26,4	30,1	44,0	13,8
Immobilisations nettes (en Mrds de BIF)	65,6	86,6	111,4	32,1	28,6
Dépôts du public (en Mrds de BIF)	513,3	646,9	948,3	26,0	46,6
Fonds Propres (en Mrds de BIF)	204,9	215,0	257,2	5,0	19,6
Résultat Net (en Mrds de BIF)	16,7	10,2	18,2	-39,2	79
Rentabilité des actifs (ROA) en %	1,8	0,9	1,2%	-	-
Rentabilité des fonds propres (ROE) en %	8,2	4,7	7,1%	-	-
PAR30 en %	6,6	7,0	6,3%	-	-
Taux de provisionnement en %	43,4	49,2	47,8%	-	-

Source : BRB

ACTIVITES RELATIVES AUX MISSIONS DE LA BANQUE

La Loi n°1/34 du 02 décembre 2008 portant statuts de la Banque de la République du Burundi lui confère, entre autres, la mission de formuler et mettre en œuvre la politique monétaire et de change en vue d'assurer la stabilité des prix comme objectif principal. Sans préjudice à ce dernier, la Banque veille à la stabilité du système financier. Tout en privilégiant les deux objectifs précités, la Banque contribue également à la mise en œuvre des politiques économiques propices à la stabilité macroéconomique et au développement harmonieux du pays.

III.1. Marché monétaire et de change

III.1.1. Conduite de la politique monétaire

La Banque de la République du Burundi a la responsabilité de définir et de mettre en œuvre la politique monétaire et de change. Pour atteindre son objectif principal de stabilité des prix, elle utilise des instruments indirects notamment les appels d'offres de liquidité, la facilité de prêt marginal et les réserves obligatoires.

Au cours de l'année 2024, la Banque de la République du Burundi (BRB) a poursuivi la

politique monétaire restrictive pour contenir les pressions inflationnistes et réduire la pression sur le marché de changes. Elle a augmenté son taux directeur de 200 points de base à partir de mars 2024, de 10% à 12%, et l'a maintenu à ce même niveau jusqu'à fin 2024. Le taux de facilité de prêt marginal (14%) est resté indexé au taux directeur par majoration de 2 points de pourcentage.

Bien plus, la BRB a recadré la politique de refinancement des secteurs porteurs de croissance en reformulant les conventions bilatérales de prêt pour le secteur agropastoral encore éligible à ce refinancement. Elle a également élaboré un avenant à toutes les conventions de refinancement existantes en réduisant leur maturité à 90 jours.

En outre, la Banque Centrale a adopté en mars 2024 un nouvel instrument de politique monétaire à savoir « les titres de la Banque Centrale ». En vue d'opérationnaliser cet instrument de politique monétaire, la BRB a édicté, en date du 16 octobre 2024, le Règlement N°004/2024 relatif aux opérations sur les titres émis par la BRB qui indique notamment les conditions d'émission, les participants et les modalités de souscription.



Déclaration de Politique Monétaire, mars 2024

III.1.2. Opérations du marché monétaire

Aucune opération d'appel d'offres normal de liquidité n'a été enregistrée au cours de l'année 2024 de même qu'au cours de l'année 2023. Cependant, dans le cadre du refinancement dédié aux secteurs porteurs de croissance, l'encours du refinancement était de 458,4 Mrds de BIF à fin décembre 2024 contre 577,7 Mrds de BIF à fin décembre 2023. Ce montant est réparti entre sept (7) établissements de crédit contre huit (8) en 2023 et treize (13) en 2022.

En 2024, les banques commerciales ont continué à recourir à la facilité de prêt marginal pour faire face aux besoins ponctuels de trésorerie. En effet, 69 opérations ont été enregistrées pour un montant total de 910,6 Mrds de BIF contre 102 opérations pour un montant total de 4 165,7 Mrds de BIF l'année précédente. Le montant

moyen par opération est ressorti à 13,2 Mrds de BIF contre 40,8 Mrds de BIF en 2023.

Sur le marché interbancaire, 218 opérations pour un montant total de 2 626,7 Mrds de BIF ont été enregistrées contre 341 opérations pour un montant de 3 698,8 Mrds de BIF au cours de l'année 2023, soit une moyenne par opération de 12,0 Mrds de BIF contre 10,9 Mrds de BIF. Notons que toutes les opérations interbancaires effectuées en 2024 sont des opérations de pensions livrées garanties par les titres du Trésor.

En termes de constitution des réserves obligatoires, sur quatorze (14) banques commerciales, six (6) banques ont connu des périodes de non-conformité à la norme de constitution des réserves obligatoires aussi bien en BIF qu'en devises alors qu'en 2023, seules trois (3) banques ne se sont pas conformées à cette norme.

III.1.3. Marché des titres du Trésor

Au cours de l'année 2024, la BRB a poursuivi, pour le compte de l'Etat, l'émission des bons et obligations du Trésor. L'encours total des titres du Trésor a augmenté de 3,3% à fin 2024, se fixant à 2 376,3 Mrds de BIF contre 2 301,0 Mrds de BIF à fin 2023.

Le marché secondaire des titres du Trésor a permis aux détenteurs des obligations du Trésor en besoin de liquidité de les céder sur ce marché. L'encours total des titres du Trésor échangés sur le marché secondaire a augmenté de 68,1% à fin 2024, atteignant 18,1 Mrds de BIF contre 10,8 Mrds de BIF à fin 2023. Ces opérations du marché secondaire des titres du Trésor sont faites d'une manière automatisée à travers l'infrastructure du marché « le Dépositaire Central des Titres (CSD)».

III.1.4. Marché de changes et taux de change

La Banque a continué d'intervenir sur le marché de change pour financer les importations des produits stratégiques, à savoir le carburant, les matières premières industrielles, les engrains chimiques, les produits médicaux et pharmaceutiques ainsi que pour couvrir d'autres besoins en devises. En 2024, le volume des interventions de la BRB sur le marché de changes a sensiblement baissé par rapport à l'année 2023, s'établissant à 349,3 MUSD contre 622,9 MUSD.

Concernant le taux de change, le BIF s'est déprécié de 2,06% par rapport au dollar américain à fin décembre 2024, s'établissant à 2 914,99 BIF/USD contre 2 856,11 BIF/USD à fin décembre 2023.

Graphique 10 : Evolution du taux de change du BIF par rapport à l'USD (fin de période)



Source: BRB

En comparant le BIF aux autres monnaies, il s'est apprécié, d'une fin d'année à l'autre, par rapport à l'Euro (-4,01%), au Franc Suisse (-4,67%) et au

Yen Japonais (-7,62%) et s'est presque stabilisé par rapport aux DTS (-0,82%) et au Livre Sterling (0,45%).

Tableau 49 : Cours de change de fin de période du BIF par rapport aux principales monnaies

	Dollar américain	Euro	DTS	Livre Sterling	Franc Suisse	Yen Japonais
2014	1 553,05	1 888,20	2 249,41	2 417,01	1 569,77	12,98
2015	1 617,13	1 767,52	2 243,36	2 397,48	1 635,03	13,43
2016	1 688,59	1 779,10	2 268,23	2 074,10	1 654,99	14,46
2017	1 766,70	2 110,94	2 509,95	2 378,42	1 805,70	15,67
2018	1 808,27	2 066,67	2 514,93	2 294,42	1 834,97	16,38
2019	1 881,60	2 109,09	2 601,92	2 467,62	1 944,00	17,32
2020	1 946,40	2 392,71	2 803,34	2 651,19	2 207,55	18,87
2021	2 006,10	2 271,51	2 807,73	2 708,84	2 195,58	17,43
2022	2 063,45	2 198,19	2 746,13	2 486,46	2 234,99	15,57
2023	2 856,11	3 159,86	3 833,12	3 642,68	3 386,42	20,20
2024	2 914,99	3 033,05	3 801,52	3 659,04	3 228,30	18,66
Variation 2024/2023 en %	2,06	-4,01	-0,82	0,45	-4,67	-7,62

Source : BRB

En moyenne annuelle, le BIF s'est déprécié par rapport à la plupart des monnaies, notamment le Dollar américain (12,09%), l'Euro (12,09%),

le DTS (11,65%), la Livre sterling (14,99%), le Franc Suisse (14,15%) et le Yen japonais (4,44%).

Tableau 50 : Cours de change moyen du BIF par rapport aux principales monnaies

	Dollar américain	Euro	DTS	Livre Sterling	Franc Suisse	Yen Japonais
2014	1 546,69	2 056,73	2 347,81	2 551,82	1 692,98	14,66
2015	1 571,92	1 744,58	2 199,49	2 390,19	1 633,66	12,99
2016	1 654,63	1 831,25	2 299,71	2 241,77	1 679,74	15,29
2017	1 729,06	1 953,70	2 398,02	2 228,62	1 756,50	15,54
2018	1 782,88	2 106,75	2 524,64	2 381,30	1 823,98	16,15
2019	1 845,62	2 066,42	2 549,86	2 356,66	1 857,35	16,94
2020	1 915,05	2 186,30	2 667,84	2 458,96	2 041,95	17,95
2021	1 975,95	2 338,26	2 814,41	2 718,67	2 162,37	18,01
2022	2 034,31	2 143,78	2 722,75	2 516,91	2 131,84	15,58
2023	2 574,05	2 785,18	3 430,49	3 207,21	2 872,61	18,26
2024	2 885,25	3 121,86	3 830,00	3 688,09	3 278,98	19,07
Variation 2024/2023 en %	12,09	12,09	11,65	14,99	14,15	4,44

Source : BRB

A fin de période, le taux de change effectif nominal a augmenté de 2,7% en 2024, passant de 64,65 en décembre 2023 à 66,40 en décembre 2024, en rapport avec la dépréciation des monnaies des principaux pays partenaires commerciaux du

Burundi. De même, le taux de change effectif réel a augmenté de 35,2%, s'établissant à 123,12 en décembre 2024 contre 91,09 en décembre 2023.

Tableau 51 : Taux de change effectif du BIF (base 2016/2017)

Période	Nominal	Réel
2020	90,10	94,65
2021	85,80	91,66
2022	90,90	105,66
2023	79,90	96,35
2024	72,76	100,96
2020		
Mars	92,60	96,20
Juin	91,20	95,00
Septembre	88,00	91,80
Décembre	85,40	92,30
2021		
Mars	86,48	94,44
Juin	84,89	94,18
Septembre	85,14	95,05
Décembre	87,21	99,57
2022		
Mars	87,88	96,52
Juin	90,81	103,95
Septembre	94,80	111,44
Décembre	90,11	113,94
2023		
Mars	89,11	122,00
Juin	65,01	90,33
Septembre	65,67	90,54
Décembre	64,65	91,09
2024		
Mars	65,28	93,98
Juin	65,81	97,56
Septembre	63,69	104,19
Décembre	66,40	123,12

Source : BRB

Par rapport à l'année précédente, le taux de change effectif nominal a diminué de 8,9% en 2024, s'établissant à 72,76 contre 79,90 en 2023, en rapport avec la dépréciation du BIF vis à vis des monnaies des principaux pays partenaires commerciaux tandis que le taux de change effectif réel a augmenté de 4,8%, se fixant à 100,96 contre 96,35 en 2023.

III.2. Circulation fiduciaire

Dans sa mission d'assurer l'émission des billets et des pièces de monnaie et de veiller à la qualité

de la monnaie en circulation, la Banque de la République du Burundi a continué à mettre à la disposition du public des billets et pièces en toutes dénominations en réponse aux besoins exprimés par l'économie burundaise au cours de l'année 2024.

En vue de décourager dans la mesure du possible le recours excessif au cash par le public, la BRB a continué à pratiquer le rationnement dans l'émission des billets de banque. C'est ainsi que la Banque de la République du Burundi a continué à veiller à la bonne structure des coupures lors de l'émission pour essayer de répondre aux besoins de l'économie y compris ceux du commerce de détail.

La Banque a continué à sensibiliser les Banques commerciales, la Régie Nationale des Postes et les institutions de microfinance sur la reconnaissance et l'authentification des billets et pièces et leur manipulation, à travers les descentes effectuées auprès de ces institutions.

La BRB compte dans sa circulation fiduciaire une gamme de billets de 10 000 ; 5 000 ; 2 000 ; 1 000 ; 500 ; 100 ; 50 ; 20 et 10, et des pièces de monnaie de 50 ; 10 ; 5 et 1.

Par rapport à fin décembre 2023, la valeur des billets et des pièces en circulation a augmenté respectivement de 63,8% et de 2,7% à fin décembre 2024, passant de 714,0 Mrds de BIF à 1 169,6 Mrds de BIF pour les billets et de 1,88 Mrds de BIF à 1,93 Mrds de BIF pour les pièces.

D'une année à l'autre, la part des billets de 10 000 et celle de 5 000 ont diminué, passant respectivement de 56,8% à 48,6% et de 25,6% à

23,0%. Par contre, la part des billets de 1 000 et celle de 2 000 a augmenté, passant respectivement de 6,0% à 7,0% et de 9,2% à 18,6%. La part des autres coupures de billets et de pièces demeure marginale.

Dans son engagement de lutter contre la contrefaçon des billets et pièces, la Banque a saisi, au cours de l'année 2024, huit (8) faux billets de 10 000 d'une valeur prétendue de 80 000 BIF.

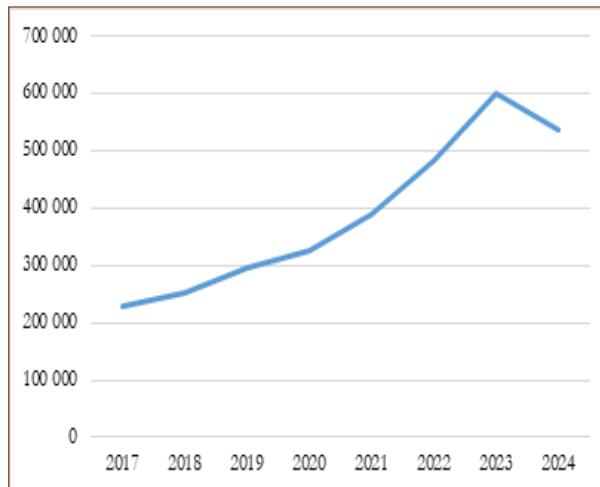
Dans le but de préserver la qualité de la circulation fiduciaire et en vue d'harmoniser les pratiques de manipulation des billets de banque au sein de la CEA par le secteur bancaire burundais, la BRB a veillé au respect, par les banques commerciales et la Régie Nationale des Postes (RNP), des critères standards de tri des billets et pièces tout en appliquant la matrice des sanctions y relative.

III.3. Systèmes de paiement et de règlement

Au cours de l'année 2024, la Banque de la République du Burundi a poursuivi l'exploitation opérationnelle des systèmes de paiement et de règlement en production depuis février 2017.

Contrairement aux années précédentes (de 2017 à 2023) qui avaient affiché une tendance croissante en termes de volume des transactions de paiements réglés dans les systèmes ATS, l'année 2024 a été marquée par une décroissance de 10,2%, passant de 598 682 transactions de paiements réglés en 2023 à 537 586 transactions en 2024. Cette décroissance est le résultat de la croissance exponentielle de l'industrie des Fintechs qui offre des services plus rapides et plus accessibles au plus grand nombre à travers l'utilisation du téléphone mobile comme canal de distribution.

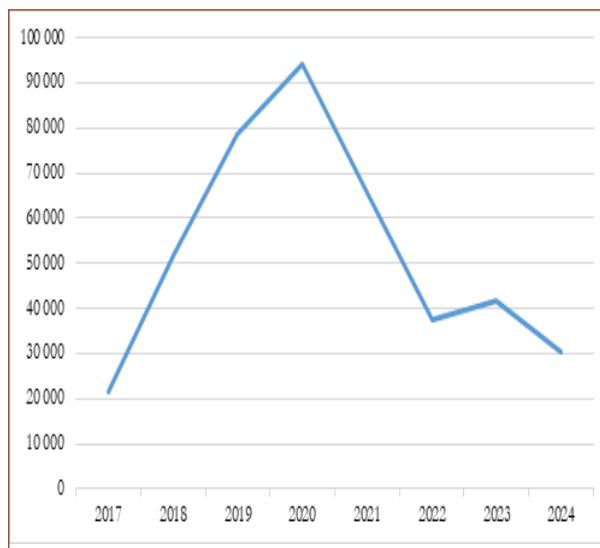
Graphique 11 : Volume des paiements réglés dans le système ATS⁵



Source : BRB - Données du Système ATS

La valeur des transactions réglées dans le système ATS qui avait enregistré un accroissement de 10,9% en 2023 a décrue de 26,9% en 2024, s'établissant 30 410,60 Mrds de BIF contre 41 600,6 Mrds de BIF en 2023.

Graphique 12: Valeur des paiements réglés dans le système ATS (en Mrds BIF)



Source : BRB - Données du Système ATS

Le passage mondial aux paiements numériques est devenu une réalité et le secteur n'a montré

⁵ Automated Transfer System – Système de Transfert Automatisé comprenant les systèmes RTGS et ACH

Activités relatives aux missions de la banque

aucun signe de ralentissement. Il s'est avéré très probable que les paiements numériques deviendront la norme dans de nombreux pays, transformant la manière dont les consommateurs interagissent avec les biens et services et que cette évolution aura des implications importantes sur la manière dont les entreprises gèrent leurs opérations financières et interagissent avec leurs clients.

Pour se conformer à cette évolution mondiale, la Banque de la République du Burundi a lancé, au cours de l'année 2024, un grand chantier de modernisation du système de paiement national en lançant trois projets de grande envergure

ci-après :

1. Projet de mise à niveau du système ATS (ACH et RTGS) vers la norme ISO 20022 ;
2. Projet de mise en place d'un Système de Paiement Instantané (IPS) ;
3. Projet de Digitalisation complète du Secteur Financier.

Dans cette initiative de moderniser le système de paiement national, la BRB a reçu un soutien financier de la Banque Mondiale par l'intermédiaire du Projet d'Appui aux Fondations de l'Economie Numérique du Burundi (PAFEN) pour la mise à niveau du système ATS et l'implémentation de l'IPS.



Le Gouverneur de la Banque de la République du Burundi et une délégation du PAFEN

III.4. Supervision des établissements de crédit, des institutions de microfinance et de la régie nationale des postes

Conformément aux textes légaux et réglementaires, la BRB est chargée de la supervision de l'ensemble des Etablissements de crédit, des Institutions de Microfinance et de la Régie Nationale des Postes. A ce titre, elle édicte les textes légaux, réglementaires, les normes comptables et les actualise le cas échéant. Elle délivre les actes d'agrément/ numéros d'enregistrement et les autorisations nécessaires à l'exercice de l'activité bancaire et de microfinance. Elle contrôle les établissements assujettis ; sanctionne les infractions commises selon les dispositions légales et réglementaires et veille à la protection des consommateurs des produits et services financiers afin de promouvoir un système financier stable et solide.

III.4.1. Agrément et non objection

Durant l'exercice 2024, les dossiers d'agrément et d'approbation ont été traités aussi bien pour les Etablissements de crédit que pour les Institutions de microfinance.

◆ **Etablissements de crédit**

- Agrément de trois (3) Dirigeants, de vingt-six (26) Administrateurs et de sept (7) cabinets des commissaires aux Comptes ;
- Accord de non objections pour l'ouverture de seize (16) agences et guichets; la délocalisation de cinq (5) agences et guichets ainsi que la fermeture de trois (3) guichets et agences ;

◆ **Institutions de Microfinance**

- Agrément de cinq (5) Institutions de microfinance de première catégorie, d'une (1) Institution de microfinance de troisième catégorie et de cinquante-sept (57) Groupements Financiers Communautaires (Institutions de microfinance de quatrième catégorie) ;
- Agrément de trente (30) Dirigeants, de quatre-vingt-quinze (95) Administrateurs, de sept (7) Commissaires aux Comptes et de dix (10) membres du Conseil de Surveillance ;
- Quarante (40) autorisations accordées aux Institutions de microfinance pour l'ouverture de sept (7) Agences et trente-trois (33) Guichets ;
- Accord de non objection à cinq (5) Institutions de microfinance, pour offrir des services financiers numériques en partenariat avec un établissement de paiement de monnaie électronique.

III.4.2. Surveillance prudentielle

Au cours de l'année 2024, la BRB a continué à veiller au respect des dispositions de la loi n° 1/17 du 22 août 2017 régissant les activités bancaires et de ses textes d'application. Elle a poursuivi la surveillance micro-prudentielle afin d'examiner la solidité du secteur bancaire et de la microfinance et de veiller à la protection des consommateurs des produits et services financiers.

Dans le cadre des missions de contrôle sur place, la BRB a effectué :

- Des missions sur la fonction comptable, sur le risque crédit et sur le risque opérationnel auprès de six (6) Etablissements de crédit ;

- Des missions auprès de douze (12) Sociétés Anonymes (IMF de la première catégorie), onze (11) coopératives (IMF de la troisième catégorie) et neuf (9) Groupements Financiers Communautaires (IMF de la quatrième catégorie).

Egalement, pour bien assurer les meilleures pratiques et un contrôle bancaire efficace, la BRB a bénéficié de l'assistance technique des Partenaires Techniques et Financiers, tel que le Centre Régional d'Assistance Technique du Fonds Monétaire International (AFRITAC Centre) et le PAIFAR-B.

III.4.3. Renforcement du cadre légal et réglementaire

Au cours de l'exercice 2024, la BRB a édicté :

- Le Règlement N°001/2024 du 12 avril 2024 relatif aux entités exerçant au Burundi des opérations de financement et/ou de garantie;
- La Circulaire N°01/2024 relative au capital minimum obligatoire des établissements de financement et/ou de garantie édictée en vertu du règlement relatif aux entités exerçant au Burundi des opérations de financement et/ou de garantie ;
- La Circulaire N°02/2024 relative à la tarification des services rendus aux établissements de financement et/ou de garantie édictée en vertu du règlement relatif aux entités exerçant au Burundi des opérations de financement et/ou de garantie.

III.4.4. Protection des consommateurs des produits et services financiers

En 2024, la BRB a assuré le traitement des réclamations, doléances et des demandes de

levée d'équivoque qu'elle reçoit des clients des établissements assujettis, en veillant au strict respect des dispositions du Règlement n° 001/2019 relatif à la protection des consommateurs des produits et services financiers.

Il convient de souligner qu'en dépit de la priorité qui a été accordée aux échanges entre les institutions concernées et leurs clients, 203 demandes de levée d'équivoque sur les personnes homonymes ont été adressées à la BRB et 100% de ces demandes ont été traitées.

III.5. Statistiques, études et recherches

Dans le domaine de la Recherche, la BRB a formalisé, au cours de l'année 2024, un comité scientifique de Revue Economique et Monétaire (REM) dont les projets de contrat ont été validés. Des projets d'articles pour le 5^{ème} numéro de la REM sont en cours d'analyse par ce Comité Scientifique de la REM.

Dans le but d'éclairer les choix stratégiques de la Banque face aux dynamiques macroéconomiques nationales et internationales, des notes d'orientation stratégique « policy papers » ont été élaborées en 2024. Par ailleurs, fidèle à son rôle de conseiller économique de l'État, la BRB a organisé une formation de haut niveau en macroéconomie et économétrie appliquée, animée par le Professeur émérite Léonce NDIKUMANA et le Dr Pierre NGUIMKEU. Cette session, en plus de la participation des cadres de la Banque, a réuni les représentants des institutions partenaires telles que le Ministère des Finances, du Budget et de l'Economie Numérique (MFBEN), l'Office Burundais des Recettes (OBR), l'Institut National de la Statistique du Burundi (INSBU) ainsi que le Bureau d'Etudes Stratégiques et de Développement (BESD).

Cette initiative visait à promouvoir une meilleure coordination des politiques économiques entre les différentes institutions de l'Etat. La formation s'est clôturée par une conférence-débat sur « **la fuite des capitaux d'Afrique: les pilleurs et**

les facilitateurs », renforçant ainsi la réflexion collective autour des enjeux de gouvernance financière et de mobilisation des ressources intérieures.



Conférence-débat sur la fuite des capitaux d'Afrique : les pilleurs et les facilitateurs

Dans le domaine de la statistique, la BRB a continué à mettre en œuvre, des actions visant l'amélioration de la production des statistiques de bonne qualité, tout en respectant les délais, en vue d'éclairer la Direction de la Banque et informer le public sur l'évolution de l'activité économique nationale. Ceci a concerné toutes les statistiques produites au sein de la Banque, à savoir les statistiques monétaires et financières, les statistiques du secteur extérieur, les statistiques des finances publiques ainsi que celles du secteur réel.

Toujours dans l'optique d'améliorer la couverture des données, la Banque, en collaboration avec l'Institut National de la Statistique du Burundi, a poursuivi la conduite de l'Enquête sur le

Commerce Transfrontalier Informel au Burundi, édition 2024 et a réalisé pour la première fois l'Enquête sur les Dépenses de Voyage au Burundi, édition 2024. Cette enquête a pour but d'améliorer les statistiques de la Balance des Paiements de façon générale, mais aussi d'éclairer les décideurs sur les aspects liés aux services de voyage au Burundi, notamment le tourisme.

La Banque a bénéficié des missions d'assistance technique de la part de ses partenaires techniques, notamment le Fonds Monétaire International et le Secrétariat Général de la Communauté Est Africaine, en vue d'améliorer la production des statistiques de bonne qualité, harmonisées, comparables et répondant aux normes et standards internationaux.

En vue d'informer le public sur l'évolution de l'environnement économique national, régional et international, la Banque a poursuivi la production des notes de conjoncture, des bulletins mensuels, des Rapports de Politique Monétaire, du Rapport Annuel et d'autres publications. Toutes ces productions sont disponibles à la Bibliothèque et sur le site web de la Banque: <https://www.brbb.bi>.

III.6. Projet de développement du marché financier

Au cours de l'année 2024, le processus de mise en place du Marché des Capitaux au Burundi a été marqué par la mise en place effective de la Bourse des Valeurs Mobilières.

La BRB et huit (8) banques commerciales du Burundi ont souscrit au capital social de la « Société Bourse du Burundi, SM », BSE en sigle, débouchant à la création de cette société le 26 janvier 2024. Les actionnaires ont adopté et signé les Statuts et le Protocole d'Accord entre Actionnaires de la Société Bourse du Burundi et, ont nommé les membres du Conseil d'Administration de la Bourse. La Présidence et la Vice-Présidence dudit Conseil ont été confiées, respectivement, aux Représentants de la BANCOBU et de la BRB.

III.7. Intégration régionale et coopération

Dans le cadre de la coopération, la Banque a participé aux assemblées annuelles et réunions de printemps du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale. Ses relations avec ces institutions internationales ont abouti à la désignation du Burundi comme membre du Bureau de la circonscription du Groupe Afrique III au sein du FMI. La BRB a également participé aux discussions techniques sur les réformes macroéconomiques en cours au Burundi.

En matière d'intégration régionale, la Banque a participé aux initiatives d'intégration régionale dans le cadre de la Communauté Est Africaine (CEA), du Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA) et de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA).

L'objectif de ces efforts d'intégration est d'accroître le commerce infrarégional, harmoniser les politiques économiques et financières des Etats partenaires, développer et intégrer des systèmes de paiement et de règlement de la région, afin de s'adapter à la dynamique du marché.

III.7.1. Intégration au niveau de la Communauté Est Africaine

Au cours de l'année 2024, la Banque a participé aux différentes réunions et ateliers organisés au niveau de la Communauté Est Africaine (CEA). Plus précisément, elle a participé à la 27^{ème} réunion ordinaire du Comité des Affaires Monétaires (MAC) tenue du 29 avril au 03 mai 2024, à Juba, au Soudan du Sud. Ce Comité a pour mandat de renforcer la coopération monétaire et financière, conformément aux dispositions du Traité instituant la Communauté Est Africaine, notamment l'harmonisation du cadre opérationnel de politique monétaire. Les discussions ont principalement porté sur les avancées réalisées dans la mise en œuvre des critères de convergence macroéconomique de la CEA afin de faire progresser le programme visant la création de l'Union Monétaire Est Africaine (EAMU) en 2031. Il a été constaté que les Etats partenaires se trouvent à des stades différents d'atteinte des critères de convergence, suite aux conflits géopolitiques et au changement climatique qui ont des répercussions, notamment sur l'augmentation des prix des importations, des coûts d'accès aux marchés et des pressions sur les réserves de change.

La Banque a aussi pris part à la réunion du Comité Régional de suivi de la feuille de route de l'Union Monétaire Est Africaine (EAMU). L'objectif de cette réunion était d'évaluer les activités pré-requises pour la mise en œuvre de l'Union monétaire conformément aux directives du Conseil Sectoriel sur les Finances et les Affaires Economiques (SCFEA).

Elle a aussi pris part aux réunions et ateliers des différents Sous-Comités du MAC, notamment l'atelier de renforcement des capacités et la formation sur les techniques de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre du protocole portant création du Marché Commun de la Communauté Est Africaine.

La Banque a également participé aux réunions de plusieurs Groupes Techniques de Travail (GT'T), notamment :

- Le groupe technique de travail sur l'harmonisation des statistiques monétaires et financière ;
- Le groupe technique de travail sur les statistiques des Finances Publiques ;
- Le groupe technique de travail sur les systèmes de prévision et d'analyse des politiques ;
- Le groupe technique de travail sur les statistiques du secteur extérieur ;

- Le groupe technique de travail sur la compilation des statistiques de la balance des paiements et position extérieure globale ;
- Le groupe technique de travail sur la compilation des faits et chiffres de la Communauté Est Africaine ;
- Le groupe technique de travail sur les Indicateurs de la Solidité Financière ;
- Le groupe technique de travail sur les analyses macro prudentielles et tests de résistance
- Le groupe technique de travail sur la gestion des crises.

La Banque a également pris part à d'autres travaux de la CEA qui ont principalement porté sur la validation du rapport de démarrage du plan directeur d'harmonisation et d'intégration des systèmes des paiements au sein de la CEA.

Au niveau du respect des critères de convergence macroéconomique, le Burundi n'a pas satisfait à aucun critère en 2024 mais reste dans la bonne voie pour satisfaire aux critères relatifs au déficit budgétaire et à la dette publique. La poursuite d'une politique d'assainissement budgétaire et de réduction de la croissance de la dette publique permettrait au Burundi de les satisfaire à court terme.

Tableau 52 : Evolution des critères de convergence macroéconomique

	2020	2021	2022	2023	2024
1. Taux inflation annuel (plafond= 8%)	7,5	8,4	18,9	27,1	20,2
2. Déficit budgétaire dont compris en % du PIB (plafond = 3%)	6,3	2,8	5,1	6,1	4,7
3. Dette publique en % du PIB (plafond = 50%)	59,0	57,4	59,6	56,4	52,2
4. Réserves de change en mois d'importations (plancher= 4,5 mois)	1,1	3,2	1,8	1,8	1,6

Source : BRB

III.7.2. Intégration au niveau du Marché Commun d'Afrique Orientale et Australe (COMESA)

Au cours de l'année 2024, la Banque a participé à la 21ème réunion du sous-comité des politiques monétaires et des taux de change, à la 18ème réunion du sous-comité sur le développement et la stabilité du système financier, ainsi qu'au symposium 2024 pour les gouverneurs.

La Banque a aussi participé à d'autres ateliers régionaux organisés par le COMESA qui ont porté principalement sur :

- Atelier de validation des études menées par les experts des banques centrales membres sur l'impact macroéconomique du changement climatique et le rôle de la banque centrale;
- La formation sur application de l'analyse « des Big Data Analysis » et de l'intelligence artificielle pour les Banques Centrales ;
- La formation sur les modélisations des prévisions immédiates et à court terme pour le PIB et l'inflation;
- Atelier de formation sur la formulation et la mise en œuvre de la politique monétaire et l'ère des régimes de ciblage de l'inflation ;
- Atelier de formation, par vidéoconférence, sur la modélisation économétrique de l'impact du changement climatique sur la politique monétaire;
- Atelier de formation sur les statistiques sur les changements climatiques et leur application à la politique monétaire;
- Formation virtuelle sur la modélisation et prévision de l'interaction entre FinTech et la politique monétaire;

La banque centrale a participé activement aux travaux de recherche d'actualité sur « l'impact

de l'innovation impulsée par les technologies financières FinTech sur l'efficacité de la politique monétaire » et sur « l'impact des chocs/risques du secteur financier non bancaire sur la stabilité financière ».

III.7.3. Union Africaine et Association des Banques Centrales Africaines (ABCA)

La BRB a participé à la 7ème session ordinaire du Comité Technique Spécialisé (CTS) de l'Union Africaine sur les Finances, les affaires monétaires, la planification économique et l'intégration économique, organisée du 3 au 7 juillet 2024 à Tunis en Tunisie, sous le Thème central : « Renforcer la coordination des politiques macroéconomiques et sectorielles en Afrique : défis, opportunités et priorités politiques pour une croissance inclusive et un développement durable ».

L'objectif de la réunion était de mettre en évidence les défis⁶ auxquels fait face l'Afrique et de discuter sur les opportunités et les priorités de politiques pour une croissance inclusive et un développement durable par une meilleure coordination des politiques macroéconomiques et sectorielles en Afrique. L'objectif final visé est de placer chaque pays africain sur la voie d'une croissance annuelle de 7% à 10%, de sortir du cercle vicieux de la pauvreté et, à terme, réaliser l'agenda 2063.

La BRB a également pris part à la 5ème session extraordinaire du même Comité, tenue à Abuja au Nigéria, du 28 au 30 novembre 2024. L'objectif

⁶ Notamment les crises géopolitiques, les pandémies (comme la covid-19), les changements climatiques, la limitation des investissements, les conditions défavorables de la dette, la faiblesse des capacités institutionnelles et le manque d'alignement des politiques au niveau national, régional et continental.

de la réunion portait sur l'analyse et la finalisation du projet des statuts révisés de l'Institut Monétaire Africain (IMA) ainsi que l'analyse et approbation du rapport de l'étude effectuée par la Banque Africaine de Développement (BAD) sur la mise en place du Mécanisme Africain de Stabilité Financière (MASF).

La BRB a activement participé aux activités de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA), consolidant ainsi son rôle au sein de cette institution continentale. Elle a pris part aux réunions annuelles de l'ABCA, organisées à l'Ile Maurice du 30 août au 04 septembre 2024. Ces rencontres ont inclus des sessions telles que les réunions du Comité Technique, le symposium et la 46ème réunion du Conseil des Gouverneurs. Le symposium des Gouverneurs, qui s'est tenu le 03 septembre 2024, avait pour thème : « Recours à l'analyse du Big Data, aux taux d'intérêt et à l'Intelligence Artificielle dans la lutte contre l'inflation ». Cette thématique a permis aux participants d'explorer les outils numériques et technologiques dans la gestion de l'inflation, un enjeu majeur pour les économies africaines.

III.7.4. Association Africaine pour le Crédit Rural et Agricole (AFRACA)

Au cours de l'année 2024, la Banque, en sa qualité de Président de la Sous-Région Afrique Centrale de l'AFRACA, a participé dans diverses activités dont les forums sur les politiques agricoles et l'inclusion financière et sur la revitalisation de l'économie rurale et du secteur agricole.

Le forum sur les politiques agricoles et l'inclusion financière a été tenu, du 05 au 08 août 2024, à Kampala, en Ouganda. L'objectif de ce forum était d'analyser l'impact des politiques des

Banques Centrales sur le financement rural et agricole dans les pays africains.

Le forum stratégique sur la revitalisation de l'économie rurale et du secteur agricole a été organisé du 04 au 08 novembre 2024, à Kinshasa, en RDC.

Ce forum s'est concentré sur :

- L'apprentissage des meilleures pratiques en matière de financement rural et agricole en Afrique et dans le monde ;
- Les défis auxquels le secteur est confronté ;
- La réponse des institutions financières aux besoins du secteur et la manière dont différents modèles peuvent être adoptés pour améliorer le financement des chaînes de valeur agricoles incluant les petits exploitants.

Ce forum a également offert un aperçu des processus de financement déjà mis en œuvre par divers acteurs pour promouvoir les moyens de subsistance des communautés rurales et agricoles.

III.7.5. Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI)⁷

En 2024, en sa qualité de membre de l'AFI, la BRB a participé aux différentes réunions des Groupes de Travail de l'AFI, notamment :

- Du 04 au 07 mars 2024, les 27ème et 10ème réunions, respectivement du Groupe de Travail (GT) de l'AFI chargé de l'autonomisation des consommateurs et conduite du marché (CEMCWG⁸) et celui chargé de la finance verte inclusive (IGFWG⁹), tenues à Nadi aux îles Fidji ;

⁷ AFI: Alliance for Financial Inclusion

⁸ CEMCWG: Consumer Empowerment and Market Conduct Working Group

⁹ IGFWG: Inclusive Green Finance Working Group

- Du 22 au 25 avril 2024, la 22ème réunion du Groupe de Travail chargé du financement des petites et moyennes entreprises (SMEFWG¹⁰), tenue à Roatan en République du Honduras ;
 - Du 20 au 23 mai 2024, les 19ème, 24ème et 29ème réunions, respectivement du Groupe de Travail chargé de la proportionnalité des normes mondiales (GSPWG¹¹), celui chargé de la stratégie d'inclusion financière (FISPLWG¹²) et du Groupe de Travail chargé des services financiers numériques (DFSWG¹³), tenues à Mbabane en Eswatini.
- La BRB a aussi participé dans diverses autres activités dont :
- La 13ème édition de la Table Ronde annuelle des leaders de l'Initiative Africaine en Matière de Politiques d'Inclusion Financière (AFPI¹⁴) tenue, du 24 au 27 juin 2024, en Côte d'Ivoire;

10 SMEFWG: Small and Medium Enterprises Finance Working Group

11 GSPWG: Global Standard Proportionality Working Group

12 FISPLG: Financial Inclusion Strategy Peer Learning Group

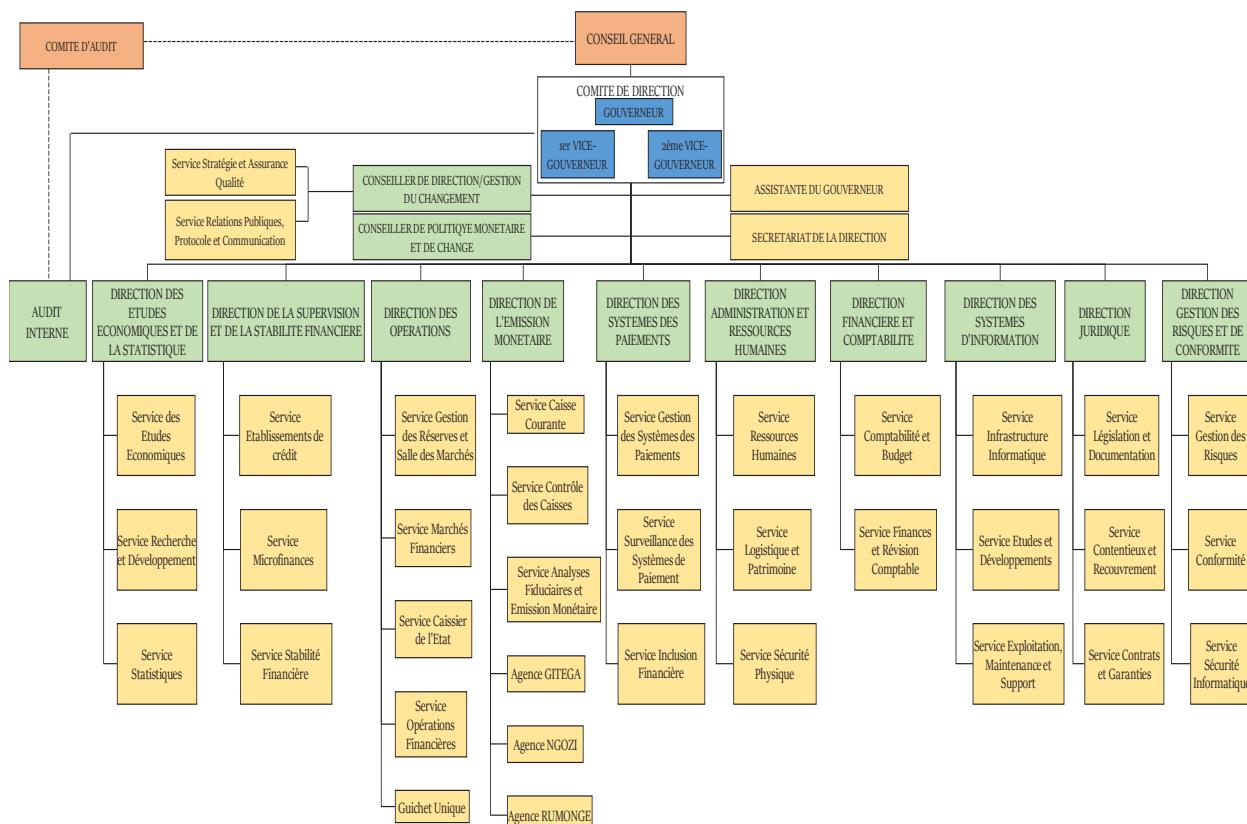
13 DFSWG: Digital Financial Services Working Group

14 AFPI: African Financial Inclusion Policy Initiatives

ADMINISTRATION DE LA BANQUE

Au cours de l'année 2024, les organes de la Banque ont continué à exercer leurs missions conformément à la loi n°1/34 du 02 décembre 2008 portant Statuts de la Banque de la République du Burundi. En vertu de ces statuts, les organes de la Banque Centrale sont le Conseil Général, le Comité de Direction et les organes de contrôle.

Pour renforcer le cadre réglementaire interne, la Direction de la Banque a émis de nouveaux ordres de service portant sur ses différents processus. Au niveau organisationnel, la Banque a continué à mener les activités portant sur la réforme de gestion des ressources humaines axée sur la performance.



Organigramme de la Banque

La BRB a célébré son soixantième anniversaire le 13 décembre 2024, lequel évènement a été rehaussé par son Excellence le Président de la République du Burundi et où ont pris part différents partenaires de la Banque. La célébration de cet évènement a été couronnée par un

symposium pour capitaliser les leçons du passé et échanger avec les pairs et les partenaires sur le rôle d'une Banque Centrale. Le thème central était « Soixante ans au service de la Nation, un nouvel élan pour une stabilité macroéconomique et du système financier ».



Photo de famille lors de la célébration du soixantième anniversaire de la BRB

IV.1. Conseil général

Le Conseil Général, présidé par le Gouverneur, est l'organe suprême qui définit la vision et les politiques de la Banque. En plus des membres du Comité de Direction de la Banque, le Conseil Général est composé de cinq membres nommés par décret Présidentiel en fonction de leurs compétences et expériences dans les domaines

économiques, monétaires, financières, bancaires, juridiques, etc.

Au cours de l'année 2024, deux nouveaux membres du Conseil Général ont été nommés par le décret n°100/016 du 24 janvier 2024. Il s'agit de Monsieur Alain NDIKUMANA et de Madame Annonciate NIYONKURU.

MEMBRES DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA BANQUE AU COURS DE L'ANNÉE 2024



Edouard Normand BIGENDAKO
Gouverneur



Irène Kabura MURIHANO
1^{er} Vice-Gouverneur



Marie Goreth NDAYISHIMIYE
2^{me} Vice-Gouverneur



Annonciate NSHIMIRIMANA
Membre



Alain NDIKUMANA
Membre



Me Vincent NGENDAMBIZI
Membre



Me MUVAYO Jean
Membre



Annonciate NIYONKURU
Membre

Le Conseil Général a tenu huit réunions statutaires qui ont porté, notamment, sur :

- L'adoption du rapport annuel de la Banque, exercice 2023 ;
- L'adoption du rapport de supervision, exercice 2023 ;
- L'adoption du rapport sur la stabilité financière, exercice 2023 ;
- L'adoption du rapport annuel sur les systèmes et moyens de paiement et leur surveillance, exercice 2023 ;
- L'adoption de la révision budgétaire de l'exercice 2023-2024 ;
- L'adoption du budget de l'exercice 2024-2025 ;
- L'adoption des rapports du Comité de politique monétaire et du Comité de gestion des réserves de change ;
- La nomination d'un membre du Comité d'audit ;
- L'analyse de la Cartographie Globale des risques de la BRB, exercice 2024-2025 ;
- L'analyse du projet de digitalisation du secteur financier au Burundi ;
- L'adoption du rapport annuel du Comité d'audit pour l'exercice 2023-2024.
- L'analyse des rapports d'audit ;
- L'analyse de la révision budgétaire pour l'exercice 2023-2024 ;
- L'analyse du budget de l'exercice 2024-2025 ;
- L'analyse du rapport annuel sur les systèmes et moyens de paiement et leur surveillance, exercice 2023 ;
- L'analyse de la Cartographie Globale des risques de la BRB, exercice 2024-2025 ;
- L'analyse du plan de passation des marchés, exercice 2024-2025 ;
- L'analyse du plan d'action annuel de la BRB pour la période de juillet 2023 à juin 2024 ;
- L'analyse du cadre réglementaire de surveillance des systèmes de paiement ;
- L'analyse des rapports sur la gestion des risques et la sécurité informatique ;
- L'analyse de l'état d'avancement des travaux de construction sur les chantiers de la BRB ;
- L'analyse du rapport annuel 2023 ;
- L'analyse du rapport de supervision 2023 et du rapport sur la stabilité financière 2023.

IV.2. Comité de direction

Le Comité de Direction, composé du Gouverneur et des deux Vice-Gouverneurs, a tenu dix-huit réunions qui ont, entre autres, porté sur :

- L'analyse des rapports du Comité de politique monétaire ;
- L'analyse des rapports du Comité de Gestion des réserves de change ;

IV.3. Organes de contrôle

En vertu des Statuts régissant les activités de la Banque de la République du Burundi, les organes de contrôle sont :

- Comité d'Audit ;
- Audit Interne ;
- Auditeurs Externes.

Le Comité d'Audit est composé de trois membres du Conseil Général choisis parmi ceux qui ne sont pas membres du Comité de Direction. Le Comité a, dans ses attributions, le rôle d'assister le Conseil Général dans l'exécution de ses responsabilités en matière d'audit et d'encadrer l'audit interne et externe de la Banque.

Au cours de l'exercice 2024, le Comité d'Audit a continué à accomplir sa mission conformément à la Charte du Comité d'Audit. Cette dernière indique les pouvoirs et les responsabilités du Comité vis-à-vis du contrôle interne, de la gestion des risques, des rapports financiers ainsi que de l'audit interne et des auditeurs externes. Le Comité d'Audit a tenu 4 réunions en dates du 29 mars, 16 mai, 13 juin et 19 décembre de l'année 2024 pour analyser des dossiers de l'Audit Interne et une autre réunion en date du 01 mars 2024 avec les Auditeurs Externes.

Les réunions du Comité d'Audit ont principalement porté sur l'analyse du Plan Général d'Audit et du Plan Annuel d'Audit 2024-2025, de la matrice de suivi des recommandations d'audit à fin juin 2023 et à fin juin 2024 ainsi que des rapports d'activités trimestriels et annuels de l'Audit Interne. La réunion avec les auditeurs externes a porté sur l'analyse de l'état d'avancement des travaux de certification des états financiers au 30 juin 2023.

L'Audit Interne et les auditeurs externes ont continué à exécuter les missions qui relèvent de leurs compétences conformément aux Normes Internationales d'Audit. Au cours de l'exercice 2024, l'Audit Interne a finalisé 10 missions d'audit. L'audit externe des comptes annuels de la Banque a été confié au Cabinet Mazars Cameroun dont le mandat couvrait les états financiers jusqu'à fin juin 2022, avant d'être prolongé pour couvrir ceux établis à fin juin 2023.

A côté du travail de certification des états financiers à fin juin 2023, le Cabinet Mazars a réalisé, au cours de l'exercice 2024, l'audit de la migration du système d'informations comptables AS400 vers le système Microsoft Dynamics

NAV de la BRB ainsi que l'audit des Réserves Internationales Nettes au 31 juillet 2023.

IV.4. Gestion des risques

Au cours de l'exercice 2024, la BRB a actualisé sa cartographie globale des risques. Cet exercice a été aussi marqué par l'évaluation de la gestion des risques et de la continuité des activités de la BRB par les Banques Centrales de la Communauté Est Africaine en vue d'identifier les forces et les points nécessitant des améliorations.

Le Comité Stratégique de Gestion des Risques et de la Continuité des Activités a tenu régulièrement ses réunions, des rapports y relatifs ont été produits et soumis aux organes dirigeants. Ce comité a également produit des rapports sur le suivi des incidents perturbateurs des activités de la Banque.

Dans le but de renforcer la culture du risque au sein de la BRB, des séances de sensibilisation sur la gestion des risques ont été organisées à l'endroit de tout le personnel de la Banque, des points focaux des entités en charge de la gestion des risques ainsi que des responsables des différentes entités de la Banque.

Dans le cadre de la gestion de la continuité des activités, la BRB a continué à entretenir son Plan de Continuité des Activités en actualisant les Plans de Continuité Métiers.

IV.5. Plan stratégique de la banque

Depuis 2013, les activités de la Banque de la République du Burundi sont encadrées par des Plans Stratégiques indiquant, sur un horizon triennal, les orientations stratégiques à suivre, selon une vision claire et déclinée en objectifs stratégiques structurants.

L'année 2024 a coïncidé avec le dernier exercice et l'étape d'évaluation du Plan Stratégique de la BRB 2021-2024, pour apprécier les étapes franchies et décider des ajustements requis.

Le taux global de réalisation du Plan Stratégique 2021-2024 a été de 72% dans l'ensemble des cinq (5) domaines d'activités de la Banque.

Bilan de la mise en œuvre du Plan Stratégique 2021-2024

Domaine Politique Monétaire et de Change	
1. Adoption du taux directeur	3. Redynamisation des canaux de communication de la politique monétaire
2. Opérationnalisation de l'outil de prévision FPAS	
Domaine Supervision et Stabilité Financière	
1. Mise en place du logiciel BSA dans le secteur de la microfinance	4. Renforcement de la surveillance macro prudentielle
2. Mise en place d'un Fond de Garantie des Dépôts et de Résolution	5. Mise en place d'un cadre légal et règlementaire qui assure la transparence, l'efficience et l'équité du marché des capitaux du Burundi
3. Mise en place de la Bourse des valeurs mobilières du Burundi	
Domaine Opérations et Systèmes des Paiements	
1. Opérationnalisation du Système Intégré Bancaire	3. Mise en place d'un système automatisé de compensation des chèques
2. Mise en place d'un cadre réglementaire régissant les systèmes de paiement et règlement	
Domaine Ressources	
1. Adoption d'un système d'évaluation du personnel basée sur les performances	3. Dotation du site de backup de Ngozi d'une ligne internet indépendante de celle de Bujumbura
2. Elaboration du budget de la Banque sur base du Plan Stratégique	4. Migration de la communication vocale vers la Téléphonie IP
Domaine Gouvernance	
1. Alignement de la Banque aux standards et bonnes pratiques en matière de gestion du patrimoine informatique (COBIT)	3. Renforcement des mécanismes de gestion des risques
2. Renforcement du processus de planification stratégique	4. Mise en place d'un cadre de suivi de la conformité

Source : BRB

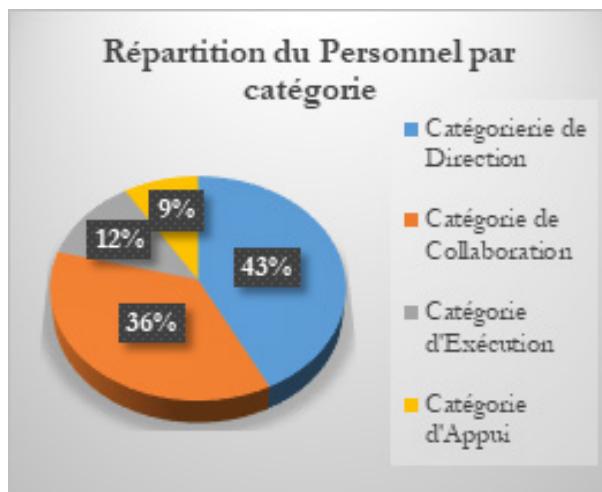
Néanmoins, bien que des avancées globalement notables aient été enregistrées, la progression de certains objectifs et chantiers a été ralentie par certaines contraintes, notamment liées au contexte économique défavorable, à la faible appropriation du processus de planification stratégique et à la faible exécution des activités de renforcement des capacités.

Ainsi, en vue d'atteindre pleinement les objectifs fixés dans ledit plan, la Direction de la Banque a décidé de poursuivre les activités stratégiques prévues mais non encore réalisées, au cours du prochain plan stratégique. Parallèlement à cela, la Banque a, au cours de l'année 2024, entamé le processus d'élaboration du nouveau Plan Stratégique qui va guider les activités de la Banque durant la prochaine période triennale de 2025 à 2028.

IV.6. Gestion des ressources humaines

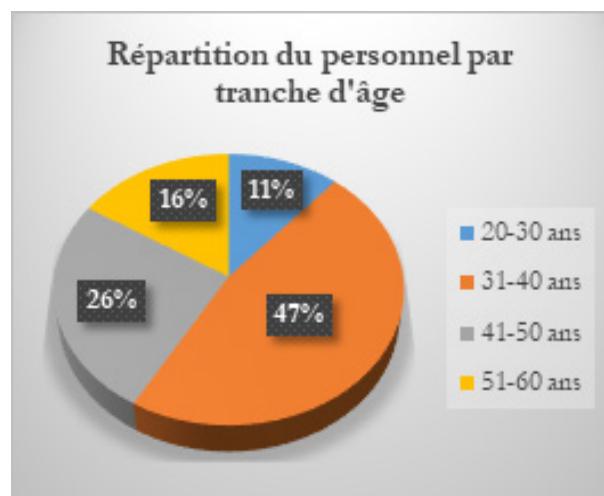
L'effectif du personnel de la Banque s'est accru de 4,3% en 2024, atteignant 893 unités contre 856 l'année précédente. La banque a recruté 86 unités au courant de 2024 et a enregistré le départ de 10 unités de son personnel pour diverses raisons.

Au niveau de la répartition du personnel, les catégories de Direction et de collaboration dominent dans l'effectif du personnel de la Banque, avec 79,1% du total du personnel.



Par rapport à la tranche d'âges, 84, 0% du personnel de la Banque avaient l'âge compris entre 20 et 50 ans tandis que 16,0% du personnel dépassaient l'âge de 50 ans.

Dans le cadre de la promotion de l'égalité du genre, la représentativité du personnel féminin dans l'effectif global total est importante (soit 37,1%), avec un léger recul de 0,4% par rapport à l'année précédente.



ANNEXES

Annexe 1 : Principales productions industrielles

	Unité/année	2020	2021	2022	2023	2024
I. INDUSTRIES EXTRACTIVES						
Tourbe	T	9 633	12 956	12 962	10 892	3 892
II. INDUSTRIES AGRICOLES						
Café	T	18 580	7 952	23 726	11 265	16 682
Thé	T	10 763	11 097	10 734	10 153	8 807
Coton	T	763	1 010	649	1 770	2 149
III. INDUSTRIES ALIMENTAIRES						
Boissons	Hl	2 629 652	2 784 108	2 817 381	2 914 748	2 589 377
Huile de coton	Litre	17 810	27 420	8 510	3 120	13 510
Riz (1)	T	-	-	-	-	-
Cigarettes	Unité	980 095	882 565	1 422 370	1 299 550	1 429 925
Sucre	T	20 436	15 880	19 479	13 764	18 631
IV. INDUSTRIES CHIMIQUES						
Savons						
- de ménage	T	15 502	16 811	19 581	19 685	17 660
- de toilette	T	836	844	688	896	983
Peinture	T	973	1 256	1 368	1 250	1 266
Oxygène	M3	59 559	90 221	48 305	53 548	39 003
Casiers en plastique	Unité	130 166	193 307	167 405	244 907	213 525
Piles électriques	Carton (4)		-	-	-	
V. INDUSTRIES DE MATERIAUX						
DE CONSTRUCTION NON-METALLIQUES						
Tubes en PVC	Kg	38 714	17 575	11 326	6 691	3 912
VI. INDUSTRIES D'OUVRAGES EN METAUX						
Profilés acier (2)	T	31	40	33	34	27

(1) : Production usinée par la Société Régionale de Développement de l'Imbo (SRDI).

(2): Cette rubrique regroupe également les bacs aluzinc autoportants et les faux plafonds «Estetic».

Source : Données fournies par les entreprises industrielles

Annexe 2 : Opérations financières consolidées de l'Etat (en MBIF)

	2020	2021	2022	2023	2024
A. RECETTES ET DONS	1 302,6	1 480,7	1 798,4	2 236,4	2 460,0
1. RECETTES	1 073,3	1 237,3	1 468,2	1 868,1	2 024,7
Recettes fiscales	970,5	1 098,9	1 234,1	1 520,9	1 699,0
Recettes non fiscales	102,8	138,5	234,0	347,3	325,7
2. DONS	229,3	243,4	330,2	368,3	435,3
Dons en capital	229,3	243,4	330,2	368,3	435,3
B. DEPENSES	1 717,3	1 696,6	2 255,6	2 909,2	3 101,0
a. Dépenses courantes	1 318,2	1 158,4	1 460,0	1 603,4	1 849,9
Dépenses sur biens et services	728,9	652,0	732,7	1 014,1	1 251,3
Salaires	532,1	484,3	542,7	718,4	924,5
Achats de biens et autres services	196,7	167,7	190,0	295,7	326,8
Subventions et autres transferts	508,9	310,5	534,4	399,2	412,3
Paiements d'intérêts	80,4	195,9	192,9	190,1	186,3
Dépenses sur les fonds spéciaux		0,0	0,0	0,0	0,0
SOLDE COURANT HORS DONS	-245,0	78,9	8,2	264,7	174,8
SOLDE COURANT DONS COMPRIS	-15,6	322,3	338,4	633,0	610,1
b. Dépenses en capital	399,1	538,2	795,6	1 305,8	1 251,1
SOLDE GLOBAL HORS DONS (base droits constatés)	-644,0	-459,3	-787,4	-1 041,1	-1 076,3
SOLDE GLOBAL DONS COMPRIS (base droits const.)	-414,7	-215,9	-457,2	-672,8	-641,0
C. FINANCEMENT	414,7	215,9	457,2	672,8	641,0
1. FINANCEMENT EXTERIEUR	37,9	223,6	41,9	-6,4	21,8
Tirages sur prêts directs	56,8	90,4	72,7	61,9	52,0
Moins amort. de la dette extérieure	-18,9	-22,3	-30,8	-68,3	-30,2
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	417,9	-103,3	610,9	503,7	859,7
a. Secteur bancaire	372,0	-131,3	650,0	478,1	903,5
b. Secteur non bancaire	45,9	28,0	-39,0	25,6	-43,9
3. ERREURS ET OMISSIONS	-41,1	95,6	-195,7	175,5	-240,5

Source : MFBEN

Annexe 3 : Dette publique extérieure par catégorie et par créancier (en MBIF)

	Encours fin 2023	Tirages	Réévaluation	Amortissement	Intérêts	Encours fin 2024
1. DETTE DIRECTE	1 831 381,1	51 999,1	18 208,8	30 168,9	9 720,9	1 871 420,1
AID	371 012,71	0,0	710,14	8 443,11	1 245,38	363 279,7
BAD	1 956,22	0,0	3,68	-	-	1 959,9
B.E.I	124 526,17	0,0	-2 483,45	2 460,5	428,6	119 582,2
BADEA	168 349,30	11 257,2	3 514,07	3 218,65	500,8	179 901,9
FAD	59 778,41	0,0	115,44	1 935,84	489,93	57 958,0
FIDA	131 447,13	2 208,0	176,16	2 411,8	408,7	131 419,5
FOND KOWEITIEN	88 604,83	0,0	1 892,69	65,8	49,58	90 431,7
FONDS SAOUDIEN	139 433,14	3 242,6	2 677,18	0,0	858,36	145 352,9
OPEP	258 947,24	16 071,83	5 556,67	4 251,70	1 676,27	276 324,0
AUTRES	487 325,96	19 219,49	6 046,22	7 381,5	4 063,28	505 210,2
2. DETTE RETROCEDEE	1 805,5	0,0	36,9	0,0	0,0	1 842,4
FONDS ABU DHABI	1 805,50	0,0	36,93	0,0	0,0	1 842,4
TOTAL	1 833 186,6	51 999,1	18 245,7	30 168,9	9 720,9	1 873 262,5

Source : MFBEN

Annexe 4 : Opérations de la dette publique extérieure par secteur (en MBIF)

	Encours fin 2023	Tirages	Réévalua- tion	Amortis- sement	Intérêts	Encours fin 2024
I. DETTE DIRECTE	1 831 381,1	51 999,1	18 208,8	30 168,9	9 720,9	1 871 420,1
A. Equipements publics	746 663,6	11 927,6	8 138,1	13 111,1	4 108,3	753 618,3
1. Transport	580 706,9	11 927,6	9 774,0	5 322,1	1 886,9	597 086,4
a) Routes	580 706,9	11 927,6	9 774,0	5 322,1	1 886,9	597 086,4
b) Aéroport et port	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Infrastructures urbaines	60 753,6	0,0	122,7	1 586,2	199,2	59 290,0
3. Divers	105 203,1	0,0	-1 758,6	6 202,7	2 022,2	97 241,8
B. Secteurs productifs	502 124,6	40 071,5	3 463,5	5 981,1	3 342,7	539 678,5
1. Agriculture et Elevage	190 438,5	11 263,2	2 037,0	2 840,6	718,3	200 898,1
2. Sylviculture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Industrie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Mines et Energie	311 686,1	28 808,2	1 426,5	3 140,5	2 624,5	338 780,3
C. Secteur social	82 857,3	0,0	304,8	3 259,3	447,6	79 902,8
1. Education	223,3	0,0	4,2	0,0	2,5	227,6
2. Santé	82 634,0	0,0	300,6	3 259,3	445,1	79 675,3
D. Divers	499 735,6	0,0	6 302,4	7 817,4	1 822,3	498 220,5
1. Balance des paiements	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Assistance technique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Gestion des entreprises publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Etudes des projets	2 338,7	0,0	4,4	0,0	0,0	2 343,1
5. Autres	497 396,8	0,0	6 298,0	7 817,4	1 822,3	495 877,4
II. DETTE RETROCEDEE	1 805,5	0,0	36,9	0,0	0,0	1 842,4
A. Equipements publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1. Télécommunications	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Infrastructures urbaines	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Secteurs productifs	1 805,5	0,0	36,9	0,0	0,0	1 842,4
1. Agriculture et élevage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Agro-Industrie	1 805,5	0,0	36,9	0,0	0,0	1 842,4
3. Energie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	1 833 186,6	51 999,1	18 245,7	30 168,9	9 720,9	1 873 262,5

Source : MFBEN

Annexe 5 : Evolution des réserves internationales (en Mrds de BIF)

	2020	2021	2022	2023	2024
BRB					
Avoirs extérieurs	250,9	593,2	427,9	322,4	568,5
Réserves officielles de change	183,6	534,9	363,5	269,5	557,7
-Or	3,6	3,5	3,5	5,2	7,3
-DTS	17,8	432,2	213,5	7,2	9,3
-Tranche de réserve FMI	29,7	28,6	27,2	49,9	32,8
-Devises	132,5	70,6	119,2	207,2	508,3
Autres créances	67,3	58,4	64,4	52,9	10,7
- Engagements extérieurs	344,0	734,6	680,0	975,0	1 118,2
Avoirs extérieurs nets	-93,1	-141,3	-252,0	-652,6	-549,8
BANQUES COMMERCIALES					
- Avoirs extérieurs	195,8	185,3	188,3	345,0	443,4
- Engagements extérieurs	307,7	366,3	497,8	787,4	1 332,4
Avoirs extérieurs nets	-111,9	-181,0	-309,5	-442,4	-889,0
MICROFINANCES					
- Avoirs extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Engagements extérieurs	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0
Avoirs extérieurs nets	0,0	0,0	-0,4	0,0	0,0

Source : BRB

Annexe 6 : Situation monétaire (en Mrds de BIF)

	Stock de fin de période					Croissance annuelle en %				
	2020	2021	2022	2023	2024	2020	2021	2022	2023	2024
a) Avoirs extérieurs nets	-205,0	-322,4	-561,9	-1 095,1	-1 459,0	0,6	-57,3	-74,3	-94,9	-33,2
Avoirs extérieurs bruts	446,6	778,5	616,2	667,4	992,1	17,1	74,3	-20,8	8,3	48,6
Engagements extérieurs	651,7	1 100,9	1 178,1	1 762,4	2 451,1	10,9	68,9	7,0	49,6	39,1
CREDIT INTERIEUR	3 463,0	4 307,0	5 944,2	7 366,6	9 383,1	22,5	24,4	38,0	23,9	27,4
b) Crédances nettes sur l'Etat	2 025,8	1 930,8	2 532,8	2 915,6	3 750,8	25,1	-4,7	31,2	15,1	28,6
Crédit à l'Etat	2 647,8	2 833,3	3 814,4	4 171,7	5 115,3	22,7	7,0	34,6	9,4	22,6
Dépôts du secteur gouvernemental	622,1	902,5	1 281,6	1 256,2	1 364,5	15,2	45,1	42,0	-2,0	8,6
c) Crédances sur l'économie	1 437,3	2 376,2	3 411,5	4 451,1	5 632,3	18,9	65,3	43,6	30,5	26,5
Crédit	1 397,8	2 334,3	3 381,0	4 369,4	5 560,4	19,1	67,0	44,8	29,2	27,3
Autres créances	39,5	42,0	30,4	81,7	71,9	13,2	6,3	-27,4	168,4	-12,0
RESSOURCES (I+II) = EMPLOIS (a+b+c)	3 258,0	3 984,6	5 382,3	6 271,6	7 924,1	24,3	22,3	35,1	16,5	26,3
I. MASSE MONETAIRE (M3)	2 733,8	3 289,9	4 512,5	5 298,5	6 683,6	24,1	20,3	37,2	17,4	26,1
Masse monétaire (M2)	2 526,5	3 035,2	4 212,3	4 706,3	6 087,5	25,4	20,1	38,8	11,7	29,3
.Monnaie (M1)	1 803,1	2 048,0	2 976,7	3 303,3	4 464,4	26,1	13,6	45,3	11,0	35,2
-Circulation fiduciaire hors banques	433,3	478,8	565,0	634,8	1 045,4	20,4	10,5	18,0	12,3	64,7
-Dépôts à vue	1 369,8	1 569,2	2 411,6	2 668,5	3 419,0	28,0	14,6	53,7	10,7	28,1
.Quasi monnaie	723,4	987,2	1 235,6	1 403,0	1 623,0	23,7	36,5	25,2	13,5	15,7
Dépôts en devises des résidents	207,3	254,7	300,2	592,3	596,1	10,2	22,9	17,9	97,3	0,6
II. AUTRES RESSOURCES	524,2	694,7	869,8	973,0	1 240,5	25,3	32,5	25,2	11,9	27,5

Source : BRB

Annexe 7: Crédits du secteur financier (en Mrds de BIF)

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
2020													
I. CREDITS A COURT TERME	844,6	829,1	853,3	861,1	920,5	909,7	944,0	978,5	937,5	945,4	950,9	973,3	912,3
- Mobilisation des créances commerciales	104,3	105,9	135,9	135,9	134,7	126,4	116,7	123,8	133,0	142,9	144,7	136,5	128,4
- Crédits à l'exportation	1,5	7,1	4,9	0,7	0,6	0,6	3,7	1,9	3,8	2,9	2,4	1,9	2,7
- Crédits à l'importation après expédition	5,2	5,8	5,5	4,6	4,5	3,7	4,3	4,4	4,0	4,4	5,4	5,0	4,7
- Crédits de trésorerie	733,6	710,3	707,0	719,9	780,8	779,0	819,3	848,4	796,6	795,2	798,3	829,9	776,5
II. CREDITS A MOYEN TERME	290,9	294,8	292,1	293,9	289,8	296,5	315,6	322,1	314,3	318,7	330,8	330,1	307,5
- Habitat	24,1	23,1	23,8	22,3	23,1	23,2	23,6	23,2	23,9	32,3	27,6	35,7	25,5
- Équipement	266,7	271,7	268,3	271,6	266,8	273,3	292,1	299,0	290,5	286,4	303,3	294,5	282,0
III. CREDITS A LONG TERME	219,4	221,6	229,1	231,8	240,4	249,9	259,8	260,7	276,4	279,8	293,1	300,7	255,2
- Habitat	140,8	142,2	141,4	146,4	149,3	151,3	160,6	166,6	171,1	176,7	179,2	184,6	159,2
- Équipement	78,6	79,4	87,8	85,4	91,1	98,6	99,2	94,0	105,3	103,1	113,9	116,2	96,1
TOTAL	1 354,9	1 345,5	1 374,5	1 386,8	1 450,8	1 456,1	1 519,4	1 561,4	1 528,2	1 543,9	1 574,8	1 604,2	1 475,0
2021													
I. CREDITS A COURT TERME	992,2	1 006,3	1 041,1	1 061,9	1 094,3	1 125,1	1 158,0	1 185,8	1 238,1	1 275,6	1 349,4	1 366,7	1 157,9
- Mobilisation des créances commerciales	141,4	140,6	141,7	137,2	145,8	151,2	158,4	149,0	160,9	169,7	170,5	176,3	153,6
- Crédits à l'exportation	0,6	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	40,3	42,1	42,2	48,1	42,0	42,6	21,5
- Crédits à l'importation après expédition	5,6	5,5	5,8	4,9	5,5	4,9	3,4	2,6	1,6	1,6	21,6	11,6	6,2
- Crédits de trésorerie	844,6	860,2	893,6	919,8	942,7	968,6	955,9	992,1	1 033,5	1 056,2	1 115,2	1 136,3	976,5
II. CREDITS A MOYEN TERME	336,0	344,3	355,4	359,1	357,0	397,2	389,0	433,5	440,5	462,7	447,4	446,6	397,4
- Habitat	28,6	28,2	29,8	30,4	17,4	29,9	30,8	33,4	31,4	34,4	34,1	33,8	30,2
- Équipement	307,4	316,1	325,6	328,6	339,6	367,3	358,2	400,1	409,2	428,2	413,3	412,9	367,2
III. CREDITS A LONG TERME	305,5	321,4	332,1	336,6	389,2	443,6	484,7	513,0	531,0	551,4	583,5	607,2	449,9
- Habitat	188,4	191,7	195,5	200,1	218,5	212,5	218,0	231,1	236,7	252,8	272,3	282,1	225,0
- Équipement	117,0	129,7	136,6	136,5	170,7	231,1	266,7	281,9	294,3	298,7	311,2	325,1	225,0
TOTAL	1 633,7	1 672,0	1 728,6	1 757,5	1 840,5	1 965,9	2 031,7	2 132,4	2 209,7	2 289,7	2 380,3	2 420,6	2 005,2
2022													
I. CREDITS A COURT TERME	1 369,0	1 423,7	1 466,2	1 523,2	1 609,7	1 644,0	1 728,2	1 764,2	1 858,8	1 851,1	1 876,6	1 883,9	1 666,6
- Mobilisation des créances commerciales	168,4	169,9	161,4	155,0	155,6	164,9	247,7	253,0	278,3	271,5	274,1	272,4	214,4
- Crédits à l'exportation	43,0	43,0	44,3	44,9	44,0	42,5	42,7	43,5	43,8	63,8	61,6	61,6	48,2
- Crédits à l'importation après expédition	11,5	11,5	20,6	40,5	30,4	30,2	30,1	31,2	29,7	32,4	32,3	30,9	27,6
- Crédits de trésorerie	1 146,0	1 199,3	1 240,0	1 282,9	1 379,7	1 406,4	1 407,7	1 436,4	1 507,0	1 483,3	1 508,6	1 519,0	1 376,4
II. CREDITS A MOYEN TERME	438,6	451,7	464,2	495,7	487,1	576,4	611,7	678,8	627,5	566,8	546,7	565,4	542,5
- Habitat	33,5	36,4	39,3	39,0	41,3	41,9	43,9	44,9	46,9	49,2	50,1	52,5	43,2
- Équipement	405,1	415,3	424,8	456,7	445,8	534,5	567,8	633,9	580,5	517,6	496,6	512,9	499,3
III. CREDITS A LONG TERME	651,8	674,0	679,8	680,6	692,5	738,7	735,6	700,5	781,7	875,6	940,7	1 030,7	765,2
- Habitat	285,1	283,9	288,2	296,6	304,2	301,2	309,7	304,1	298,5	310,2	311,2	318,0	300,9
- Équipement	366,7	390,1	391,7	384,0	388,3	437,5	426,0	396,4	483,2	565,4	629,5	712,7	464,3
TOTAL	2 459,3	2 549,4	2 610,2	2 699,6	2 789,3	2 959,1	3 075,5	3 143,5	3 268,0	3 293,5	3 364,0	3 479,9	2 974,3
2023													
I. CREDITS A COURT TERME	1 875,3	1 896,9	1 970,2	2 016,5	2 141,0	2 198,9	2 256,3	2 321,0	2 181,4	2 232,9	2 277,2	2 271,1	2 136,6
- Mobilisation des créances commerciales	260,0	262,3	312,6	294,1	359,3	384,5	410,8	427,5	272,9	280,0	300,5	306,5	322,6
- Crédits à l'exportation	61,7	62,8	63,5	62,2	64,9	64,7	27,4	25,3	25,4	27,2	28,9	26,5	45,0
- Crédits à l'importation après expédition	30,7	30,5	30,2	30,0	29,7	18,3	18,1	17,9	17,7	17,6	17,4	18,8	23,1
- Crédits de trésorerie	1 522,8	1 541,2	1 563,9	1 630,2	1 687,1	1 731,4	1 800,0	1 850,3	1 865,3	1 908,2	1 930,4	1 919,2	1 745,8
II. CREDITS A MOYEN TERME	564,6	565,5	588,1	508,8	521,7	516,9	488,8	503,5	887,5	871,8	861,6	884,6	646,9
- Habitat	52,1	55,1	57,1	58,3	57,5	61,1	65,8	66,8	68,9	69,4	84,4	70,3	63,9
- Équipement	512,4	510,4	531,0	450,4	464,2	455,8	422,9	436,7	818,6	802,3	777,3	814,3	583,0
III. CREDITS A LONG TERME	1 042,8	1 016,7	998,1	1 115,7	1 143,9	1 153,7	1 193,9	1 219,8	1 248,5	1 273,1	1 275,4	1 287,7	1 164,1
- Habitat	323,9	328,4	346,2	351,4	356,3	364,2	368,9	370,7	378,0	386,3	396,2	400,2	364,2
- Équipement	718,9	688,3	651,9	764,2	787,6	789,4	825,0	849,1	870,5	886,7	879,2	887,6	799,9
TOTAL	3 482,6	3 479,1	3 556,3	3 640,9	3 806,6	3 869,5	3 939,0	4 044,3	4 317,3	4 377,8	4 414,3	4 443,4	3 947,6
2024													
I. CREDITS A COURT TERME	2 306,9	2 312,5	2 339,9	2 367,4	2 407,9	2 512,5	2 658,3	2 731,6	2 794,3	2 939,6	3 027,4	3 112,3	2 625,9
- Mobilisation des créances commerciales	317,8	272,4	281,1	285,7	287,1	295,7	324,5	341,0	357,0	472,5	450,2	474,4	346,6
- Crédits à l'exportation	29,2	32,5	39,1	38,8	42,9	38,5	37,2	35,5	37,1	41,4	56,6	46,6	39,6
- Crédits à l'importation après expédition	18,6	18,4	18,2	18,0	17,8	17,6	17,4	17,2	17,0	16,7	16,5	16,3	17,5
- Crédits de trésorerie	1 941,3	1 989,1	2 001,6	2 024,9	2 060,0	2 160,6	2 279,2	2 337,9	2 383,3	2 408,9	2 504,1	2 575,0	2 222,2
II. CREDITS A MOYEN TERME	985,6	999,6	972,1	1 019,5	1 054,4	1 055,8	1 098,3	1 119,9	1 090,8	1 115,2	1 126,4	1 124,2	1 063,5
- Habitat	71,9	70,1	69,8	72,9	74,7	77,2	80,3	81,5	85,1	83,4	81,5	88,6	78,1
- Équipement	913,6	929,5	902,3	946,5	979,7	978,6	1 017,9	1 038,4	1 005,7	1 031,8	1 044,9	1 035,6	985,4
III. CREDITS A LONG TERME	1 204,7	1 205,3	1 319,8	1 324,2	1 361,7	1 372,3	1 332,4	1 338,9	1 400,0	1 399,8	1 413,3	1 388,7	1 338,4
- Habitat	407,7	413,9	418,3	419,3	421,4	430,1	433,1	436,0	450,6	465,0	467,1	469,7	436,0
- Équipement	797,0	791,4	901,5	905,0	940,3	942,2	899,4	902,9	949,4	934,8	946,2	919,0	902,4
TOTAL	3 651,9	3 710,0	3 805,3	3 876,3	3 980,1	4 081,4	4 196,5	4 279,3	4 338,3	4 375,5	4 495,2	4 529,6	4 110,0

Source : BRB

Annexe 8 : Taux d'intérêts moyens débiteurs appliqués par les banques (en %)

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
COURT TERME	15,84	15,67	14,39	13,78	14,24	14,99
- Exportations	7,00	7,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Importations	15,81	15,29	7,10	7,54	8,93	9,98
- Trésorerie	17,16	16,80	15,67	15,60	15,65	16,21
- Autres	15,26	15,15	13,85	12,90	13,41	14,40
MOYEN TERME	15,23	15,68	12,57	12,81	12,09	12,75
- Habitat	17,92	18,31	13,36	13,65	13,71	14,06
- Equipement et divers	15,20	15,66	12,53	12,74	11,99	12,67
LONG TERME	14,24	12,11	12,37	11,68	11,60	11,99
- Habitat	16,56	15,94	13,90	13,38	13,24	13,27
- Equipement et divers	14,21	12,10	11,18	11,02	11,01	11,57
MOYENNE GENERALE	15,49	15,18	13,40	12,95	12,90	13,70

Source : BRB

Annexe 9: Taux d'intérêts moyens créditeurs appliqués par les banques (en %)

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
DEPOTS A VUE (1)	1,92	2,75	3,2	4,12	3,88	5,0
COMPTE SUR LIVRETS	4,56	4,74	4,87	4,98	5,16	5,06
DEPOTS A TERME	6,23	6,10	6,28	6,41	6,56	7,3
1 mois au plus	5,02	5,13	5,07	5,11	5,29	6,3
1 an au plus	6,78	6,51	6,75	6,86	6,93	7,6
2 ans au plus	9,72	10,90	6,61	5,74	4,53	7,1
plus de 2 ans	8,11	7,94	7,19	7,42	8,24	8,2
BONS DE CAISSE	-	-	-	-	-	-
1 mois au plus	-	-	-	-	-	-
1 an au plus	-	-	-	-	-	-
plus d'un an	-	-	-	-	-	-
2 ans au plus	-	-	-	-	-	-
EPARGNE A LA SOURCE	-	-	-	-	-	-
BONS D'EPARGNE	-	-	-	-	-	-
MOYENNE GENERALE	5,28	5,66	6,08	6,15	6,29	7,18

(1) : Tous les dépôts à vue n'étant pas rémunérés, le taux moyen est calculé sur la base des seuls dépôts rémunérés.

Source : BRB

Annexes

Annexe 10 : Importations par rubriques douanières (en MBIF et Tonne)

Rubriques douanières	Dénomination des marchandises	2020		2021		2022		2023		2024	
		V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q
01	Animaux vivants	2 864,9	743,9	2 240,2	334,5	3 296,4	690,3	3 965,2	215,2	5 119,9	327,7
02	Viandes	1 777,9	241,1	1 041,3	161,8	326,2	122,4	252,1	71,7	248,0	96,9
03	Poissons	7 687,2	4 965,8	7 154,5	4 642,4	6 603,0	4 255,4	9 210,7	4 904,2	12 343,0	6 904,0
04	Produits laitiers	1 285,8	422,5	1 936,3	662,2	1 918,1	637,2	2 990,5	663,3	1 639,8	516,6
07	Légumes	5 232,2	11 784,7	11 700,8	36 292,0	4 184,4	12 784,0	5 846,0	6 501,7	6 206,2	20 385,2
08	Fruits	330,2	277,3	521,1	984,6	469,9	601,5	567,4	320,1	702,2	378,4
1001	Froment et mélteil	43 790,2	83 639,4	48 680,0	73 750,8	69 598,7	78 826,1	45 547,4	52 383,8	56 108,9	65 235,8
1005	Mais autre que de semence	9 455,1	15 999,6	8 594,0	8 352,1	10 595,7	13 584,0	28 905,5	42 552,0	26 591,2	34 143,1
1006	Riz	14 811,6	17 975,3	23 163,4	26 854,5	23 902,7	19 950,7	26 909,5	13 505,1	43 987,6	19 180,2
1101	Farine de froment	2 510,2	3 061,3	4 055,5	5 445,0	1 052,1	1 149,6	24 720,4	14 693,3	20 067,6	9 061,6
1107	Malt	17 597,5	17 017,3	19 773,1	17 782,4	22 886,4	17 911,5	28 767,0	13 800,8	44 334,7	16 482,5
1209	Graines	1 146,1	57,3	1 767,0	26,6	1 889,8	52,4	1 758,6	228,0	888,2	22,7
1302	Sucs et extraits végétaux	1 558,4	21,7	3 044,5	44,1	1 928,0	28,5	1 876,6	30,1	2 354,4	28,3
1507-1515	Huiles végétales	12 226,8	7 688,0	15 483,8	35 515,0	14 249,2	5 833,0	36 575,1	13 561,8	17 659,8	5 245,8
1517	Margarine	671,7	190,7	880,1	201,0	1 276,3	205,6	1 475,5	182,8	739,3	126,7
16	Préparations viandes et poissons	10 189,9	857,3	8 707,2	573,7	14 355,1	1 230,2	4 515,3	382,2	5 369,8	366,6
17019110-9910	Sucre cristallisé	30 389,3	22 785,1	33 833,8	27 912,0	51 637,2	45 022,7	36 653,8	28 723,9	104 239,2	47 682,9
1704	Sucreries sans cacao	7 911,7	3 325,9	9 357,8	3 790,1	10 551,1	3 879,8	8 541,9	2 507,7	8 100,9	2 359,5
190110	Préparations pour l'alimentation des enfants	926,8	101,1	1 301,9	124,9	1 411,1	153,5	2 006,1	302,3	2 223,0	128,1
1902	Pâtes alimentaires	1 414,2	1 466,2	1 666,7	1 568,7	2 074,1	1 731,9	3 362,6	2 351,8	4 874,4	3 297,4
190551,0	Biscuits	4 138,5	2 744,9	6 200,2	4 011,3	5 815,1	3 291,1	7 710,5	3 501,2	11 443,8	4 622,3
20	Préparations légumes et fruits	4 640,4	2 538,4	4 641,1	2 303,8	7 354,9	9 204,8	12 710,5	6 636,9	10 714,4	3 218,2
21	Préparations alimentaires diverses	20 497,8	6 223,1	34 338,5	7 725,0	21 267,2	5 563,5	31 832,5	6 000,8	33 572,8	4 564,3
2203	Bières	5 791,1	2 661,1	9 418,7	4 705,1	13 983,3	6 884,0	12 798,5	4 470,6	14 847,3	4 918,7
2204	Vins	2 478,9	516,1	2 855,8	763,5	3 886,8	1 071,0	4 166,6	796,1	4 773,8	810,6
2205	Vermouths	139,9	28,2	200,0	39,6	51,5	7,1	12,3	3,6	51,1	3,4
2207-08	Liqueurs et autres boissons spiritueuses	6 767,6	3 081,8	11 545,5	5 263,7	14 706,9	5 933,8	21 162,8	9 641,0	32 360,3	14 172,4
2401	Tabac	2,8	5,7	1,8	2,9	0,0	0,0	18 575,7	1 247,1	0,1	0,0
240220	Cigarettes	5 888,1	504,8	121,8	5,0	523,7	28,8	202,2	5,0	167,8	2,8
2501	Sel	8 741,5	33 857,9	9 466,9	39 644,5	9 733,9	40 780,3	11 725,5	43 636,7	11 704,4	49 770,0
252310	Ciments non pulvérisés dits clinkers	36 302,2	115 627,0	31 254,3	95 769,7	13 121,2	41 075,4	4 051,7	17 672,5	3,4	1,5
252329	Ciment portland	21 934,6	84 095,5	42 030,3	152 025,3	55 683,4	207 259,5	79 372,7	237 232,9	81 153,7	254 224,1
2710113-14-1911	Essence d'avion et Kérozène	2 914,3	2 158,2	3 488,6	2 807,6	10 946,1	5 512,2	12 929,2	5 261,3	13 182,2	3 712,3
27101111-15	Essence autres	117 144,7	107 472,3	153 433,4	107 203,8	234 473,1	115 465,6	296 037,3	115 778,3	217 291,8	60 254,9
27101921-23-31-39	Gas oil et fuel oil	130 196,1	121 858,5	148 039,6	108 311,9	338 650,9	153 893,5	312 513,6	125 800,4	218 659,2	68 674,6
27101912-14	Pétrole	1 720,1	1 273,3	4,5	5,7	5,5	2,0	145,0	56,1	81,8	29,4
271019-1910-19-26	Huiles et graisses	7 441,1	3 199,0	10 885,5	4 024,3	13 439,1	12 652,4	12 438,4	3 851,7	14 077,2	4 229,1
271091-99-1941-42	Déchets d'huile	3 398,4	3 223,7	5 769,8	5 276,9	297,8	466,9	6 051,9	2 939,0	12 195,2	5 742,1
2711-2715	Asphalte, bitumes	8 661,9	14 468,0	5 403,6	5 740,9	5 204,6	3 441,6	20 824,4	15 545,0	18 870,6	13 202,2
28	Produits chimiques inorganiques	9 930,2	8 901,5	7 538,4	7 287,1	17 985,1	10 653,1	16 869,2	9 467,7	15 819,9	10 318,7
29	Produits chimiques organiques	3 793,6	864,3	6 290,0	1 147,9	5 798,1	773,2	6 684,8	1 084,2	7 181,5	1 431,1
30	Produits pharmaceutiques	123 556,7	5 246,8	136 772,4	5 047,0	124 139,8	5 046,9	130 493,1	4 741,0	113 640,8	5 605,5
31	Engrais	65 633,6	86 381,1	53 175,2	56 335,2	164 340,2	89 966,3	246 434,5	139 574,7	196 874,9	120 511,0
32	Matières colorantes	11 335,1	4 155,9	12 539,6	4 265,3	16 063,4	4 389,6	17 302,1	4 783,0	20 909,6	5 217,3
33	Produits de parfumerie	19 961,9	3 750,1	16 001,3	3 948,5	30 277,0	4 387,7	31 116,2	4 497,8	41 510,3	6 014,6
3401-05	Savons et produits d'entretien	5 501,0	2 912,5	7 845,3	5 081,7	13 227,5	5 491,0	10 891,1	4 031,2	15 795,6	5 105,5
3605	Allumettes	110,6	35,7	141,4	30,3	485,7	248,1	660,8	288,1	455,2	104,4
37	Produits photographiques et cinématographiques	170,1	8,4	107,9	7,3	276,5	29,7	350,8	29,2	216,4	62,2
380810	Insecticides	6 362,0	102,5	8 037,2	373,6	1 306,1	184,2	1 212,9	150,7	0,0	0,0
380840	Désinfectants	397,0	54,1	431,2	49,7	916,4	59,6	6 813,9	236,4	0,0	0,0
39	Matières plastiques	42 603,1	14 021,3	69 376,4	21 987,1	83 823,5	25 132,7	92 702,5	25 150,5	125 313,6	31 027,7
4011-12	Pneumatiques	14 687,4	3 005,5	20 131,7	3 496,8	23 062,6	4 222,5	19 924,9	3 354,5	25 855,6	4 052,2
4013	Chambres à air	549,9	230,1	1 015,3	318,4	1 065,6	300,0	783,4	231,4	1 529,9	394,6
42	Ouvrages en cuir	2 280,0	803,5	1 625,1	673,1	3 095,8	1 388,5	4 282,2	1 405,1	5 692,0	1 449,4
44	Bois et ouvrages en bois	3 135,1	2 672,4	3 978,7	3 130,5	4 566,5	3 253,8	5 964,1	3 188,9	5 520,4	3 674,5
48	Papiers, cartons et ouvrages en carton	31 757,5	16 520,2	28 323,0	9 344,2	39 963,6	12 954,8	46 598,6	12 513,9	54 446,2	15 690,8
49	Articles de bibliothèque	10 515,3	993,0	9 528,2	1 723,8	17 654,1	1 130,9	30 922,1	1 068,9	47 227,4	1 249,9
5206-12	Tissus de coton	13 327,3	2 458,6	14 833,8	3 189,2	12 221,3	1 428,7	6 575,1	553,9	8 692,3	614,2
5407-08	Tissus synthétiques et artificiels continus	192,4	48,0	437,8	67,7	350,0	38,2	1 269,6	181,2	2 108,4	246,5
5512-16	Tissus de fibres textiles synthétiques discontinus	1 270,4	496,3	1 378,3	708,9	5 321,7	1 193,1	3 396,0	416,1	3 830,1	340,6
5607	Ficelles et cordes	573,2	147,8	354,6	143,3	494,9	168,0	321,4	150,1	405,1	196,9
5903	Tissus imprégnés d'autres matières plastiques	40,1	11,5	104,7	56,5	49,0	12,3	64,4	14,1	114,3	29,6
61	Vêtements et accessoires du vêt., en bonneterie	5 105,1	1 260,3	5 348,5	1 286,0	4 413,6	1 302,0	8 265,9	2 176,8	10 415,7	1 663,0
62	Vêtements et acc. du vêt. autres qu'en bonneterie	5 468,2	1 089,8	9 178,6	1 801,1	8 353,9	1 951,9	10 692,8	2 607,2	14 879,4	3 140,1
6308-10	Friterie	23 390,1	15 225,5	26 130,0	16 527,4	47 611,3	19 144,9	49 939,8	15 334,8	56 943,5	15 830,5
64	Chaussures	12 433,6	6 983,1	13 514,5	4 366,3	13 655,3	2 927,8	21 317,3	4 720,1	23 569,2	6 707,5
68	Ouvrages en pierres, plâtre et ciment	1 819,9	6 984,7	1 830,1	2 059,3	3 188,1	2 455,6	2 967,1	2 849,7	3 478,5	3 540,0
69	Produits céramiques	14 081,7	27 386,0	16 796,4	27 657,0	22 497,6	33 840,2	29 256,1	33 316,5	32 678,9	36 201,3
701090	Bouteilles	7 820,7	4 439,2	12 425,1	6 626,8	14 492,1	7 659,4	35 294,8	16 193,2	14 515,7	5 790,9
72	Fonte, fer et acier	122 428,5	59 297,2	181 992,5	81 121,8	162 263,1	64 291,5	135 647,6	112 678,4	129 896,6	92 366,5
73	Ouvrages en fonte, fer et acier	38 020,5	18 916,5	45 496,7	17 109,1	52 164,9	19 996,2	74 473,6	21 145,2	84 310,9	21 947,2
76	Ouvrages en aluminium	7 925,6	2 732,3	7 755,0	1 320,1	5 737,1	1 004,5	18 050,7	2 675,8	15 986,8	1 744,2
8201-07	Ouvrages divers	2 492,5	1 206,7	2 051,5	677,0	7 565,8	2 862,4	3 293,9	815,3	4 870,6	872,8
82013010	Houes	2 055,0	1 368,5	2 15							

Annexe 11 : Structure des importations (en MBIF et en Tonne)

PERIODE	2020		2021		2022		2023		2024	
	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q
I. BIENS DE PRODUCTION:	750 547,38	873 078,5	925 982,30	912 063,8	1 335 033,16	986 202,4	1 523 350,12	1 052 315,3	1 365 561,1	950 353,3
10. Métallurgie	119 438,24	57 423,1	178 055,07	79 087,9	155 630,22	61 147,4	123 974,02	107 388,5	118 797,0	87 136,0
11. Agriculture et élevage	85 020,34	93 601,8	77 942,76	64 652,0	179 024,00	100 958,5	270 103,31	150 457,4	216 160,6	139 669,7
12. Alimentation	104 347,00	148 871,0	126 588,50	143 147,8	145 820,75	131 701,6	195 378,33	125 208,1	218 690,1	133 979,9
13. Textile	1 890,69	579,7	1 589,07	390,3	3 190,91	696,9	5 059,02	556,8	7 058,4	357,6
14. Construction	90 977,85	278 541,3	107 799,50	349 783,2	113 713,30	358 059,5	148 506,11	372 274,9	145 754,2	394 866,0
15. Bois	1 721,53	1 675,4	2 241,25	2 015,0	2 724,70	2 071,9	2 517,73	1 754,8	2 739,2	2 008,0
16. Papier	4 110,97	2 443,1	3 542,40	1 825,5	8 269,79	3 757,4	5 331,03	2 045,7	7 009,2	2 598,2
17. Cuir	37,63	17,9	152,94	271,6	81,76	256,3	89,24	12,3	266,9	94,3
18. Autres biens de production:	343 003,13	289 925,3	428 070,80	270 890,5	726 577,74	327 552,7	772 391,33	292 616,7	649 085,5	189 643,7
180.Chimiques	34 762,07	11 713,2	55 298,97	10 408,1	47 603,50	13 362,3	51 387,80	13 055,1	43 105,1	14 529,6
181.Combustibles solides	813,07	4 530,9	2 737,82	11 091,5	4 208,42	10 440,6	1 413,81	4 233,4	725,3	6 103,9
182. Huiles minérales	263 207,96	238 848,4	321 625,30	227 630,0	601 719,73	283 910,0	640 112,86	253 687,3	475 489,2	142 642,8
183. Autres	44 220,03	34 832,8	48 408,71	21 760,9	73 046,08	19 839,8	79 476,86	21 640,9	129 766,0	26 367,4
II. BIENS D'EQUIPEMENT:	364 785,2	55 126,5	388 246,7	54 657,5	414 264,9	57 281,8	589 205,0	63 020,0	610 550,9	58 065,7
20. Chaudières,engins mécaniques	99 045,26	11 164,9	123 048,84	12 023,8	142 770,44	11 990,4	176 342,20	15 147,7	169 759,1	12 038,1
21. Pièces et outillages	29 135,61	14 716,8	37 551,18	14 553,9	45 665,00	18 738,2	62 547,45	19 041,1	74 519,5	19 407,3
22. Matériel électrique	105 762,45	9 675,1	82 711,70	8 710,1	79 663,49	7 557,0	160 008,82	11 064,2	147 490,7	9 311,5
23. Tracteurs,véhicules et engins/transport	97 571,90	17 786,7	107 520,95	18 041,2	101 988,71	16 816,4	123 076,36	15 154,3	142 475,4	14 698,0
24. Autres biens d'équipement	33 269,99	1 783,1	37 414,04	1 328,5	44 177,22	2 179,7	67 230,12	2 612,7	76 306,1	2 610,9
III. BIENS DE CONSOMMATION:	626 575,40	247 526,2	711 177,71	304 111,3	814 927,24	294 635,4	963 856,33	330 237,5	1 123 845,2	362 486,6
30. Durables:	282 300,07	81 420,5	330 745,34	84 959,8	405 252,42	100 677,3	475 509,10	113 742,5	532 955,4	93 619,6
300. Textiles	60 222,17	14 633,6	79 962,42	19 755,2	98 202,75	19 925,9	73 825,37	39 195,7	81 905,3	14 355,7
301. Véhicules	80 604,42	13 328,0	77 623,20	10 841,4	84 410,44	17 261,8	110 502,42	11 151,1	121 511,5	12 030,6
302 .Autres	141 473,48	53 458,9	173 159,72	54 363,1	222 639,23	63 489,7	291 181,32	63 395,8	329 538,6	67 233,2
31. Non durables:	344 275,32	166 105,7	380 432,37	219 151,5	409 674,82	193 958,1	488 347,22	216 495,0	590 889,8	268 867,0
310. Alimentaires	174 057,98	139 717,6	192 560,29	196 676,4	210 959,29	165 623,1	280 923,63	191 410,0	384 602,5	239 586,7
311. Pharmaceutiques	123 812,44	5 255,9	138 087,41	5 079,2	124 669,68	5 058,9	131 064,87	4 748,0	114 163,6	5 628,0
312. Autres	46 404,90	21 132,2	49 784,66	17 396,0	74 045,85	23 276,1	76 358,72	20 337,0	92 123,7	23 652,3
TOTAL	1 741 908,00	1 175 731,2	2 025 406,73	1 270 832,6	2 564 225,26	1 338 119,5	3 076 411,40	1 445 572,9	3 099 957,2	1 370 905,6

Source : BRB, statistiques du commerce extérieur

Annexe 12 : Importations par pays de provenance (en tonnes et en MBIF)

PERIODE	2020		2021		2022		2023		2024	
	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q
PAYS										
I. EUROPE	303 211,7	142 004,8	298 330,4	131 225,7	326 116,3	107 458,2	441 778,3	127 559,9	414 334,6	110 479,5
1. Union Européenne	220 928,3	52 258,5	216 002,9	50 962,1	249 230,7	74 534,9	324 885,1	69 752,5	334 146,8	69 725,9
Allemagne	24 223,9	5 099,7	28 957,9	4 844,0	37 004,7	4 639,4	56 994,7	6 009,2	64 106,8	17 772,4
Belgique - Luxembourg	91 637,1	18 687,4	74 169,7	24 043,0	63 876,8	17 359,9	83 601,6	13 691,0	98 889,2	15 116,1
Danemark	23 599,4	452,0	27 074,5	595,6	16 169,8	412,6	11 423,6	395,6	15 852,8	482,8
Espagne	1 125,9	147,9	2 978,1	755,1	3 988,8	252,2	18 906,0	6 672,9	10 632,6	2 771,0
France	32 831,2	7 693,6	32 388,5	7 064,3	35 928,6	10 469,5	55 062,6	6 876,3	53 603,9	5 880,6
Grèce	319,3	78,4	697,2	89,4	1 061,1	117,6	1 045,5	87,9	1 014,9	103,5
Irlande	911,8	35,9	1 370,4	5,1	618,7	43,8	199,0	26,4	700,0	40,8
Italie	9 928,9	4 491,8	22 112,5	9 512,9	21 523,3	5 145,8	19 228,6	4 196,1	36 532,3	3 377,0
Pays-Bas	17 390,0	1 994,1	19 111,8	3 141,7	19 090,4	4 754,3	18 918,1	2 765,7	21 938,9	3 143,2
Portugal	4 949,6	502,4	469,1	31,8	327,9	80,8	636,2	24,0	335,2	45,8
Roumanie	547,7	2,9	110,5	11,4	181,2	22,5	92,1	53,7	85,7	1,0
Autres pays de l'U.E.	13 463,6	13 072,4	6 562,9	867,9	49 459,4	31 256,5	58 777,1	28 953,8	30 454,4	20 991,7
2. AUTRES	82 283,4	89 746,3	82 327,5	80 263,6	76 885,6	32 923,3	116 893,2	57 807,4	80 187,9	40 753,5
Suisse	2 546,5	106,0	3 770,9	246,9	7 080,5	699,4	2 702,9	275,3	1 805,5	46,7
Turquie	19 443,7	15 076,6	21 736,6	14 719,1	43 986,7	19 217,0	52 641,2	14 667,8	43 992,5	11 166,2
Royaume-Uni	36 853,9	36 068,0	32 669,1	30 211,3	15 665,9	2 538,5	10 059,1	1 273,1	8 651,4	703,4
Russie	18 168,7	33 488,5	23 688,3	34 917,8	9 492,8	10 286,0	48 787,6	40 709,7	24 597,0	28 537,7
Autres pays d'Europe	5 270,6	5 007,2	462,6	168,5	659,6	182,5	2 702,4	881,5	1 141,5	299,5
II. ASIE	896 184,0	435 571,4	1 081 654,3	424 548,4	1 488 245,9	519 306,6	1 667 400,6	490 795,3	1 684 347,1	447 488,8
Arabie Saoudite	206 169,1	194 016,7	250 384,0	177 681,4	376 565,0	181 136,9	171 411,1	74 759,0	193 928,0	92 802,0
Bangladesh	1 549,0	275,9	1 290,8	131,2	2 199,1	297,3	3 461,6	325,6	2 381,2	212,7
Corée du Nord	1 602,5	315,0	1 190,2	278,2	1 990,6	195,2	699,3	14,9	-	-
Corée du Sud	4 434,7	646,2	12 156,7	1 109,4	10 375,7	1 605,6	14 089,2	1 165,5	22,3	22,8
Emirats Arabes Unis	119 178,5	68 142,5	145 857,0	68 581,8	355 885,6	141 601,0	543 609,9	204 690,5	442 759,7	125 390,3
Hong-Kong	5 676,5	495,4	8 516,6	238,0	5 191,2	145,1	2 211,0	105,9	2 094,4	200,2
Iran	92,2	108,9	449,8	542,4	105,5	107,8	110,6	88,4	93,6	14,6
Japon	71 153,0	14 731,4	66 941,8	13 102,7	83 544,0	17 410,9	120 198,6	13 409,3	112 002,2	11 125,4
Pakistan	3 897,5	2 167,5	5 138,8	2 795,2	6 563,7	2 669,2	8 339,2	2 229,4	16 768,2	5 545,1
Rép. Pop. de Chine	271 561,4	84 629,7	374 481,8	97 791,9	362 686,0	96 075,4	458 127,7	99 394,4	524 134,4	122 404,3
Taiwan	310,0	5,5	751,9	70,2	315,0	26,5	1 076,5	59,8	1 406,6	30,8
Union Indienne	165 074,0	47 833,3	174 439,6	49 176,7	217 153,2	51 899,4	232 739,2	58 689,7	284 145,5	57 819,9
Autres pays d'Asie	45 485,6	22 203,5	40 055,2	13 049,4	65 671,5	26 136,2	111 326,8	35 863,0	104 611,0	31 920,7
III. AFRIQUE	511 735,1	579 513,8	609 434,1	700 558,0	685 790,5	662 854,2	922 834,9	816 168,5	908 093,9	789 106,3
Afrique du Sud	28 884,6	7 404,6	18 850,7	2 810,9	18 646,7	2 614,9	20 702,3	2 253,3	21 149,8	3 379,5
Djibouti	-	-	-	-	37,3	0,7	-	-	-	-
Egypte	40 709,5	12 009,6	38 156,0	13 524,4	32 987,2	8 727,6	35 669,6	8 012,3	34 223,4	8 148,5
Kenya	90 447,6	33 573,4	112 839,4	69 935,7	137 487,4	57 996,7	157 572,4	71 511,0	133 124,1	72 632,4
Ouganda	87 634,5	43 307,9	111 937,7	49 871,0	153 259,0	65 220,1	135 012,1	45 717,2	192 294,2	63 884,0
R.D.C. (1)	16 256,9	29 001,3	28 886,5	34 995,0	24 078,2	17 131,1	26 219,9	13 237,8	50 010,4	91 853,3
Rwanda	3 872,6	1 971,2	6 907,6	3 741,1	8 585,8	4 100,6	35 586,1	13 571,6	32 508,8	9 717,8
Tanzanie	149 409,2	284 942,4	200 801,6	344 974,8	232 633,3	370 975,0	401 086,6	533 579,4	367 233,4	463 160,8
Sud Soudan							32,0	1,0	-	-
Somalie									-	-
Zambie	62 888,2	149 219,1	72 560,8	174 857,9	55 756,6	127 992,1	71 569,9	120 076,4	43 835,6	67 926,9
Zimbabwe	78,5	18,8	156,1	3,8	3 034,6	2 000,0	114,9	22,6	7 349,0	2 462,0
Autres pays d'Afrique	31 553,6	18 065,6	18 337,6	5 843,5	19 284,5	6 095,4	39 269,0	8 185,9	26 365,2	5 941,4
IV. AMERIQUE	28 731,3	18 295,5	31 827,0	10 592,1	54 298,0	38 807,6	42 848,2	10 553,4	92 114,2	23 485,8
Etats-Unis	21 190,7	10 792,4	19 763,3	2 739,8	19 765,3	5 940,2	27 622,9	5 698,1	45 860,8	6 402,5
Canada	3 344,7	2 441,0	4 228,6	2 110,0	8 553,5	4 130,7	5 386,7	2 509,4	14 691,4	3 186,5
Autres pays d'Amérique	4 195,9	5 062,0	7 835,1	5 742,3	25 979,2	28 736,7	9 838,7	2 345,9	31 562,1	13 896,7
V. OCEANIE	2 046,0	345,8	4 160,9	3 908,4	9 774,6	9 692,8	1 549,4	495,8	1 067,3	345,3
Australie	2 021,8	312,4	4 124,8	3 891,3	9 743,8	9 681,2	1 541,4	492,2	778,5	323,4
Autres pays de l'Océanie	24,2	33,4	36,1	17,1	30,8	11,6	8,0	3,6	288,8	21,8
VI. PAYS NON SPECIES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	1 741 908,0	1 175 731,2	2 025 406,7	1 270 832,6	2 564 225,3	1 338 119,5	3 076 411,4	1 445 572,9	3 099 957,2	1 370 905,6

Source : BRB, statistiques du commerce extérieur

Annexe 13 : Structure des exportations (en Tonne et en MBIF)

PERIODE	2020		2021		2022		2023		2024	
	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q
PRODUITS PRIMAIRES	212 355,2	44 499,8	221 856,2	41 447,3	279 251,6	33 209,6	364 662,8	53 337,6	296 829,4	51 136,5
café marchand	58 726,9	12 896,2	56 395,6	10 305,3	109 019,4	12 228,1	109 183,1	12 396,6	78 884,2	6 858,3
coton	0,0	0,0	5,4	10,0	1,0	19,0	0,0	0,0	0,0	0,0
peaux brutes	1 299,6	696,6	481,9	919,5	686,0	3 092,2	162,1	410,7	1 712,2	400,1
thé	40 192,4	8 832,2	48 271,5	11 625,8	46 103,7	9 572,2	48 700,4	8 950,2	41 980,2	7 582,1
huile de palme brute	180,9	166,3	76,8	104,2	0,9	1,5	6,7	15,7	473,7	411,8
minérais (non compris l'or)	12 389,7	578,3	27 072,2	533,9	15 903,7	433,6	11 744,4	450,6	58 731,4	702,8
métaux de terres rares	3 053,9	319,5	3 873,7	225,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Or	88 036,5	0,9	80 170,5	0,7	105 579,2	0,9	187 547,2	1,1	93 208,5	0,4
animaux vivants	0,0	0,0	9,2	8,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
poissons vivants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,5	3,3	1,8
autres	6 837,0	21 009,8	5 499,3	17 714,0	1 957,6	7 862,1	7 318,6	31 112,3	21 835,8	35 179,4
PRODUITS MANUFACTURES	100 276,3	61 358,0	101 524,4	68 761,1	143 623,8	91 083,7	188 509,4	91 209,7	209 260,1	84 178,1
limonades, eaux gazeuses	16,8	14,9	1 130,0	410,7	418,1	162,1	1 225,5	693,4	659,5	405,9
bouteilles en verre foncé	5 163,7	1 192,8	7 809,8	2 382,8	9 492,2	2 629,0	15 643,5	6 498,2	13 057,3	3 294,0
bières	8 886,9	12 326,3	14 615,2	16 587,1	20 225,7	22 776,1	25 344,8	20 061,8	29 656,1	23 525,3
cigarettes	13 185,0	989,2	12 674,7	918,5	20 924,1	1 461,9	27 433,0	1 506,5	36 142,4	1 616,3
tissus de coton	212,0	15,7	296,1	48,4	23,4	4,5	190,5	9,2	10,9	3,3
sucré	0,2	0,5	0,2	0,4	92,2	50,5	1,4	4,2	543,1	107,2
farine de blé	17 656,2	17 395,7	10 811,6	9 312,4	18 994,4	11 990,3	26 607,6	14 143,0	33 697,1	20 397,3
farine de maïs	579,7	593,1	44,2	25,9	1,4	1,5	43,1	136,2	69,2	46,5
ciment portland	60,6	133,4	0,1	1,7	0,0	0,0	1,6	6,7	3,4	10,5
savons	763,3	677,8	1 021,1	8 810,5	2 012,4	8 132,7	14 364,9	7 012,3	12 016,6	5 801,9
Kérozène	5 365,2	1 982,5	5 962,2	2 244,5	9 453,3	2 365,0	12 656,3	2 736,5	11 219,5	2 323,5
Gazole	0,0	0,0	661,0	601,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
autres (1)	48 386,9	26 036,1	46 498,1	27 417,2	61 986,5	41 510,1	64 997,1	38 401,5	72 184,9	26 646,6
								0,0		
TOTAL	310 993,2	105 857,8	323 380,6	110 208,4	422 875,5	124 293,3	553 172,2	144 547,3	506 089,5	135 314,7

(1) : Non compris les objets personnels.

Source : BRB, statistiques du commerce extérieur

Annexe 14 : Exportations par pays de destination (en MBIF)

Pays	2020	2021	2022	2023	2024
I. EUROPE	50 743,8	53 094,4	97 439,5	88 356,4	60 328,5
1. Union Européenne	29 662,6	39 579,1	48 586,9	45 910,0	26 401,3
Allemagne	11 649,9	10 478,0	7 907,7	16 554,9	3 968,0
Belgique - Luxembourg	15 484,8	26 837,9	33 976,0	24 894,8	18 684,7
Danemark	6,3	6,4	3,8	10,5	12,8
Espagne	131,4	0,0	0,0	18,6	0,0
France	667,5	1 180,2	3 105,8	3 106,4	796,0
Grèce	0,0	0,0	0,0	0,0	3,7
Irlande	0,0	7,0	312,6	0,0	0,0
Italie	1 288,4	437,3	601,6	233,5	1 618,9
Pays-Bas	13,9	365,7	2 652,9	853,5	1 255,6
Portugal	0,0	196,8	0,0	0,0	0,0
Roumanie	0,0	1,5	3,1	0,0	0,0
Autres pays de l'U.E.	420,4	68,2	23,4	237,8	61,5
2. AUTRES	21 081,3	13 515,3	48 852,6	42 446,4	33 927,2
Suisse	15 352,6	6 888,5	40 054,5	38 659,1	27 496,7
Royaume-Uni	5 257,9	6 102,4	8 549,2	2 292,8	2 641,0
Russie	38,9	0,0	0,0	1 073,9	999,0
Autres pays d'Europe	431,9	524,4	248,9	420,7	2 790,5
II. ASIE	137 246,0	133 775,4	156 958,3	251 646,7	194 598,9
Arabie Saoudite	86,8	75,9	205,3	153,0	0,0
Bangladesh	0,0	0,0	3,0	0,0	0,0
Corée du Nord	0,0	0,0	100,4	0,0	0,0
Corée du Sud	0,0	15,4	139,3	12,3	61,0
Hong-Kong	2,7	10,4	0,0	0,0	0,0
Emirats Arabes Unis	100 214,8	89 287,1	118 547,4	201 823,0	140 617,1
Iran	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Japon	21,1	499,1	615,1	946,9	742,4
Oman	11 124,1	11 911,4	9 020,0	17 021,7	14 074,8
Pakistan	17 288,7	20 209,8	20 637,9	6 454,1	5 312,9
Rép. Pop. de Chine	3 589,2	2 326,9	46,3	22 433,8	29 720,0
Taiwan	3,2	0,0	0,0	12,1	0,0
Union Indienne	123,8	20,2	26,0	190,3	2 069,1
Autres pays d'Asie	4 791,5	9 419,3	7 617,6	2 599,6	2 001,7
III. AFRIQUE	119 394,0	131 288,4	161 258,4	204 152,2	236 845,1
Afrique du Sud	487,8	850,2	495,9	1 608,9	1 214,2
Djibouti	0,0	5,9	8,3	0,0	0,0
Egypte	8 524,3	10 159,5	10 436,4	1 307,4	709,1
Kenya	10 302,1	12 676,8	5 203,9	5 352,7	5 932,6
Ouganda	4 596,0	5 966,1	5 827,7	11 031,3	4 003,3
R.D.C.(1)	60 945,9	66 492,1	78 786,3	113 927,9	137 036,2
Rwanda	149,6	445,0	2 712,1	15 471,0	5 532,9
Tanzanie	16 436,8	15 327,1	20 177,3	17 310,8	19 010,8
Sud Soudan				0,0	3 254,6
Somalie					12 230,5
Zambie	2 325,0	2 255,1	2 356,0	4 359,2	11 580,3
Zimbabwe	5,2	6,3	3,2	127,0	17,4
Autres pays d'Afrique	15 621,4	17 104,2	35 251,2	33 655,9	36 323,4
IV. AMERIQUE	3 270,6	4 059,6	5 002,1	6 324,1	12 373,0
Etats-Unis	2 715,8	2 037,5	4 024,2	5 668,2	5 724,9
Canada	339,7	2 022,0	947,6	653,1	6 648,1
Autres pays d'Amérique	215,1	0,0	30,2	2,9	0,0
V. OCEANIE	338,8	1 162,9	2 217,1	2 692,8	1 944,0
Australie	147,0	232,9	238,8	622,1	273,3
Autres pays de l'Océanie	191,7	930,0	1 978,3	2 070,7	1 670,8
VI. AUTRES PAYS NON SPECIFIES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	310 993,2	323 380,6	422 875,5	553 172,2	506 089,5

Source : BRB, statistiques du commerce extérieur

Annexe 15 : Position extérieure globale du Burundi (en MBIF)

	2020	2021	2022	2023	2024
Position extérieure nette	-2 728 437,8	-3 016 902,2	-3 630 608,5	-4 834 516,3	-4 834 516,3
Avoirs	2 095 198,9	2 481 747,3	2 457 115,3	2 804 524,3	3 589 019,9
Investissements directs à l'étranger	8 015,4	10 256,2	14 249,4	17 261,3	41 924,5
Investissements de portefeuille	480 781,6	480 781,6	483 481,6	483 481,6	484 481,6
Produits financiers dérivés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	1 422 827,4	1 455 833,7	1 622 671,8	2 044 451,1	2 520 792,5
Crédits commerciaux	1 087 145,3	1 196 259,2	1 315 547,4	1 485 499,5	1 658 043,1
Monnaie fiduciaire et dépôts	326 851,3	254 909,3	306 528,9	553 259,7	859 659,4
Autres avoirs	8 830,8	4 665,2	595,4	5 691,9	3 090,0
Avoirs de réserves	183 574,4	534 875,8	336 712,5	259 330,4	541 821,2
Engagements	6 179 759,8	7 202 923,7	7 976 526,3	9 968 294,5	11 083 765,1
Investissements directs de l'étranger dans l'économie	1 075 816,2	1 120 032,9	1 171 472,4	1 259 319,6	1 358 309,7
Investissements de portefeuille	57 579,4	67 262,6	81 923,1	104 730,9	141 253,7
Produits financiers dérivés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	5 046 364,2	6 015 628,2	6 723 130,7	8 604 244,0	9 584 201,8
Crédits commerciaux	3 242 754,1	3 536 396,2	4 179 302,9	4 969 502,1	5 131 978,7
Prêts	1 429 132,5	1 610 912,7	1 713 174,5	2 445 703,8	2 903 516,7
Autorités monétaires	207 742,0	119 271,4	34 079,9	113 460,4	103 021,3
Administrations publiques	1 035 965,0	1 275 253,6	1 334 152,7	1 834 613,6	1 873 262,5
Banques	152 162,4	183 025,8	311 545,1	463 937,3	890 619,1
Autres secteurs	33 263,0	33 361,9	33 396,8	33 692,5	36 613,8
Monnaie fiduciaire et dépôts	167 334,9	246 394,7	191 175,7	336 519,6	706 653,2
Autres engagements	207 142,7	621 924,6	639 477,7	852 518,6	842 053,1

*= Les années ne prennent pas en compte les données sur les IDE et IPF;

* = provisoire

Source : BRB, statistiques du commerce extérieur